

Le Monde

55^e ANNÉE - N° 16864 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITaine

JEUDI 15 AVRIL 1999

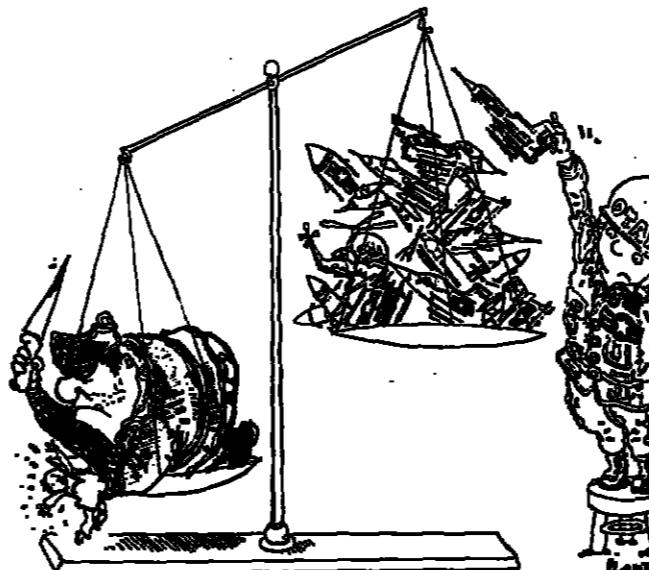
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

EN ILE-DE-FRANCE
■ Dans « aden » :
tout le cinéma
et une sélection
de sorties



L'OTAN s'est-elle trompée de stratégie ?

- Les critiques militaires s'accumulent sur l'opération « Force alliée »
- Le choix des seuls bombardements aériens est mis en cause
- La résistance de Belgrade a été sous-estimée
- Les alliés renforcent massivement leur aviation et étudient trois scénarios d'intervention au sol



■ Le pari gagné de « Romance »

Grâce d'abord à son interprète principale, Caroline Ducey, Catherine Breillat fait de la transgression du tabou de la « vérité » des scènes d'amour un acte de création cinématographique.

Le cinéma, p. 31 à 33

■ Prison pour l'ex-n° 2 malaisien

L'ancien vice-premier ministre malaisien, Anwar Ibrahim, a été condamné à six ans de prison, mercredi 14 avril, pour corruption. Il dénonce « une conspiration politique ».

p. 36

■ RPR : le coût des emplois fictifs

Le Canard enchaîné, la rémunération de cadres du RPR entre 1990 et 1995 aurait coûté 20 millions de francs à la Ville de Paris.

p. 13

■ Babel tropicale

Démocratie à l'anglaise, ruines mayas, langue créole : à Belize, en Amérique centrale, le métissage est une culture.

Les voyages, p. 26 à 28

■ Hors l'école, la peur des sectes

L'Etat renforce ses moyens de contrôler la scolarité des enfants qui ne fréquentent ni l'école publique ni les établissements privés sous contrat.

p. 12

■ L'intérêt bien compris du mécénat

Le budget « mécénat » des entreprises augmente, preuve que le parrainage, c'est bon pour l'image.

p. 21

■ Cultiver des parfums

Puante ou senteur, un passage en revue des plantes et fleurs qui embellissent nos jardins et balcons.

p. 29

■ L'énergie au XXI^e siècle

Les 14 et 15 avril se tient au siège de l'Unesco, à Paris, un important colloque sur les scénarios énergétiques du siècle à venir.

p. 20

Allergies, 3 DM : Andorre-Grenoble, 8 F ; Autriche, 10 F ; Belgique, 10 F ; Grèce, 2,25 ECU ; Croatie, 10 F ; France, 8,50 F ; Grèce, 10 F ; Irlande, 10 F ; Italie, 10 F ; Luxembourg, 10 F ; Portugal, 10 F ; Royaume-Uni, 10 F ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 12 F ; Suisse, 10 F ; Espagne, 10 F ; Turquie, 12 DM ; USA (NY), 2,5 ; USA (other), 2,80 \$.

M 0147-415-7,50 F



rique », n'a pas non plus empêché les troupes serbes de se renforcer au Kosovo, où elles disposeront de 70 000 hommes et de 300 blindés. « Force alliée » fait l'objet de nombreuses critiques : impréparation, matériel choisi inadéquat, prévisions erronées, sous-estimation des réactions de l'adversaire.

A Bruxelles, les Quinze devaient tenir, mercredi, un sommet extraordinaire, en présence de Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU.

A Moscou, l'ancien premier ministre Viktor Tchernomyrdine a été nommé représentant de Boris Eltsine pour la Yougoslavie.

Dans les camps réfugiés, nos envoyés spéciaux ont recueilli de nombreux témoignages sur des massacres perpétrés par les forces serbes.

Le Monde décrit aussi les origines et le fonctionnement du UCK, l'Armée de libération du Kosovo.

SIX DES SEPT CANDIDATS à l'élection présidentielle du jeudi 15 avril en Algérie ont demandé, mardi, l'annulation des premières opérations de vote pour « fraudes » au profit d'Abdelaziz Bouteflika. Se présentant comme un « candidat indépendant », l'ancien chef de la diplomatie du président Houari Boumediène est considéré comme le candidat du pouvoir. Les six candidats ont demandé à rencontrer mercredi le président sortant, Liamine Zerrouk, avant de décider de leur conduite. Certains d'entre eux ont menacé de retirer leur candidature. Le scrutin avait commencé lundi dans les bureaux itinérants destinés aux populations nomades du Sahara et mardi dans les bureaux de vote spéciaux prévus pour les forces armées.

Lire page 8
et notre editorial page 18

Les reclus de l'Antarctique

■ DEPUIS UN MOIS, la base scientifique française antarctique Dumont-d'Urville est coupée du monde. L'hiver 1999 a commencé. Chef de l'expédition 1998, le docteur Richard Gaud raconte les difficultés de la vie quotidienne dans cet isolement total. Une partie du personnel de la station a servi de cobayes à des expériences destinées à mesurer l'adaptation immunologique et psychologique de l'homme dans un milieu confiné. Ces travaux intéressent les agences spatiales, car les problèmes de santé des hivernants de l'Antarctique présentent des analogies avec ceux que pourraient rencontrer les équipages des futurs vols habités vers Mars.

Lire page 25

Coup de froid sur Compaq



PDG de Compaq, numéro un mondial des micro-ordinateurs, Eckhard Pfeiffer tente de calmer la colère des marchés. L'annonce d'un ralentissement de ses résultats a affolé la Bourse, qui craint pour la croissance d'un secteur jusque-là euphorique. Le développement d'Internet change aussi la donne et contraint les industriels à revoir leurs stratégies.

Lire page 19

International	2	Médecine	29
France-Société	10	Jour	29
Régions	14	Ciné	30
Histoire	25	Culture	31
Entreprises	19	Capital	33
Communication	21	Mode	34
Tableau de bord	22	Abonnements	34
Aujourd'hui	25	Radio-Télévision	35

La leçon de guerre d'un ancien du Vietnam à Bill Clinton

WASHINGTON
de notre correspondant

Le président Bill Clinton a réaffirmé, lundi 12 avril, sa certitude d'un succès de la guerre aérienne et son refus d'engager des troupes au sol dans le « conflit » du Kosovo. A Washington, on n'utilise toujours pas le terme de « guerre » : selon le porte-parole de la Maison Blanche, ce qui se passe actuellement « ne correspond pas à la définition que nous avons ». John McCain n'est pas d'accord. Or, pour le malheur de la Maison Blanche, ce sont les prises de position fermes de ce sénateur républicain qui semblent donner le ton.

Cet ancien pilote des « marines », grièvement blessé puis prisonnier au Vietnam pendant cinq ans avant de se lancer dans la politique, critique aujourd'hui l'hésitation de son parti pour la présidentielle de 2000. Il est l'homme politique américain qui a pris depuis le début les positions les plus tranchées sur le conflit. Dans un discours destiné à se positionner par rapport à une Maison Blanche accusée de faiblesse comme à son parti, divisé entre isolationnistes et faucons,

Il a présenté sa vision de la stratégie à employer pour vaincre M. Milošević.

Quand on fait la guerre, c'est pour la gagner, dit ce héros d'une guerre perdue il y a un quart de siècle : « Quand un président menace d'entrer en guerre, il devrait faire des plans pour cela. Et, quand il entend s'utiliser que des moyens limités, il devrait au minimum avoir un plan de secours prêt pour un échec probable. Le président ne semble avoir ni plan A ni plan B. Si faire la guerre n'est pas nécessaire, alors la gagner n'est également. Evitez les pertes n'est pas notre objectif principal. C'est gagner le plus rapidement possible. J'adore le gouvernement et le Congrès de faire preuve de la résolution et de la confiance en soi dignes d'une superpuissance. Notre cause est juste et son succès rapide impératif. Le coût d'un échec est infiniment supérieur à celui de la victoire. »

Se présentant en chef potentiel d'un parti qui se cherche, le sénateur de l'Arizona souhaite que le Congrès autorise Bill Clinton à recourir à tous les moyens nécessaires, y compris l'infanterie. Au nom de l'union na-

tionale, il a appelé « les membres du Congrès à cesser leurs débats et à s'unir pour soutenir la réalisation de notre mission ». « Si je deviens président, j'espère restaurer à la Maison Blanche le type de leadership qu'attendent les Américains dans les crises comme celle-ci et réformer nos institutions pour que nous en soyons fiers à nouveau. »

L'appel à la fierté nationale ne s'arrête pas aux Serbes. Il concerne aussi les alliés de l'OTAN. John McCain soupçonne de financer dans la conduite des opérations et paraît vouloir leur faire porter la responsabilité d'un échec éventuel. Leur volonté de construire une identité européenne de défense doit être encouragée, sauf si elle prend forme dans les institutions de l'OTAN. Les alliés européens doivent être remis à leur place : « Si nous devons prendre en charge la plus grande partie de notre défense commune, nous attendons de nos alliés qu'ils prêtent autant d'attention à nos préoccupations, en Europe et ailleurs, que nous aux leurs. »

Patrice de Beer

POINT DE VUE

Relancer pour les Balkans le pacte de stabilité

par Edouard Balladur

DANS la région des Balkans, les voies de la paix pourraient passer par quelques principes susceptibles, à terme, de permettre aux populations des Balkans de coexister en paix. Le principe devrait consister à réunir à nouveau la communauté internationale autour d'une solution.

L'ONU, et en premier lieu le Conseil de sécurité, doivent avoir leur rôle à jouer. L'ONU ne peut imaginer non plus que la Russie, partenaire essentiel de la sécurité européenne, n'apporte pas sa contribution.

Le second principe concerne le rôle essentiel que devrait jouer l'Union européenne. L'exemple du « pacte de stabilité », mis en œuvre en 1993 par elle, à l'initiative de la France, pourraient, aujourd'hui, à nouveau nous inspirer. Nous étions alors à la veille de l'élargissement de l'Union. De très nombreux pays candidats, en Europe centrale et orientale, étaient confrontés à des problèmes de frontières et de minori-

tés. Plusieurs d'entre eux ne voulaient pas reconnaître, dans des textes bilatéraux signés avec leurs voisins, les frontières pourtant définies par les traités qui avaient suivi la seconde guerre mondiale. De nombreuses minorités étaient au bord de la rébellion.

La logique du pacte de stabilité élaboré en relation étroite avec l'OSCE fut d'une grande simplicité : la porte de l'UE serait d'autant plus ouverte aux candidats qu'ils auraient signé, avec leurs voisins, des traités de bon voisinage. La reconnaissance mutuelle des frontières devait avoir pour contrepartie le respect des droits des personnes appartenant aux minorités. Afin d'y parvenir, l'Union avait décidé d'aider en priorité des projets de bon voisinage.

Lire la suite page 17

Edouard Balladur, ancien premier ministre, est député (RPR) de Paris (12^e circonscription).



Fête des Secrétaires & Assistantes

متحف الفنون

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999

BALKANS Devant les critiques formulées à l'encontre de sa stratégie, le commandant en chef des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, a demandé

lundi aux pays participant à l'opération « Force alliée » d'envoyer plusieurs centaines d'avions supplémentaires pour intensifier les frappes contre la Serbie. ● LES FORCES DE

OTAN au sol devraient être renforcées : 8 000 soldats supplémentaires seront déployés, et les Etats-Unis enverront 4 800 hommes autour d'une flotte d'hélicoptères d'attaque en Al-

banie. ● LES TÉMOIGNAGES recueillis par nos envoyés spéciaux confirment les informations sur les exactions perpétrées par les forces serbes au Kosovo. Lundi, la Commission des

droits de l'homme de l'ONU a condamné « la pratique généralisée de purification ethnique » et demandé au TPI de traduire en justice les auteurs de crimes contre l'humanité.

Vivement critiquée, l'OTAN va doubler son dispositif aérien contre la Serbie

Le général Clark a réclamé hier aux participants de l'opération « Force alliée » l'envoi de plusieurs centaines d'appareils supplémentaires afin d'intensifier les frappes aériennes. Réunis mercredi avec Kofi Annan, les Quinze veulent impliquer l'ONU dans un futur règlement diplomatique

L'OTAN, dont l'opération « Force alliée » contre les armées serbes entraîne, mercredi 14 avril, dans sa quatrième semaine, à intensifier ses bombardements grâce à de nouveaux renforts en avions. Sa stratégie est néanmoins contestée.

● Des experts militaires américains et britanniques multiplient les critiques sur l'efficacité de l'opération « Force alliée ». Ils estiment notamment que les stratégies de l'OTAN ont sous-estimé les capacités de résistance politique et militaire du président yougoslave Slobodan Milošević et qu'ils ont, à tort, basé leurs plans sur deux précédents : l'expérience des frappes en Bosnie en 1995 et celle de la guerre du Golfe, qui, en 1991, visait à chasser les forces irakiennes hors du Koweït.

● Le général Wesley Clark, commandant supérieur des forces alliées en Europe, a confirmé mardi avoir demandé à plusieurs Etats membres de l'Alliance des centaines d'avions supplémentaires – dont trois cents aux seuls Etats-Unis – pour intensifier la campagne aérienne en Yougo-

slavie. « Petit à petit nous sommes en train de détruire » les capacités des forces militaires et paramilitaires serbes, a-t-il déclaré. Si Washington répond à ses sollicitations, le général Clark disposerait de près d'un millier d'appareils, c'est-à-dire plus du double qu'au début des bombardements.

● Le président américain, Bill Clinton, qui a annoncé que la campagne aérienne allait passer à l'« étape suivante » avec l'arrivée des renforts, a demandé au Congrès d'approuver des fonds d'urgence, évalués entre 3 et 4 milliards de dollars par le Pentagone, pour financer l'effort américain en cours en Yougoslavie. Le Pentagone a expliqué que ce chiffre restait à affiner et qu'il couvrirait à la fois les opérations militaires et l'aide humanitaire.

D'après le leader de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott, la campagne militaire de l'OTAN a coûté jusqu'à maintenant aux Etats-Unis entre 70 et 100 millions de dollars par jour.

● Un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (UE), consacré en

grande partie à l'affaire du Kosovo, était prévu mercredi à Bruxelles. Pour la première fois, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, devait y participer. Selon le quotidien allemand *Suddeutsche Zeitung*, l'Allemagne, président en exercice de l'UE, devait soumettre aux Quinze un plan de sortie de crise en trois volets, dont M. Annan serait le maître d'œuvre.

● Le rôle des Nations unies

Brève incursion serbe dans un village albanais

Les premiers affrontements serbo-albanais ont eu lieu, mardi 13 avril, quand des soldats serbes ont occupé, durant une heure et demie, le village frontalier albanais de Kamenica (nord de l'Albanie), où des maisons ont été incendiées, a indiqué Pier Gongrijp, un observateur de l'OSCE. Il se trouvait sur un toit à Bajram Curri, un poste situé à 12 kilomètres, d'où il écoutait le trafic radio des gardes-frontière albanais. Depuis trois jours, les forces serbes tireraient trois ou quatre salves d'artillerie contre des villages frontaliers albanais. Mais, lundi, ces tirs ont été suivis de la première incursion serbe en territoire albanais depuis le début des frappes de l'OTAN. Les gardes-frontière albanais, une quinzaine face à une cinquantaine d'assaillants, selon leurs messages, ont riposté au fusil et au mortier avant de se replier. Selon M. Gongrijp, huit combattants du PUKK au moins ont été tués ces trois derniers jours par les militaires serbes lors d'affrontements dans la région. (AP)

dans le règlement de la crise à Bruxelles. Pour la première fois, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, devait y participer. Selon le quotidien allemand *Suddeutsche Zeitung*, l'Allemagne, président en exercice de l'UE, devait soumettre aux Quinze un plan de sortie de crise en trois volets, dont M. Annan serait le maître d'œuvre.

● Les réfugiés faisant état de l'exécution sommaire d'une centaine d'hommes au village de Veliko Krusa. Ce sera le deuxième site pouvant receler une fosse commune, identifiée par les Etats-Unis au Kosovo, selon ce responsable américain.

● La Commission des droits de l'homme des Nations unies a fermement condamné, dans une résolution, « la pratique généralisée et systématique de purification ethnique » des autorités yougoslaves, ainsi que « les opérations militaires massives lancées par les autorités serbes contre les civils non armés au Kosovo ». La Commission a demandé à la communauté internationale et au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de traduire en justice les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le texte, légèrement amendé, a été proposé par l'Organisation de la confédération islamique.

● La dernière estimation pour le nombre de réfugiés du Kosovo était, mardi, de 640 000 personnes depuis le début de la crise, en mars 1998.

Les cinq failles militaires de l'opération « Force alliée »

A LONDRES et à Washington, en demi-teinte dans les milieux officiels mais au gros calibre dans la presse, l'opération « Force alliée » – qu'en soit politiquement pour ou contre – fait l'objet de critiques quasi quotidiennes de la part des experts militaires. L'acte d'accusation tient en cinq points.

● Un faux précédent.

Le choix le plus fréquemment critiqué – et dénoncé comme parfaitement inadéquat – est celui du type de campagne aérienne mis au service de l'objectif politique affiché. En l'espèce, il s'agissait – ce qui confirme les déclarations mêmes des porte-parole de l'OTAN – de faire revenir le président Milošević sur son refus d'entérner le texte de l'accord de Rambouillet. L'hypothèse de départ était qu'une semaine de bombardements y suffirait. Cela s'est révélé patiemment faux : Slobodan Milošević n'a pas « craqué », et c'était prévisible. Le précédent le plus souvent évoqué pour fonder le présupposé initial est le revirement opéré par M. Milošević en Bosnie en 1995, sous la pression d'une mini-campagne de raids aériens de l'OTAN. Mais, relève par exemple l'éditorialiste du

New York Times (un quotidien qui soutient l'intervention de l'OTAN), M. Milošević n'avait alors cédé – acceptant de se rendre aux négociations de paix de Dayton – que parce qu'une offensive au sol croato-bosniaque avait mis en déroute les forces serbes.

Les autres justifications de l'opération – détruire le potentiel militaro-répressif de Belgrade, notamment – n'ont été avancées qu'après que les premiers jours de bombardements eurent échoué à amener le précédent yougoslave à raison.

● Le mythe de l'omnipotence aérienne.

Il est largement l'héritage de la campagne (« Tempête du désert ») que les Etats-Unis mènent contre l'Irak, dans le Golfe, début 1991. Là encore, le précédent est peu convaincant. Les terribles semaines de bombardements alors conduits détruisirent effectivement une bonne partie du potentiel irakien. Mais l'intervention aérienne ne prit tout son sens militaire que comme préparation à l'attaque au sol qui suivit. Le quotidien britannique *The Independent* (11 avril) écrit ainsi : « L'histoire militaire moderne enseigne qu'une campagne

aérienne en soi n'est jamais concluante. On gagne la supériorité aérienne afin que les troupes au sol puissent intervenir. » Pour des raisons politiques plus que militaires, les Occidentaux ont dit exclus à l'avance une intervention au sol au Kosovo ; du moins tant que Belgrade n'y consentirait pas : « Une erreur grave », commente Antony Lewis dans le *New York Times*.

● Une question de « dosage ».

Les critiques militaires acceptent, et respectent, les contraintes de l'opération « Force alliée ». Elles sont de deux ordres : épargner au maximum la population civile serbe – ce qui limite les possibilités de frappes – notamment par temps couvert ; faire courir le moins de risques possible aux pilotes. Mais certains contestent aussi l'impact d'une campagne conçue comme devant aller crescendo. Ils avancent que l'objectif politique aurait peut-être pu être atteint avec une série de raids initiaux beaucoup plus brutaux. A titre d'exemple, une journée moyenne durant la phase aérienne de « Tempête du désert » comprenait 2 000 sorties. En vingt jours, « Force alliée » n'en a compté « que » 6 000 (Le Monde du 14 avril).

● Une sous-estimation des capacités de l'adversaire.

Il ne s'agit pas seulement ici de la défaite anti-serbe de la République fédérale de Yougoslavie, plus robuste et plus résistante que prévu (*Le Monde* du 14 avril). Mais, à l'évidence, militaires et politiques occidentaux n'avaient pas imaginé que M. Milošević répondrait aux bombardements par une vague d'épuration ethnique » de l'ampie de ces dernières semaines. Deux hypothèses, ici, pas plus rassurantes l'une que l'autre : on a sous-estimé l'absence de scrupules d'un régime qui avait pourtant en la matière un lourd « casier judiciaire » ; ou on a surestimé la capacité de dissuasion d'une campagne de bombardements aériens sur des hommes au sol, qui, calachukov au poing, mènent des opérations de terreur contre une population civile.

● L'inadéquation de certains matériels.

Même si la Yougoslavie ne faisait pas partie du pacte de Varsovie (l'alliance militaire que l'URSS avait formée avec ses satellites européens), l'OTAN n'est pas, dans cette région du monde, en terrains inconnus. Bien au contraire : elle a eu cinquante ans

pour étudier les conditions de bataille sur le théâtre européen, au sol comme en l'air, y compris les conditions météo qui, en cette année 1999, ne diffèrent pas de manière majeure. Avec la Yougoslavie, l'OTAN a affaire à un pays dont le caractère de guerre est largement celui du pacte de Varsovie, donc, en principe, familier aux états-majors occidentaux.

Pourquoi les stratégies de Bruxelles n'ont-ils pas pris le soin de monter leur opération en intégrant, dès le départ et en nombre, les appareils les plus capables d'intervenir par mauvais temps, les B1B Lancer de l'US Air Force ou les Tornado de la Royal Air Force ? S'il s'agissait, en deuxième objectif, de ralentir les opérations d'épuration ethnique », pourquoi n'avoir pas rassemblé une flotte d'appareils capables d'anéantir les chars serbes, d'immobiliser l'infanterie, d'intimider les bandes armées de miliciens : des avions d'attaque américains A-10 couplés aux hélicoptères Apache, notamment ? Les A-10 commencent à opérer ; les Apache ne sont pas encore près d'être déployés...

Alain Frachon

Le général Clark peine à défendre sa stratégie

BRUXELLES

de notre correspondant

Lundi 12 avril, le général Wesley Clark, commandant en chef de l'opération « Force alliée », déclarait à la BBC : « Milošević est en train de perdre, et il le sait. » Le lendemain, il réclamait à Washington 300 avions supplémentaires et sollicitait la France et la Grande-Bretagne pour qu'elles renforcent également leur contribution au dispositif allié.

Venu exposer, au siège de l'OTAN, le bilan militaire de trois semaines de frappes aériennes, il a brossé une image nettement moins optimiste – du moins pour le court terme – de la situation militaire sur le terrain. Certes, le potentiel offensif de l'armée yougoslave a été fortement entamé à l'issue des quelque 6 000 sorties aériennes effectuées depuis le 24 mars ; plus de 150 objectifs ont été atteints au Kosovo et sur l'ensemble du territoire yougoslave. Mais l'activité de l'armée de Belgrade reste importante malgré l'élimination de 50 à 70 % de ses réserves de carburant et la destruction de 70 à 90 % des voies de communication reliant la Serbie à la province rebelle.

« Il y a plus de forces serbes au Kosovo qu'au début de l'opération », a reconnu le général Clark, qui note, par ailleurs, que ces forces, cachées pendant les bombardements, se regroupent et se réorganisent en dépit des attaques

aériennes. Le commandant en chef a ajouté qu'il était, pour le moment, impossible de parachuter de l'aide humanitaire aux personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo (Le Monde du 13 avril). « Les avions de combat, rapides et bien équipés, peuvent échapper aux batteries antiaériennes serbes, mais pas un avion de transport, lent et contraint de voler à basse altitude », a-t-il dit.

En réponse aux interrogations sur la longueur de l'opération « Force alliée » au regard des résultats obtenus, Wesley Clark a mis ce fait sur le compte d'une météorologie défavorable : « Nous avons eu que sept jours de ciel clair sur vingt jours d'opérations », a-t-il regretté.

« MAUVAISE FOI » Le commandant suprême des forces alliées en Europe a également avancé le souci d'éviter au maximum les « dommages collatéraux », qui fait de cette guerre celle « qui, dans l'histoire, a l'usage le plus important des armes de haute précision ». Ce qui n'empêche pas quelques « bavures », comme la destruction dimanche d'un train sur la ligne Belgrade-Skopje. Le commandant en chef, qui s'est déclaré « désolé » de cette erreur, a expliqué, images vidéo à l'appui, qu'il s'agissait de détruire un pont ferroviaire à l'aide d'un missile guidé par laser. Le tir a été effectué de loin. A la seconde où le missile est parti, un éclat est appa-

ru sur les images transmises par la caméra installée sur le missile. C'était un train. Il n'était plus possible de rappeler l'engin.

Le général Clark s'est également défendu devant les critiques formulées sur l'imprévoyance des stratégies de l'Alliance concernant l'énorme masse de réfugiés qui s'est mise en mouvement vers les pays alentours, après le début de l'opération « Force alliée ». « Si nous avions inclus cela dans nos prévisions, nous n'aurions pas été pris », constate-t-il, stigmatisant la « mauvaise foi » des dirigeants serbes.

A ce sujet, il évoque une rentrée à Belgrade, en octobre 1998, entre lui-même, le général Naumann, président du comité militaire de l'OTAN, et les généraux yougoslaves Perisic et Djordjevic, responsables des opérations contre la rébellion de l'UCK au Kosovo. « Ils nous ont fait valoir à l'époque, en réponse à nos mises en garde sur l'augmentation considérable des forces serbes au Kosovo, qu'il ne s'agissait pour eux que d'éliminer, en une semaine ou deux, les forces armées séparatistes », s'empête-t-il.

Pour l'avenir, et sans fixer de terme à l'offensive aérienne, le général Clark s'est déclaré résolu à continuer de détruire systématiquement et sans faiblir les capacités de défense yougoslaves.

Luc Rosenzweig

Enfin !
L'informatique aéroportuaire
"direct dépôt"

Autre solution pour une exploitation
du matériel de transport aérien
permet d'obtenir une réduction
de 2500 m². Ce type de vente est normale
sur toutes les plateformes de vente
car les conditions sont identiques.

Une solution pour une exploitation
professionnelle.
Toutes les conditions sont identiques
pour les démonstrations et deux

4000 m² de bureaux 2000 m² de
services après vente constructeur
(en général 1 ou 2000 m²)

Un bon éventuel payement
Et car de nombreux sites d'exploitation
sur toute la France et à l'étranger.

Direct Dépôt IC
124 Bd de Vendôme
75000 Paris

Horaires d'ouverture
de lundi à vendredi

de 14h à 17h

Direct
Dépôt IC

124 Bd de Vendôme
75000 Paris

Horaires d'ouverture
de lundi à vendredi

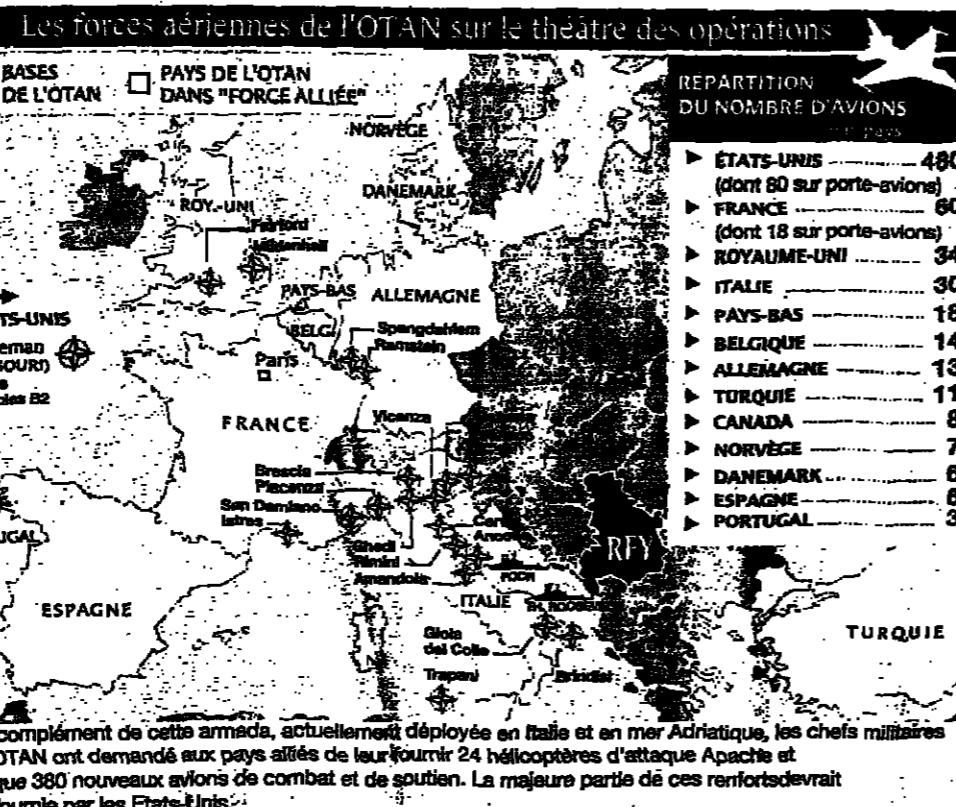
de 14h à 17h

مكتبة المصلحة

Contradictions historiques

L'OTAN CONTRE LA SERBIE

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 3



L'offensive diplomatique promet, elle aussi, d'être longue et difficile

IL N'Y AURA PAS de miracle. L'offensive diplomatique engagée cette semaine par les Occidentaux pour tenter d'avancer vers un règlement du conflit est, elle aussi, un processus lent. Et, comme l'offensive militaire, elle rencontre ses difficultés. L'enjeu est que l'Américaine Madeleine Albright a eu à Oslo mardi avec son homologue russe Igor Ivanov n'a pas ouvert de nouvelle perspective proche. Et le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, ne s'envolera sans doute pas pour Belgrade après sa rencontre avec les dirigeants européens, mercredi soir, à Bruxelles, officiellement le principe n'y a pas, à ce jour, de médiation possible.

Quoi qu'il pense de Slobodan Milošević, Igor Ivanov n'était pas en mesure de faire mieux qu'absorber des promesses susceptibles de débloquer la crise. « Notre discussion n'a pas été simple », a souligné le ministre russe, tout en affirmant sa disposition à poursuivre « les efforts diplomatiques pour parvenir à un règlement politique ». Les dirigeants russes ne sont manifestement pas en état actuellement - pour des raisons de politique intérieure - de « bouger » sur le Kosovo. Il faut même renoncer pour les jours à venir à impliquer leur ministre des affaires étrangères dans une autre rencontre avec ses homologues occidentaux. La réunion, au niveau ministériel, du G8 (les sept pays les plus industrialisés et la Russie), que les Allemands avaient entrepris d'organiser, ne semble plus envisageable à très court terme : un dirigeant russe ne peut apparemment pas trop s'afficher ces temps-ci avec ceux qui bombardent la Yougoslavie.

Le principal mérite du rendez-vous d'Oslo est donc d'avoir eu lieu. C'est peu dans l'immédiat, mais crucial pour la suite. Il était important, pour les Américains, de rappeler que l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie n'a pas pour objet d'humilier la Russie en frappant

l'un de ses soi-disant « alliés » et que Washington, au contraire, compte sur un dialogue constructif avec Moscou pour sortir du conflit. Il est important, pour les Européens, de rappeler mercredi à Bruxelles que ce conflit est le leur, qu'ils l'assument, et que leur intervention peut prétendre à une légitimité internationale. Les dirigeants français ont insisté ces derniers jours sur la nécessité - impérative à leurs yeux - que le règlement final ait la caution de l'ONU. Les Allemands sont sur la même ligne et l'on s'attendait à ce que le sommet des Quinze, mercredi soir à Bruxelles, officialise ce principe comme une exigence de l'Europe.

LE PARIS DES OCCIDENTAUX

« Contrairement à l'ensemble des partenaires susceptibles de débloquer la crise », note Albright, « notre diplomatie a été très efficace ». Les dirigeants russes ne sont manifestement pas en état actuellement - pour des raisons de politique intérieure - de « bouger » sur le Kosovo. Il faut même renoncer pour les jours à venir à impliquer leur ministre des affaires étrangères dans une autre rencontre avec ses homologues occidentaux. La réunion, au niveau ministériel, du G8 (les sept pays les plus industrialisés et la Russie), que les Allemands avaient entrepris d'organiser, ne semble plus envisageable à très court terme : un dirigeant russe ne peut apparemment pas trop s'afficher ces temps-ci avec ceux qui bombardent la Yougoslavie.

Le principal mérite du rendez-vous d'Oslo est donc d'avoir eu lieu. C'est peu dans l'immédiat, mais crucial pour la suite. Il était important, pour les Américains, de rappeler que l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie n'a pas pour objet d'humilier la Russie en frappant

sur la voie d'une solution à la crise, a dit M. Ivanov à l'issue de sa rencontre avec Mme Albright. Depuis le début, les Russes disent qu'ils n'apprécieront pas ce point que ce que le régime de Belgrade sera prêt à accepter. Le ministre russe des affaires étrangères s'est néanmoins montré plus ouvert mardi : il faut, a-t-il dit, continuer de discuter pour trouver « une forme acceptable de présence internationale au Kosovo » qui ne soit pas purement et simplement une émanation de l'OTAN, mais implique aussi l'ONU et l'OSCE.

Les Occidentaux ont fait preuve également d'une certaine ouverture sur ce point, mais ils n'ont pas, à ce stade, accordé leurs violons. Les Américains insistent pour que l'OTAN contrôle effectivement la future opération d'interposition et pour que cette dernière soit « robuste », fait-elle avec un mandat de l'ONU et, comme cela se passe actuellement pour la SFOR en Bosnie, avec la participation de contingents de pays non-membres de l'Alliance, comme la Russie. Les Français sont plutôt sur cette ligne de l'efficacité militaire, mais partisans d'examiner diverses formes d'emballage pour éviter un affichage trop provocateur de l'OTAN. Les Allemands semblent aller plus loin et auraient proposé une force plus légère que celle qui était prévue dans le projet de Rambouillet, dès lors que le démantèlement de la province aurait été accepté par les parties et que des contingents de l'OTAN resteraient stationnés dans les pays voisins.

Tout cela demande encore des ajustements peut-être difficiles entre alliés, plus difficiles encore, entre les Occidentaux et les Russes. Le pari est qu'ils finiront par choisir, plutôt qu'une opposition qui les marginalise, une participation active, pour eux plus gratifiante, à l'élaboration d'un règlement.

Claire Tréan

L'OTAN étudie plusieurs scénarios d'envoi d'une force terrestre au Kosovo

L'arrivée de nouvelles troupes en Albanie et en Macédoine renforce le dispositif allié d'intervention au sol. Reste l'essentiel : définir sa mission

Mais, ajoute-t-on aussitôt chez les militaires de l'OTAN, toutes les options - dans l'ordre terrestre - sont possibles et peuvent être remises en chantier au plus vite si, entre-temps, les responsables politiques donnent leur feu vert et si les objectifs actuels de « Force alliée » sont atteints - à savoir la maîtrise de l'espace aérien au-dessus de la région, un affaiblissement radical des forces serbes sur le terrain, une réduction drastique du potentiel militaro-industriel en Serbie même et l'incapacité, pour Belgrade, de ravitailler sa III^e armée.

Les théoriciens de l'OTAN, inspirés par l'armée américaine, pour laquelle une opposition frontale de vive force n'est plus de mise avec l'implosion du bloc de l'Est, se font à la perspective qu'une force aéro-terrestre internationale puisse voir le jour dans les Balkans, mais au terme d'une longue campagne aérienne, à l'instar de

Selon ces scénarios, les obstacles ne sont pas tout à fait les mêmes, la difficulté majeure restant de savoir si les commandants serbe et albanophone, aujourd'hui impliqués dans des affrontements sans merci, ont véritablement envie de vivre durablement côté à côté. Si tel n'était pas le cas, les pays qui contribueraient à la force ont-ils accepté, d'ores et déjà, de s'engager militairement pour des années ?

Quelle forme qu'elle revêt, cette présence internationale pose, sans compter avec les aléas liés à la nature inhospitalière du terrain (Le Monde du 2 avril), les nombreux problèmes dans l'ordre organisationnel et opérationnel. Des problèmes naturellement plus graves à résoudre dans l'hypothèse d'une opération - très risquée - de vive force au Kosovo. Ce scénario-là suppose - outre la coopération des deux Etats déjà impliqués, l'Albanie, mise large

L'espion français des Serbes « solidaire » des alliés

Le commandant Pierre-Henri Burel - mis en examen et écroué à la prison de la Santé, depuis fin octobre 1998, pour « intelligence avec l'ennemi » au profit des Serbes, alors qu'il était en poste à Bruxelles -, a fait savoir, par l'intermédiaire de son avocat, qu'il était « solidaire » des troupes de l'OTAN et des frappes aériennes. « Il ne s'agit pas d'un renirement de sa part », explique M. Najsztat. M. Burel affirme n'avoir jamais agi pour sentiment pro-serbe, contrairement à ce qu'il indique, à l'époque, des fuites malveillantes. « Mon client, a ajouté son défenseur, reconnaît avoir commis une faute professionnelle, et il a agi pour des motifs strictement humanitaires ». Le commandant Burel est accusé d'avoir, à l'été 1998, fourni à un agent serbe, à Bruxelles, des informations sur la nature des cibles visées par l'OTAN. Il ne veut pas, selon M. Najsztat, qu'on insinue, aujourd'hui, que les relations de la France avec l'OTAN seraient difficiles depuis son arrestation. (AFP)

ce qui s'est passé en Irak, où six semaines de raids aériens avaient précédé quatre jours de combats au sol.

La où le débat commence, c'est quand il faut déterminer la nature, les missions, l'environnement politique, la composition, l'équipement, la localisation et le calendrier de cette force internationale. C'est-à-dire l'essentiel, compte-tenu des divergences qui peuvent exister d'une part au sein des pays membres de l'OTAN, de l'autre entre eux et ceux, hors Alliance, qui seraient sollicités pour y participer.

Les différentes configurations peuvent aller, selon les circonstances, d'une force (envisionnée lors des discussions de Rambouillet) de 26 000 à 28 000 hommes, après un accord de paix et un cessez-le-feu, jusqu'à la « projection » d'un dispositif qui réunirait 200 000 à 300 000 soldats (selon qu'on compte ou non le soutien des combattants), pour sécuriser en permanence le Kosovo dans un environnement hostile dès le départ, en passant par une force de 70 000 à 90 000 hommes, dont le rôle se rapproche d'accompagner le retour et l'installation des réfugiés chez eux, malgré l'existence de « poches » menaçantes de résistance serbe.

ment à contribution à ce jour, et la Macédoine, désireuse d'être admise à l'OTAN - l'entrée en scène de pays comme la Hongrie, la Bosnie, la Grèce, voire la Bulgarie, invitée à apporter, d'une façon ou d'une autre, un soutien logistique à une option militaire de l'OTAN qui pourrait, dès lors, dépasser le seul théâtre yougoslave.

Enfin, la chaîne de commandement d'une telle force, selon qu'elle se voudrait de sécurité, d'interposition à des fins humanitaires, de rétablissement de la paix ou d'invasion, importe beaucoup. Peut-il y avoir « commandement dual » de l'OTAN et d'une autre organisation (ONU, OSCE ou toute autre) - comme aux premiers temps en Bosnie, où l'on observa de très sérieux dysfonctionnements - ou faut-il se contenter du drapeau de l'OTAN, sous lequel tout le monde bombardera actuels, au risque d'aggraver le danger de différends politiques avec les autres institutions de la communauté internationale ? L'interrogation est loin d'être innocente, et la réponse qui sera apportée donnera son sens à cette mission.

Jacques Isnard

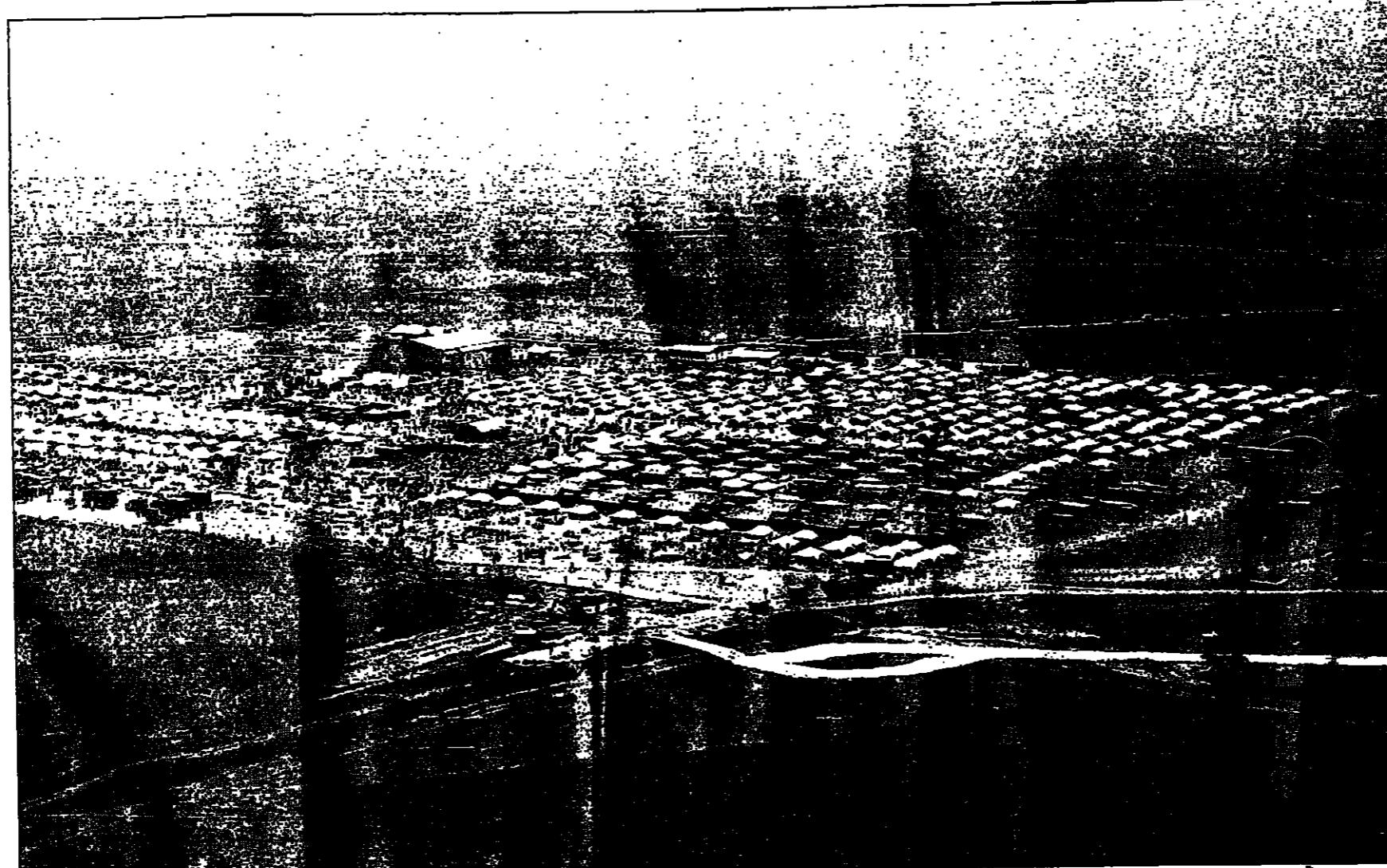
Aujourd'hui
Fête des Secrétaires & Assistantes

Offrez-leur
des fleurs!

Fête des Secrétaires & Assistantes

لَا يَنْهَا

■ L'ACCUEIL DES EXILÉS KOSOVARS DANS LES CAMPS S'ORGANISE



Selon la dernière estimation du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), mardi 13 avril, environ 640 000 personnes ont quitté le Kosovo depuis le début de la crise, en mars 1998. Une moitié d'entre eux se trouvent en Albanie, quelque 120 000 personnes ont rejoigné la Macédoine, et 80 000 se sont rendues au Monténégro. Des milliers d'autres continuent à arriver, chaque jour, aux postes-frontières, après avoir été chassés par les forces serbes. Cet afflux a pris de court les organisations humanitaires, et a contraint l'OTAN à organiser des camps, comme ci-contre en Macédoine, à Brazza et à Stenkovac, non loin de la capitale, Skopje. Ci-dessous, à Stenkovac, une file de candidats au départ pour l'Allemagne. En bas, un réfugié du camp de Brazza consulte un tableau de messages dans l'espoir de retrouver un proche.

PHOTOS REUTERS



Les réfugiés du Kosovo témoignent des exactions des forces serbes

MORINA
de notre envoyé spécial

C'est une zone mixte de plaine et de montagne, au sud-ouest du Kosovo. A vol d'oiseau, ou par les sentiers.

REPORTAGE
Les associations et l'ONU tentent de réunir le maximum d'informations

tiers. L'Albanie n'est qu'à une vingtaine de kilomètres. Mais la route, qui suit le cours de la Drina, triple la distance. De ses doigts épais, le vieil homme indique sur la carte de la province le carrefour délimité par les villes de Rahovec et Suhareka, et les villages de Xerse et Pirane. « Ca s'est passé ici, dans au moins cinq villages, peut-être plus. »

L'homme a passé le poste-frontière de Morina dans la nuit de lundi à mardi. Il y a cinq jours, il a une poignée de ses compagnons, jetés sur la route par la police et les milices paramilitaires serbes, avaient été renfoués à vingt kilomètres de l'Albanie. Slobodan Milošević venait d'annoncer un cessez-le-feu unilatéral. Il avait trouvé refuge dans un village laissé intact par les troupes de Belgrade. Et puis lundi soir, il a vu une colonne de réfugiés en provenance de la région de Kosovo Poje passer sur la route en direction de l'Albanie. Alors le camion bleu, avec vingt-cinq personnes, hommes, femmes et enfants, tous originaires

de Bellacserka, a pris place dans la file et quitté ce qu'un enquêteur de l'association Human rights watch appelle déjà « la zone des massacres ».

Les témoignages sont aujourd'hui nombreux, précis, concordants. S'ils ne font pas état de massacres massifs et systématiques, comme en Bosnie, ils confirment ce que les associations humanitaires craignaient depuis déjà deux semaines : pendant les trois jours qui ont suivi les bombardements de l'OTAN, le 24 mars, des dizaines de personnes, sans doute des centaines, ont été exécutées par des groupes armés serbes, essentiellement les milices paramilitaires.

RAFALE DE MITRAILLETTES

Selon le vieil homme, les hommes armés sont arrivés à Bellacserka, 2 700 habitants, au petit matin. « Nous les avons vu de loin, raconte-t-il. Certains habitants sont restés, la plupart des gens sont partis. J'étais dans un groupe d'au moins deux cents personnes. On a couru vers le lit de la rivière. Nous entendions tirer. Nous nous sommes cachés sous un pont. Mais ils nous ont repérés. Ils ont séparé les hommes, ont envoyé les femmes et les enfants sur la route vers Xerse et nous ont demandé de nous déshabiller. Ils ont alors tout fouillé, ont pris l'argent et les papiers, puis nous ont dit de remettre nos vêtements et de nous approcher de la rivière. C'est alors qu'ils ont ouvert le feu. Je me suis jeté à l'eau, d'autres sont tombés sur moi. Et puis plus rien. Cinq minutes

plus tard, j'ai entendu une autre rafale de mitraillette, plus loin. Au bout de vingt minutes, j'ai bougé. On était six survivants, dont quatre blessés. Je n'avais rien. Je crois qu'il y avait entre trente-cinq et quarante morts, dont quatre de mes cousins. On est allé dans un village voisin où l'on s'est caché, jusqu'à ce qu'ils nous disent, il y a cinq jours, de partir. »

Le vieil homme dresse la liste des victimes de son clan. Il y a vingt noms. L'association Human Rights Watch avait recueilli, cinq jours plus tôt, un témoignage similaire. Âgé de quarante ans, l'homme a été entendu à l'hôpital de Kukës où il a été admis il y a six jours. Selon lui, 42 habitants de Bellacserka auraient été tués sur le bord de la rivière, mais il cite les cas de deux familles de cinq personnes et treize personnes également abattues alors qu'elles fuyaient leur maison.

Bellacserka semble avoir été le premier massacre d'une série. Dans l'après-midi du 25 mars, Krushë e Madhe a été atteint à son tour. Selon plusieurs témoignages recueillis par Human Rights Watch, au moins 40 personnes y auraient été assassinées. Une cassette vidéo diffusée par la BBC il y a quelques jours permet d'identifier clairement quinze cadavres.

Etudiant en mathématiques à Pristina, il était rentré à Krushë e Madhe il y a trois mois, après l'arrêt des cours. Aujourd'hui, Nejmuddin est réfugié dans une famille de Kukës avec ses cousins et sa tante. Son oncle, lui, n'est pas là, officiellement

échappé dans la montagne. « Si on disait la vérité à ma tante, elle serait inconsolable », explique-t-il.

VILLAGE BRÛLÉ

L'homme est mort selon un scénario qui ressemble à celui de Bellacserka. Cette fois encore, des familles, qui avaient fui l'arrivée des milices serbes, auraient été retrouvées près d'une rivière. Les femmes et les enfants auraient été éloignées et les hommes assassinés. Aucun d'entre eux n'aurait survécu. C'est cinq jours plus tard que plusieurs jeunes gens du village, dont Nejmuddin, qui s'étaient cachés dans les montagnes, ont retrouvé les corps. En s'aurait enterré six, avant de quitter les lieux en entendant des coups de feu. Dans le village brûlé, ils auraient également décompté neuf corps, dont cinq dans la cour de la mosquée. Selon lui, le nombre total de victimes dans le village serait supérieur à soixante-dix.

Les deux massacres sont-ils l'œuvre des mêmes auteurs ? Ont-ils encore sévi le lendemain ou d'autres ont-ils pris le relais ? Selon Human Rights Watch, une soixantaine de personnes auraient été tuées vendredi 26 mars, à Celine, à deux kilomètres de Krushë e Madhe. Plus d'une centaine auraient subi le même sort à Krushë e Vogel. Une dizaine, enfin, seraient morts à Pirone. Ces crimes localisés pourraient s'expliquer par la volonté des Serbes de purifier une zone réputée favorable à l'UCK. L'Armée de libération du Kosovo a en effet long-

temps disposé d'une base près du village de Retimje, dans la montagne, au centre du fameux carré. Mais plus que les explications, les organisations internationales souhaitent multiplier leurs efforts pour connaître et caractériser les exactions. Les associations et les agences de l'ONU tentent ainsi de réunir le maximum de témoignages. Enfin, le Tribunal pénal international de La Haye, qui, la semaine dernière, a recueilli les premiers éléments susceptibles de caractériser des crimes de guerre, s'apprête à ouvrir un bureau à Tirana.

Nathaniel Herzberg

PEUGEOT NEUBAUER
A partir de 7 900

306

9, bd Gouyon St Cyr 75017 Paris
Tél : 01 46 22 88 88

مكذا من الأصل

Contradictions historiques

L'OTAN CONTRE LA SERBIE

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 5

La Macédoine fait face à un nouvel afflux

« Après l'arrivée des paramilitaires, tout le village est parti dans les bois, sauf mon oncle et ma tante, qui ont été exécutés »

SKOPJE

de nos envoyés spéciaux

Lentement, les trois autobus rouges surchargés entrent dans le camp, se frayant un passage dans la foule accourue qui tente de reconnaître les vitres un parent ou un ami. Les véhicules s'immobilisent devant un quartier de tentes incinérées. Entre deux bales de paille, des dizaines de réfugiés de tous âges, de toutes conditions en descendant, certains hagards, d'autres en pleurs, pour se diriger vers leurs abris d'informe.

Après une pause, le camp de Stenkovac, l'un des deux grands camps montés par l'OTAN près de Skopje, a de nouveau accueilli mardi 13 avril plusieurs centaines de Kosovars chassés de chez eux par les forces serbes. L'organisation humanitaire CARE, à laquelle le Haut-Comité aux réfugiés des Nations unies (HCR) a maintenant confié l'administration du camp, faisait état en fin de journée de l'arrivée de 1 500 nouveaux réfugiés. Un premier convoi de 500 personnes avait franchi la frontière en fin de matinée.

La région de la Drenica en péril

L'ambassadeur à Skopje, Jacques Hünzinger, a fait état, mardi 13 avril, de nouvelles alarmantes venant des régions situées au nord-ouest de Pristina et du massif de la Drenica, l'un des anciens fiefs de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Les vivres commencent à sérieusement manquer et la situation n'aurait pas été déplorable. Sur le plan militaire, les accrochages, selon des informations fragmentées, démontrent que les paramilitaires sont arrivés plus nombreux, signe d'une réapparition de l'UCK, dont on avait dit qu'elle avait subi des revers graves au début des frappes de l'OTAN. Elle profite maintenant de ce que les déplacements de l'armée serbe deviennent plus compliqués en raison des attaques aériennes occidentales.

née au poste-frontière de Blace, à une vingtaine de kilomètres de là. Plusieurs autres ont suivi. Tous les réfugiés arrivent par train de la ville d'Urosevac, à 35 kilomètres au nord. Ils étaient transportés sans attendre vers Stenkovac.

Depuis plusieurs jours le flux de réfugiés venant du Kosovo en Macédoine s'était pratiquement taru. Seuls des petits groupes avaient été encore signalés à plusieurs points de passage. Les convois de mardi faisaient craindre un nouvel afflux massif. Selon les témoignages recueillis parmi les arrivants, les forces serbes ont entrepris de vider la région d'Urosevac de ses habitants.

FORTUNES DIVERSES

Gani, Fatima et Chefket ont connu des fortunes diverses jusqu'à leur arrivée au camp de Stenkovac. Gani, un jeune cordelier de trente et un ans, a été jeté sur les routes dès le début des bombardements de l'OTAN. Coincé dans la longue queue de réfugiés qui a attendu pendant des jours de pouvoir atteindre le poste-frontière de Blace, bloqué par les Macédoniens. Il est revenu sur ses pas avec des amis à l'annonce du cessez-le-feu serbe de Pâques. Ils ont entré le village en village, couchant trois nuits dans les bois, avant de regagner Urosevac. « J'ai vu quatre cadavres et des dizaines de maisons abandonnées, pillées ou dévastées, notamment celle qui servait de quartier général à l'OSCE », confie-t-il.

A Urosevac, il y avait encore de l'eau et de l'électricité dans la journée, mais la terreur entretenue par les forces paramilitaires serbes ont eu raison de Gani. Mardi matin, il a réussi à grimper avec sa famille dans un train pris d'assaut par des dizaines de Kosovars désemparés. Gani veut témoigner. Son frère aîné, lui, se montre plus prudent. Il a encore en mémoire les conséquences du témoignage d'un réfugié recueilli

Une épreuve de vérité pour les grandes organisations humanitaires

L'OTAN s'est engouffrée sur le terrain de l'aide aux réfugiés

Devant la défaillance des grandes institutions humanitaires, prises de court par la crise au Kosovo, l'OTAN a été tenue de prendre en main le

problème des réfugiés. Alors que les ONG dénoncent cette confusion des genres, le ministre français en charge de l'action humanitaire, Charles Josselin, a annoncé, lundi 12 avril, qu'une clarification était en cours sur la répartition des rôles.

La crise du Kosovo est une difficile épreuve de vérité pour certaines grandes organisations humanitaires qui ont attendu aux avant-postes et qui semblent débordées par les événements. C'est le cas pour le CICR (Comité international de la Croix-Rouge), qui dispose statutairement d'un droit d'intervention, et pour le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), agence de l'ONU dont le mandat est d'assurer la protection et la sécurité des réfugiés.

S'exprimant pour la première fois depuis le départ de ses délégués du Kosovo, au début de l'intervention américaine de l'OTAN, le CICR a fait savoir, lundi 12 avril, qu'il souhaitait retourner dans la province. Son président, Cornelio Sommaruga, avait envoyé un courrier en ce sens la semaine dernière à Slobodan Milošević ; la réponse de Belgrade n'a pas paru valoir assurance que la sécurité des délégués serait garantie dans la province et on sa est resté là.

Mais le CICR est aussi très peu visible dans la gestion de la situation créée par l'afflux massif de réfugiés dans les pays voisins du Kosovo.

Le CICR a passé un accord avec ces radios et faisait valoir lundi que les noms de 500 personnes à la recherche de leurs proches étaient diffusés sur ces ondes et publiés dans des journaux en Albanie. Les

téléphones qu'il a mis à la disposition des réfugiés dans les camps en Albanie avaient permis en une semaine à 250 personnes de reprendre contact avec leurs proches, indiquait-on aussi au siège de l'Organisation à Genève. Mais ces moyens semblent très limités devant l'ampleur des besoins et alors qu'une partie des réfugiés est en cours de dispersion dans de nombreux pays d'accueil.

La même analyse devant l'urgence a semblé saisir aussi le HCR au début de la crise. Plusieurs voix ont dénoncé son incapacité à assurer sa fonction première, qui est d'enregistrer les réfugiés afin de leur garantir une identité juridique et un statut. On a critiqué aussi son absence dans les décisions prises d'imposer telle ou telle destination à une partie des réfugiés (Le Monde du 13 avril).

Les grandes institutions humanitaires, pourtant dotées d'un mandat international précis et fort, ont « raté » le début de la crise du Kosovo, ce qui devrait les obliger, le moment venu, à une réflexion critique sur elles-mêmes.

Claire Tréan



Henri de Bresson et Gilles Paris

مكتبة من الأصل

PEUGEOT
L'VEU: L'UE
partir de 77 500 F

PEUGEOT
L'VEU: L'UE
partir de 77 500 F

01 75 01 7 Paris
01 75 01 7 Paris

L'incertitude demeure sur l'accueil des réfugiés kosovars

M. Jospin annonce une « procédure simplifiée »

OSCILLANT entre fermeté et générosité, l'attitude du gouvernement français à l'égard des demandeurs d'asile kosovars n'en finit pas de révéler son ambiguïté. Alors que les manifestations de solidarité se multiplient en France, les procédures administratives permettant l'accueil concret des réfugiés dans l'Hexagone demeurent dans le flou.

Lionel Jospin, comme l'avait fait la veille, le président de la République Jacques Chirac, a rendu hommage, mardi 13 avril, à la mobilisation de l'opinion française. Devant l'Assemblée nationale, le Premier ministre a « relevé » la « répétitive réponse apportée par nos compatriotes concernant l'accueil en France de familles de réfugiés ». Il s'est aussi efforcé de répondre aux critiques sur les réserves françaises en matière d'accueil. « L'urgence est d'organiser et de protéger les réfugiés du Kosovo au plus près de leur région d'origine (...) pour préparer leur retour dans leur pays », a répété le chef du gouvernement, tout en précisant qu'il avait aussi été mis en place « une procédure permettant à des familles et à des collectivités françaises d'accueillir provisoirement des réfugiés ».

Pourtant, l'incertitude continue de régner à propos des formalités administratives permettant d'enregistrer puis d'autoriser à séjourner en France les demandeurs d'asile actuellement concentrés dans les camps d'Albanie et de Macédoine. Mardi, *Le Parisien* a publié le texte très restrictif d'un télégramme diplomatique adressé, début avril, à tous les consulats de France en Europe concernant l'examen des demandes de visa émanant de ressortissants yougoslaves : « *Le télégramme demandait à chaque consul de se montrer particulièrement attentif aux considérations d'ordre public et au risque migratoire élevé (...) sans pour autant interrompre tout flux de circulation vers la France* ».

ASILE TERRITORIAL Le gouvernement a rapidement démenti tout lien entre ce télégramme et la situation des réfugiés kosovars en faveur desquels un « régime spécifique d'accueil a été défini ». Au ministère des affaires étrangères, on précisait, mardi, que les Kosovars volontaires pour la France « sont, après enregistrement par le HCR [Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies], dispensés de l'obligation de visa » et sont alors accueillis en vertu de l'asile territorial. Cette procédure, pratiquée depuis des années pour quelques milliers d'Algériens, a été officialisée par la loi Chevénement sur l'immigration. Les intéressés, après examen individuel, bénéficient d'une simple autorisation provisoire de séjour en France, éventuellement assortie du droit au travail. Cette situation est largement plus précaire que le statut

de réfugié prévu par la Convention de Genève, auquel les victimes de la répression serbe sont manifestement droit.

Appuyant ces explications présentement rassurantes, M. Jospin a précisé, mardi, devant les députés que « non seulement ces réfugiés candidats à venir chez nous ne sont pas dissuadés par des formalités administratives, mais ils bénéficient d'une procédure simplifiée et accélérée des dispensations de visas ».

LIMITE L'AFFLUX

Sur le terrain, la réalité semble plus complexe, comme nous l'indique Henri de Bresson, notre envoyé spécial à Skopje (Macédoine). « Tout réfugié du Kosovo qui en fera la demande pourra être accueilli en France », a annoncé, mardi, Jacques Hutzinger, l'ambassadeur de France en Macédoine, en invitant les intéressés à s'adresser au HCR ou aux organisations humanitaires.

Pourtant, toutes les précautions semblent avoir été prises pour que cette décision ne provoque pas un afflux trop important. Le gouvernement français a attendu, pour annoncer sa décision, que les opérations de recensement par le HCR commencent en Macédoine. Or, sur les formulaires distribués mardi dans les camps, les réfugiés sont invités à faire savoir s'ils souhaitent se rendre dans certains pays (Allemagne, Turquie, Norvège, etc.). Mais la France ne figure pas sur la liste.

Philippe Bernard

Robert Hue se livre au jeu des questions-réponses sur le Kosovo

DALANGE (Moselle)

Quelques heures avant le meeting, le secrétaire de la petite fédération communiste de Moselle, Raymond Schwenke, est inquiet, mais formel. Inquiet de remplir « sa » salle, dans cette région minière où les terres s'effondrent sous les maisons et où les certitudes européennes sont bien mal enracinées depuis les licenciements dans la sidérurgie, au début des années 80. Formel, en revanche, sur ce qui pourra convaincre les Mosellans de braver la pluie, ce mardi 13 avril. « Au début de l'année, les militants s'interrogeaient sur la liste : « Est-ce que c'est bien de s'ouvrir jusqu'à s'escruter ? » Mais au moins, c'était pour l'Europe. Avec les frappes sur Belgrade, c'est comme une chape de plomb qui est tombée sur nous. Pour convaincre les gens de venir, j'ai vite fait qu'il fallait passer par la guerre. »

A 21 heures, M. Schwenke est rassuré. Neuf cents personnes sont venues acclamer « Robert » et l'ouvrir aux questions-réponses avec les candidats de la liste « Bouge l'Europe ! ». « Pour bouger, en ce moment, l'Europe, elle bouge ! Mais dans le malheur, la guerre, a écrit l'une d'entre elles sur les formulaires prévus à cet effet. Moi, je veux la paix, sur votre liste nous ne sommes pas d'accord sur les solutions du conflit. »

« Sur une chose aussi difficile que la guerre et la paix, il faut avoir la volonté d'écouter, répond M. Hue. Dans une liste, un parti, un gouvernement, dans chaque famille française, le débat est partout, et les avis sont différents. Tous, nous pensons que la responsabilité de Milošević et des nationalistes est totale. C'est clair, c'est net, c'est précis. » Personne ne gronde dans la salle. Puis : « Ceux qui parlent de cacophonie pensent sans doute que notre diversité, c'est du bavard. Qui pense un instant que le Kosovo ou sur la conception fédérale de l'Europe, il n'y a pas de différence entre les socialistes et Jean-Pierre Chevénement ? »

« Percez-vous que [c'est] possible de travailler si des questions aussi importantes nous divisent ? », demande un participant. « PCE, complice d'un gouvernement qui bombarde avec l'OTAN ? », risque un autre. Le secrétaire national suspendu également tous ceux qui « n'en connaissent pas le Kosovo et veulent faire exploser la gauche plurielle ». D'ailleurs, ajoute-t-il sur le ton de la confidence, je n'ai pas l'impression que Lionel Jospin ait envie de mettre fin au mandat des ministres communistes. »

Le PS français propose à ses homologues les « références » d'une issue politique

Les socialistes européens réunis avant le sommet de Bruxelles

Les dirigeants socialistes européens, réunis à Bruxelles, mercredi 14 avril, devaient être saisis de propositions du PS français pour une issue politique de la guerre.

Dans les rangs socialistes, Paul Quilès demande, d'autre part, le report des cérémonies du cinquanteenaire de l'OTAN, prévues à Washington le 24 avril.



Selon Pierre Guidoni, chargé de l'international au secrétaire national du PS, l'objectif des socialistes, en harmonie avec les orientations de la diplomatie française rappelées par M. Moscovici, est de dégager « une solution politique dans le cadre normal du Conseil des Nations unies », quitte à laisser des organisations régionales, comme l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), jouer leur rôle.

M. Hollande devait aussi reprendre son idée, présentée lors d'une convention du PS le 28 mars et rejoignant celle de Romano Prodi,

di, président désigné de la Commission européenne, d'une « grande conférence sur la paix, la stabilité et la sécurité dans les Balkans ». Dans son esprit, il s'agit pour l'Union européenne d'« ouvrir aux Balkans une perspective européenne ». « Lorsque nous aurons rétabli à la fois la paix et la droiture l'homme, mis fin aux fâches nationalistes, souligne M. Hollande, nous devrons dire à tous ces peuples que l'Europe leur tend la main dans des structures appropriées. » Le PS veut, enfin, relancer l'Europe de la défense.

Michel Noblecourt

Robert Hue se livre au jeu des questions-réponses sur le Kosovo

laires prévus à cet effet. Moi, je veux la paix, sur votre liste nous ne sommes pas d'accord sur les solutions du conflit. »

« Sur une chose aussi difficile que la guerre et la paix, il faut avoir la volonté d'écouter, répond M. Hue. Dans une liste, un parti, un gouvernement, dans chaque famille française, le débat est partout, et les avis sont différents. Tous, nous pensons que la responsabilité de Milošević et des nationalistes est totale. C'est clair, c'est net, c'est précis. » Personne ne gronde dans la salle. Puis : « Ceux qui parlent de cacophonie pensent sans doute que notre diversité, c'est du bavard. Qui pense un instant que le Kosovo ou sur la conception fédérale de l'Europe, il n'y a pas de différence entre les socialistes et Jean-Pierre Chevénement ? »

« Percez-vous que [c'est] possible de travailler si des questions aussi importantes nous divisent ? », demande un participant. « PCE, complice d'un gouvernement qui bombarde avec l'OTAN ? », risque un autre. Le secrétaire national suspendu également tous ceux qui « n'en connaissent pas le Kosovo et veulent faire exploser la gauche plurielle ». D'ailleurs, ajoute-t-il sur le ton de la confidence, je n'ai pas l'impression que Lionel Jospin ait envie de mettre fin au mandat des ministres communistes. »

PAS DE POLITIQUE

« L'après-midi, à l'Assemblée nationale, M. Jospin a donné, selon M. Hue, les signes qu'« au gouvernement, les choses sont en train de bouger dans le bon sens ». Il faut « les encourager ». « Quand j'entends le premier ministre privilégier le choix de la négociation et de la diplomatie, et reprendre des propositions que nous faisons depuis un certain temps et visant, notamment, à ce que l'ONU joue un rôle central dans le règlement politique de la situation, à faire intervenir la Russie, je me réjouis », lance M. Hue sous les applaudissements. Sans citer ni commenter, à dessin, et contrairement à François Hol-

lande, la déclaration télévisée de Jacques Chirac, tout son action sociale, c'est basé sur un numéro vert. » « Nous devons faire venir 8 000 foyers de personnes ayant offert concrètement leur aide. »

Après une attitude réservée, les autorités avaient finalement préféré que la France était « susceptible d'accueillir » plusieurs milliers de « réfugiés ». « Tous les réfugiés en France, dans le cadre de cette opération, seront munis d'une autorisation provisoire de séjour de trois mois, suivie au premier renouvellement d'une carte de séjour temporaire d'un an. »

(Reuters)

CRIF

Le conflit entre l'OTAN et la Yougoslavie a coûté, à ce jour, de 70 à 100 millions de dollars par jour (65 à 92 millions d'euros) aux Etats-Unis, a affirmé, mardi 13 avril, le chef de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott. (APR)

LE COÛT DE LA GUERRE

Le standard téléphonique mis à la disposition des Français désireux d'accueillir des réfugiés du Kosovo a reçu 400 000 appels depuis son ouverture le 8 avril, a annoncé l'opérateur Orange. « Le succès de l'opération démontre que l'opinion publique française est favorable à l'accès des réfugiés au pays », a déclaré le porte-parole d'Orange, Jean-Pierre Chevénement.

Le standard téléphonique de la

communauté juive de France, le CRIF, a également été victime d'attaques informatiques.

Le CRIF a déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

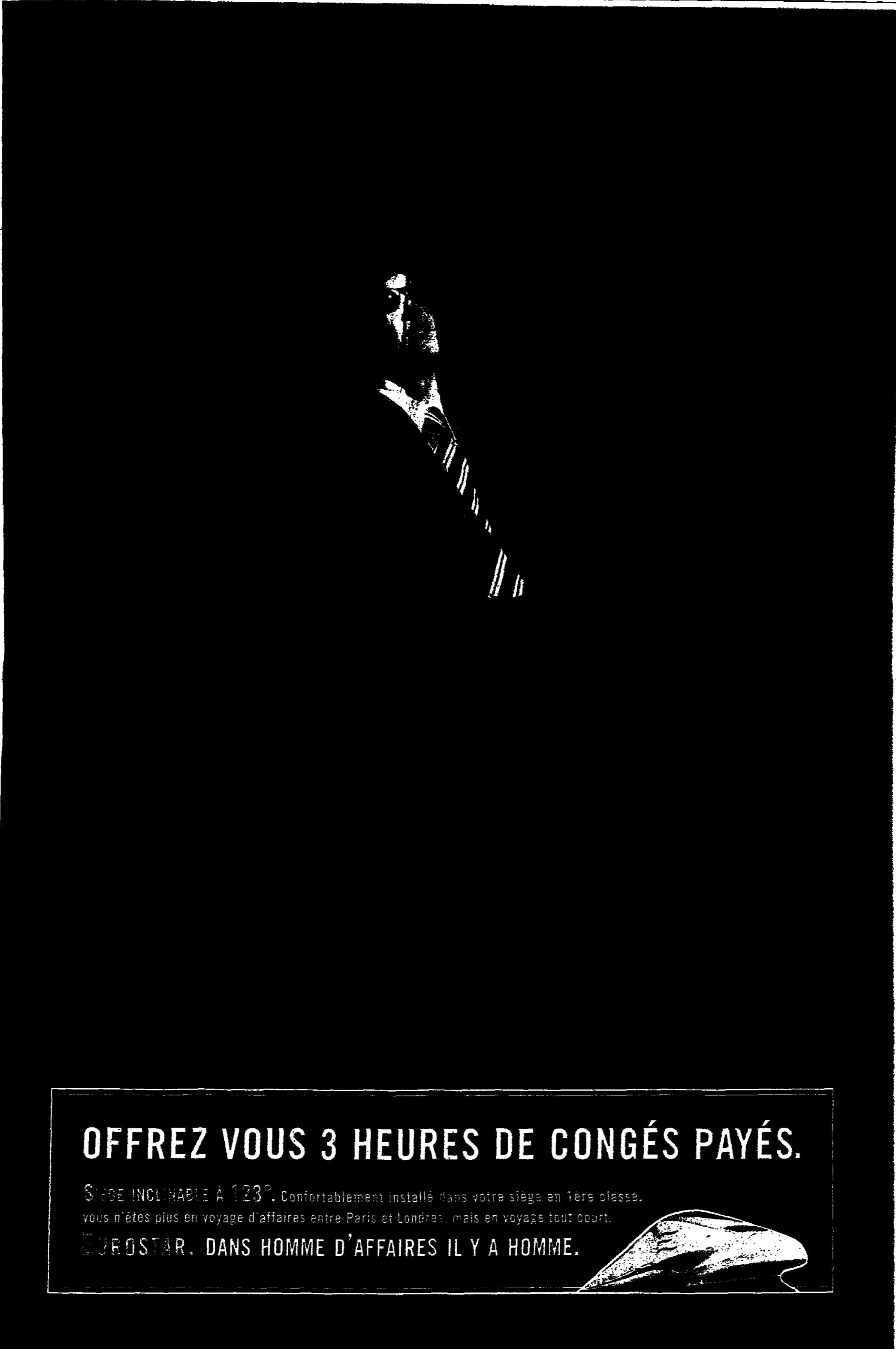
avaient été « déjouées et neutralisées ».

Le CRIF a également déclaré que les attaques

Contradictions binaurales

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 7



OFFREZ VOUS 3 HEURES DE CONGÉS PAYÉS.

Siège inclinable à 123°. Confortablement installé dans votre siège en 1^{ère} classe, vous n'êtes plus en voyage d'affaires entre Paris et Londres, mais en voyage tout court.

EUROSTAR. DANS HOMME D'AFFAIRES IL Y A HOMME.



هذا من الأصل

Romano Prodi a reçu un accueil assez favorable des eurodéputés

STRASBOURG. Le président de la Commission européenne désigne Romano Prodi a reçu, mardi 13 avril, un accueil assez favorable des députés du Parlement européen pour sa première déclaration où il a promis de « pousser l'Europe vers une période de grandes réformes et de changements ». Le Parlement européen votera l'investiture de M. Prodi au cours de la première semaine du mois de mai, et donnera son avis après les élections européennes (13 juin) sur la nouvelle Commission qui entrera en fonction à l'automne.

Mardi à Strasbourg, M. Prodi a utilisé un discours à la tonalité plus libérale que sociale, avec un accent remarqué sur le « fort niveau de concurrence nécessaire » dans l'Union européenne. Sur la question des irrégularités qui ont provoqué la chute de la précédente Commission, M. Prodi a souligné qu'il ne ferait preuve « d'aucune tolérance vis-à-vis de la fraude ». - (AFP)

Rejet du report de la procédure de destitution de M. Eltsine

MOSCOW. Les députés russes se sont prononcés, mercredi 14 avril, contre le report de l'examen des cinq chefs de destitution retenus contre Boris Eltsine. Seuls 206 élus se sont ralliés à la décision des chefs de groupes, annoncée mardi, de reporter sine die les débats, qui devaient initialement s'ouvrir jeudi. Il fallait vingt voix de plus pour que cette initiative soit approuvée à la majorité simple. Le président de la chambre basse, Gennadi Selzénov, a convoqué les présidents de groupes après le vote pour de nouvelles consultations. - (Reuters)

DÉPÉCHES

■ ÉTATS-UNIS : le « docteur suicide » Jack Kevorkian, militant controversé de l'euthanasie, a été condamné mardi 13 avril à une lourde peine de prison pour avoir tué à sa demande un malade incurable. Le juge de Pontiac (Michigan) Jessica Cooper l'a condamné à une peine de prison minimale de 10 ans et maximale de 25 ans, pour avoir, en septembre à Detroit, mis fin aux jours de Thomas Youk, 52 ans, un malade qui souffrait de sclérose latérale amyotrophique (maladie de Lou Gehrig). - (AFP)

■ NIGER : la France a décidé de suspendre sa coopération avec le Niger, après l'assassinat, vendredi 9 avril, du président nigérien Ibrahima Baré Maïmouna et la prise du pouvoir par l'armée, a annoncé, mardi 13 avril, le ministère français des affaires étrangères. La France « décide de suspendre immédiatement et jusqu'à nouvel ordre toute coopération militaire avec les autorités de Niamey, ainsi que les programmes de la coopération civile ne bénéficiant pas directement aux populations », a indiqué le porte-parole du ministère français des affaires étrangères Anne Gazeau-Secrétaire. La France est le premier partenaire commercial du Niger, et son premier bailleur d'aide.

■ IRLANDE DU NORD : les partis politiques nord-irlandais ont repris, mardi 13 avril, leurs pourparlers pour tenter de relancer l'accord de paix, gelé par un contentieux portant sur le désarmement de l'IRA, mais dans un climat laborieux et sans signe apparent de compromis des protagonistes. Les participants se sont retrouvés à Belfast au point où ils s'étaient quittés, sans qu'aucune nouvelle date-butoir ne leur soit fixée par les gouvernements britannique et irlandais, échaudés par une trop longue série de « dates-limites », dépassées sans résultat. - (AFP)

■ FINLANDE : les cinq membres de la large coalition sortante ont conclu, mardi 13 avril, un nouvel accord de gouvernement pour les quatre ans à venir, sous la direction du social-démocrate Paavo Lipponen. Reconduit à son poste après les élections législatives du 21 mars, le premier ministre a dû faire quelques concessions à ses alliés conservateurs, en raison de leurs bons résultats lors du scrutin. Ceux-ci ont notamment obtenu un sixième portefeuille, soit autant que les sociaux-démocrates. - (Corresp.)

■ INDONÉSIE : le Fonds monétaire international (FMI) a estimé, mardi 13 avril, que la conjoncture économique de l'Indonésie restera « difficile » et « fragile » tant que la situation politique ne sera pas davantage stabilisée à Djakarta. Le FMI relève également « des performances décevantes des exportations récemment, un regain de volatilité de la roupie, une accélération de l'inflation entre décembre et février et des progrès limités dans le processus de restructuration des entreprises ». - (AFP)

Accusé de crimes de guerre, un Rwandais est jugé en Suisse

LAUSANNE. Première en Europe, un Rwandais soupçonné d'avoir participé à des massacres lors du génocide de 1994 dans son pays comparait, depuis lundi 12 avril, devant un tribunal militaire suisse siégeant à Lausanne sous haute surveillance policière. A l'époque maire de Mushubati, une petite ville à 80 kilomètres à l'ouest de Kigali, Fulgence Niyonzwe, un Hutu âgé de 35 ans, est accusé d'avoir incité à l'assassinat de Tutsis et de Hutus modérés. Il doit aussi répondre de meurtre et de violations des conventions de Genève sur la guerre. Réfugié en Suisse avec sa famille depuis 1994, Fulgence Niyonzwe avait été arrêté en août 1996 à la suite d'une plainte d'une association privée. - (Corresp.)

à 5 min de PARIS

LE 1er SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

500 occasions récentes en stock permanent au meilleur prix

Les rivaux de M. Bouteflika à l'élection présidentielle algérienne crient à la fraude

Ils exigent l'annulation des premières opérations de vote

A la veille de l'élection présidentielle du jeudi 15 avril, six des sept candidats ont dénoncé les « fraudes » qui, selon eux, entachent les pre-

mères opérations de vote dans les bureaux titulaires du « pouvoir ». Ils ont demandé à rencontrer le président Lamine Zeroual (Lire aussi notre éditorial page 19).

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA peut-il être battu ? A vingt-quatre heures du premier tour de l'élection présidentielle, telle est la question qui résume le mieux la situation. Non pas que les sondages placent en tête l'ancien ministre des affaires étrangères du président Boumediène. L'Algérie est, encore une fois quasi vierge pour les enquêtes d'opinion et les rares simulations publiées dans la presse sont plus que suspectes. Personne ne les a prises au sérieux.

Le statut privilégié de M. Bouteflika tient aux soutiens dont il bénéficie et qui ont fait de lui, malgré ses dénégations, le « candidat du pouvoir ». Les directions de quatre partis politiques (FLN, RND, Ennahda, MSP), totalisant plus de 80 % des sièges au Parlement, ont appelé à voter en sa faveur. La centrale syndicale - UGTA, la seule autorisée - est également à ses côtés comme toute une kyrielle d'associations professionnelles. Ce sont autant d'appareils bureaucratiques implantés de longue date dans le pays et capables de mobiliser une clientèle importante que l'ancien ministre a ainsi pu rallier à sa cause.

Sur tout, la prise de position du général Khaled Nzezz en faveur de M. Bouteflika est venu jeter un doute sérieux sur ces belles résolutions. Le général Nzezz a beau être à la retraite, il a été un témoin de nos depuis le début de la déchéance que personne ne croit à une déclaration gratuite de sa part. La présence d'un autre général (à la retraite), Larbi Belkheïd, dans l'équipe de M. Bouteflika a accroît le scepticisme de nombreux Algériens.

L'argent a fait le reste. Le candidat Bouteflika n'en a pas manqué, même si son patrimoine officiel n'a rien de choquant. Il a décédé être propriétaire de deux maisons, d'un appartement et d'une antique Peugeot.

La demande de visa qui avait été faite, il y a plusieurs semaines, à l'ambassade d'Algérie à Paris, pour couvrir l'élection présidentielle est restée sans réponse. *Le Monde* est le seul quotidien français auquel les autorités algériennes interdisent ainsi l'accès à leur pays.

Notre confrère britannique *The Financial Times* connaît le même sort.

En plus d'un an, près d'une dizaine de demandes de visa de *Le Monde* sont restées sans réponse. Le gouvernement algérien avait toutefois pris l'engagement publiquement, à plusieurs reprises, d'en faire plus s'opposer à l'entrée des journalistes étrangers.

La demande de visa qui avait été faite, il y a plusieurs semaines, à l'ambassade d'Algérie à Paris, pour couvrir l'élection présidentielle est restée sans réponse. *Le Monde* est le seul quotidien français auquel les autorités algériennes interdisent ainsi l'accès à leur pays.

Notre confrère britannique *The Financial Times* connaît le même sort.

En plus d'un an, près d'une dizaine de demandes de visa de *Le Monde* sont restées sans réponse. Le gouvernement algérien avait toutefois pris l'engagement publiquement, à plusieurs reprises, d'en faire plus s'opposer à l'entrée des journalistes étrangers.

La sommete d'alarme et de dénoncer le manque de neutralité de l'administration au profit de M. Bouteflika « Malgré les garanties données par le président Zeroual, en chef d'état-major des forces armées [le général Mohamed Lamari], les informations que nous avons reçues confirment que la fraude a commencé dans les bureaux de vote titulaires et les bureaux de vote spéciaux [pour les militaires] », a déclaré, mardi, le porte-parole du Front des forces socialistes (FFS), Djamel Zeroual, qui s'exprimait au nom des six candidats.

« Nous exigeons l'annulation du scrutin dans ces bureaux et, compte-

tenir de la gravité de la situation, nous avons exigé de rencontrer d'urgence le président [Zeroual]. A la lumière de cette rencontre, nous déclinerons de notre position définitive », a-t-il ajouté. Un retrait collectif n'est pas à exclure.

Devant les caméras, M. Zenati a brandi des bulletins de vote tamponnés par l'administration alors que, légalement, ils ne devraient être disponibles dans les bureaux de vote que jeudi. « Des milliers de bulletins de ce type ont été distribués dans tout le pays », a ajouté le porte-parole du FFS.

SOUILLER LES URNES

Avant la réunion des représentants des six candidats, un communiqué commun de Hocine Att-Ahmed (hospitalisé en Suisse à la suite d'un malaise cardiaque), Mouloud Hamrouche, Ahmed Leblebibi et Abdellah Djahallal dénonçait « la volonté du pouvoir de procéder à une fraude massive ». Selon eux, les préfectorats auraient reçu 25 % de bulletins de vote supplémentaires au nom de M. Bouteflika. Et le communiqué d'ajouter : « Des agents de sécurité (...) ont été instruits pour multiplier les entraves aux représentants des candidats de manière à les contraindre à pénétrer en retard [dans les bureaux de vote, le jour du scrutin] ». Cette disposition va permettre à « l'administration de boucher les urnes », affirme le texte.

Intervenu par ces griefs, le président de la Commission électorale (Cosep), Mohamed Bedjaoui, a jugé « exagérées » les réclamations des candidats. Selon lui, la Commission n'a reçu que trente-huit plaintes au cours de la campagne. « Ces accusations n'ont aucun caractère de gravité et seront toutes réglées au niveau local », a-t-il conclu.

Jean-Pierre Tuquio

Une économie trop dépendante du pétrole

L'ÉCONOMIE a été la grande absente de la campagne électorale. Pourtant, dans ce domaine, le prochain président va être confronté à une situation délicate. Pays dont la quasi-totalité des revenus proviennent des exportations d'hydrocarbures (gas et pétrole), l'Algérie a vu se réduire ses recettes en devises - et donc sa marge de manœuvre - avec la chute des cours du brut sur le marché international, laquelle n'a été enrayée que ces dernières semaines.

Après avoir culminé à près de 9 milliards de dollars (environ 8,3 milliards d'euros), les réserves du pays en devises sont revenues à 6,8 milliards à la fin de l'année 1998. Malgré un sérieux coup de frein sur les importations, « elles ne dépassent pas 6 milliards aujourd'hui », affirme un banquier. « Le prochain gouvernement sera contraint de retourner devant le Fonds monétaire international [ici] trois à quatre mois. Il sera contraint de dévaluer la monnaie, de privatiser les entreprises de tailler dans les effectifs de la fonction publique. A moins qu'il ne compte sur l'argent venu des pays du Golfe », ironise un ancien ministre des finances.

Le fait est que le remboursement de la dette

extérieure (30 milliards de dollars au total) pèse sur les finances du pays. En 1998, l'Algérie a ainsi déboursé 5,2 milliards de dollars, soit l'équivalent de 47 % des exportations de biens et services (un ratio jugé excessif par les organismes financiers internationaux).

QUELQUES SIGNE DE REPRISE

Une révision du budget 1999 apparaît inévitable dans la mesure où 60 % des recettes de l'Etat proviennent de la seule fiscalité pétrolière (via la Sonatrach, la compagnie nationale). Basé sur l'hypothèse d'un baril à 15 dollars en moyenne sur l'année, il est devenu obsolète. Depuis le début de l'année, le cours ne dépasse pas 11,75 dollars. La prochaine équipe gouvernementale devra en tirer les conséquences et tailler dans les dépenses de l'Etat alors même que près d'un « actif » sur trois d'avantage, selon d'autres sources, est au chômage.

Le budget 1998 portait déjà la marque de la dégringolade du brut puisque l'exercice s'est clos sur un déficit équivalent à 3 % du produit intérieur brut (PIB), alors qu'il était excédentaire en 1997.

Dans ce catalogue assez morose, quelques éléments apportent une touche un peu plus positive. L'inflation est restée modérée en 1998 (dixième de 5 %). Par ailleurs, l'économie donne quelques signes de reprise. L'an passé, elle aurait crû de 5,2 %, grâce au secteur des hydrocarbures, aux bons résultats de l'agriculture et, enfin, ce qui est nouveau, grâce à une amorce de redémarrage de l'industrie. Enfin, comme le fait remarquer un spécialiste pétrolier, « l'Algérie a encore d'immenses réserves d'hydrocarbures à découvrir. Il suffirait d'un siège politique pour que les compagnies étrangères viennent investir dans ce pays ».

Malgré les crédits nouveaux octroyés par la communauté financière internationale ces dernières années et l'étalement de la dette, l'Algérie souffre de maux profonds qui handicquent son développement : l'insuffisance du système économique, la prépondérance du secteur des hydrocarbures... Un mandat présidentiel ne suffira pas à les faire disparaître.

J.-P. T.

Les autorités colombiennes accusent la guérilla guérilliste du détournement d'un avion

LE GOUVERNEMENT

colombien

officiellement accusé

le 13 avril

l'Armée de libération

nationale

avoir détourné

l'avion

et dérobé

les passagers

et le

équipage

à un

guérilla

guérilliste

Pour une autre politique du médicament privilégiant l'intérêt du malade et de l'assuré social.

*Avoir comme 1^{er} objectif la recherche permanente de la meilleure qualité de santé publique.
Réaliser les économies nécessaires et durables en se fixant des objectifs de santé au seul bénéfice du malade.*

Nous sommes convaincus que c'est possible grâce à une réorientation des ressources collectives.

Nous sommes convaincus que c'est l'intérêt des assurés sociaux et l'intérêt des malades.

Nous sommes convaincus que c'est la première et vraie mission de tout responsable de santé.

Nous sommes convaincus que c'est possible grâce à des modifications collectives des comportements.

**Aussi, nous présentons aujourd'hui 10 propositions en vue d'une évolution positive
de la politique de santé en France.**

①

Nous proposons que la recherche d'économies se fasse par l'optimisation de la qualité du système de santé qui, seule, permettra de mettre fin aux déficits récurrents, jamais comblés malgré des financements additionnels étrangers à toute recherche de bon usage du médicament.

②

Nous proposons de considérer le médicament non pas comme un coût mais comme un investissement pour une meilleure santé des Français.
Qualité, efficacité et sécurité des traitements permettent d'apporter une valeur ajoutée positive à l'économie de santé.

③

Nous proposons de mettre en place une approche unique de l'analyse de la consommation des médicaments, indépendamment du lieu de prescription et de traitement (hôpital ou ville).

④

Nous proposons une réévaluation des classes thérapeutiques conduisant à une segmentation nouvelle du marché du médicament en 4 catégories :
- les innovations - les produits de médecine courante - les génériques - l'automédication, permettant ainsi d'adapter les règles au plus près de l'intérêt des malades.

⑤

Nous proposons en fonction de cette nouvelle segmentation un réaménagement de la prise en charge permettant une ré-affectation des ressources collectives dans l'intérêt de la santé des Français.

⑥

Nous proposons une adaptation et un renforcement de l'information médicale en fonction des objectifs de cette nouvelle structuration et au service d'une meilleure qualité des soins.

⑦

Nous proposons l'accélération de la mise à disposition des malades du progrès thérapeutique résultant de nos recherches dans des délais comparables à ceux des pays voisins de la France.

⑧

Nous proposons de permettre par un meilleur financement et une juste allocation des ressources une optimisation du progrès thérapeutique.

⑨

Nous proposons une révision des règles et des modalités de dispensation des médicaments à l'officine, afin de permettre un meilleur usage et une meilleure observance par les malades, ainsi que l'élimination du stockage coûteux et néfaste de médicaments à domicile.

⑩

Nous proposons l'application et la révision périodique de règles de bonnes pratiques de prescription et de délivrance, ainsi que l'amélioration de la cohérence entre durées de traitement, examens biologiques et conditionnements. Ces principes doivent permettre, au juste coût, une meilleure observance des traitements par les malades.

*Depuis 20 ans, tous les plans comptables ont échoués.
Ensemble préservons notre système de santé par une approche volontariste de qualité.*

Le conseil d'administration du SNIP

SYNDICAT NATIONAL DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE.

لما من الأصل

GOUVERNEMENT La « codirection » du conflit dans les Balkans par Lionel Jospin et Jacques Chirac n'affecte pas l'avancée des travaux du gouvernement, affirme l'Hôtel Matignon.

gnon. Le premier ministre s'inquiète toutefois de l'après-Kosovo et réfléchit aux arbitrages susceptibles de ressoudre une majorité « plurielle » ébranlée par les frappes de l'OTAN.

● **LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE** Va faire l'objet d'un virage important : M. Jospin devrait bientôt annoncer que les crédits de l'an 2000 progresseront seulement entre 0 % et 0,33 % en vo-

lume (contre +1 % en 1999). ● À L'ÉDUCATION NATIONALE, le calme est revenu après des mois de tension entre les syndicats d'enseignants et le ministre, Claude Allègre. La plupart

des dossiers sont entrés dans une phase technique d'application. ● **JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT**, réservé sur le conflit en Serbie, se réjouit sur les projets de sécurité intérieure.

Lionel Jospin remobilise son équipe gouvernementale

Si le conflit dans les Balkans a fait faire les oppositions à certains ministres, il met en péril l'identité de la gauche « plurielle ». Plusieurs arbitrages devraient permettre de ressoudre une majorité ébranlée par les frappes de l'OTAN.

LA GUERRE ? Officiellement, elle n'affecte pas, ou très peu, l'activité gouvernementale. « Notre travail est moins mis en valeur en cette période de crise », concède Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement. Mais, précise-t-il, rien n'est modifié dans le calendrier de l'Assemblée nationale et du Sénat, pas plus que le traitement des dossiers n'est ralenti dans les différents ministères. Indépendamment de la situation internationale, nous continuons à gouverner le pays, c'est-à-dire à faire ce pour quoi nous sommes là. »

Les faits en apparence, valident le discours. Ainsi, la couverture maladie universelle (CMU), le pacte civil de solidarité (PCS), la révision constitutionnelle permettant la création de la Cour pénale internationale (CPI) ou encore la modification de la loi électorale sénatoriale seront, comme prévu, quelques-uns des grands chantiers du printemps parlementaire. D'autres réformes, annoncées depuis plusieurs mois, cheminent dans la machine administrative, qu'il s'agisse de la préparation du débat sur les retraites, de l'élaboration de la seconde loi sur la ré-

duction du temps de travail ou de la loi de finances pour l'an 2000. L'agenda de Lionel Jospin lui-même montre que son activité de premier ministre n'est pas tout entier absorbée par les opérations de l'OTAN sur la Yougoslavie. Ainsi, vendredi 9 avril, il a profité d'un tête-à-tête avec Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, pour évoquer les principaux dossiers sociaux du gouvernement. Le même jour, avec Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, il a mis au point l'ordre du jour du prochain conseil de sécurité intérieure (CSI), convoqué le 19 avril à l'Hôtel Matignon (lire ci-dessous).

RÉVÉ BIENVENU
Enfin, le lendemain, samedi 10 avril, M. Jospin a participé à diverses réunions, consacrées aux questions européennes, aux contrats de plan Etat-régions, à la transparence dans le domaine nucléaire. Seuls, un voyage aux Antilles, début avril, puis un déplacement en Corse, projeté à la fin du même mois, ont été annulés à cause du conflit. Pour le reste, donc, tout semble normal.



En fait, ce n'est pas tout à fait vrai. Les conséquences de cette crise sur l'activité de l'équipe au pouvoir sont nombreuses et contradictoires. Elles facilitent son travail, tout en fragilisant l'identité du gouvernement et de sa majorité

« plurielle ». A l'Hôtel Matignon, où l'on a perçu cette contradiction, on essaie déjà d'en anticiper les effets.

En détournant l'attention générale de la scène intérieure, les frappes de l'OTAN ont - très invo-

lontairement - rendu service à Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, et à Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale. La première, désireuse de boucler son projet de loi sur l'audiovisuel, naviguait péniblement entre les réclamations des producteurs, patrons de chaîne, publicitaires ou députés socialistes. C'est finalement dans l'indifférence absolue qu'elle a mis la dernière main à son texte (Le Monde du 13 avril). Présenté en Conseil des ministres le 21 avril, il devrait être discuté à l'Assemblée nationale à partir du 18 mai.

Quant à M. Allègre, il a vécu, à la sortie de l'hiver, dans l'anticipation des coups de colère des enseignants. Au fur et à mesure des frappes aériennes, le mouvement du refus s'est désagrégé au point de disparaître totalement de l'actualité. Un répit que le ministre de l'éducation nationale utilise pour consolider son chantier (lire ci-dessous).

M. Jospin, aussi, profite des circonstances. Avant la crise, l'opposition l'accusait volontiers d'« immobilisme », tandis que, dans les rangs du PS, on évoquait un léger

« ennui » devant la planification prudente de son action gouvernementale. Aujourd'hui, ces critiques n'ont plus cours. Le chef du gouvernement est devenu « chef de guerre », et nul ne songe, dans cet instant, à l'accabler pour sa conduite des affaires intérieures.

PRÉPARER LA SORTIE DE GUERRE

Ici, d'ailleurs, réside une possibilité de basculement dont l'Hôtel Matignon a conscience. La concorde nationale autour de la crise du Kosovo gomme les contours de la gauche « plurielle ». Tout se conjugue pour aboutir à un tel résultat : la complicité affichée entre MM. Chirac et Jospin (Le Monde du 9 avril) ; la mise à l'écart du PCF ou des amis de M. Chevènement - particulièrement visible au Parlement - lors des moments d'approbation collective de la politique suivie dans les Balkans ; la moindre visibilité, enfin, de l'action gouvernementale elle-même. « On ne nous voit plus gouverner », a déploré le premier ministre, mardi 13 avril, au cours de son petit déjeuner hebdomadaire avec les responsables socialistes.

Soucieuse de contrecarrer ces effets, l'équipe au pouvoir entend donc ressoudre le camp majoritaire autour des prochains textes législatifs ou des futures réformes.

« La paix au Kosovo ne constitue pas le but ultime de notre action », affirme ainsi M. Vaillant. Le gouvernement doit poursuivre sa politique. « Elle constitue le socle du contexte unissant les différentes formations de gauche. » Ce rapprochement pourra-t-il déplaire « les partis d'équilibre des futurs arbitrages » sur les dossiers sociaux majeurs, comme les 35 heures ou les retraites, afin que se constitue la cohésion d'une gauche altérée par les frappes de l'OTAN.

M. Jospin anticipe d'ores et déjà la sortie du conflit yougoslave, ce moment où, la paix revenue, chaque camp retrouvera ses marques. Le premier ministre l'a dit, d'une manière alambiquée mais révélatrice, lors de son intervention sur France 2, jeudi 8 avril : « Si le débat est possible en temps de guerre, ou en temps de frappes, pourquoi le débat pourrait-il interdire lorsque nous aurons gagné et lorsque, surtout, la paix et la démocratie auront gagné au Kosovo ? »

Béatrice Garès

Jean-Michel Aphatie

Mayotte, l'île oubliée

Dotée depuis 1976 du statut hybride et provisoire de collectivité territoriale, Mayotte attend un arbitrage du premier ministre. Celui-ci, comme le président de la République, s'était engagé à ce que les Mahorais soient consultés sur leur avenir institutionnel avant l'an 2000. Un groupe de réflexion avait été nommé, pour un an, en juin 1996, par le précédent gouvernement, puis, en décembre 1998, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Jean-Jack Queyranne, avait déplacé sur place son propre directeur de cabinet pour préparer la consultation. Depuis plus rien.

Le député (UDF) de Mayotte, Henry Jean-Baptiste, et les élus du Mouvement populaire mahorais, favorables à une décentralisation adaptée, mettent en cause l'« opposition du Quai d'Orsay ». A Foutremer, on reconnaît que cette île de l'archipel des Comores, dans l'océan Indien - 375 kilomètres carrés, 131 000 habitants -, est victime de l'empêtement des dossiers sur le bureau de Lionel Jospin.

LE CALME règne Rue de Grenelle. Après la « fureur » et le « bruit » qui ont agité le ministère de l'éducation nationale pendant de longs mois, quelques-uns de ses locataires notent l'« accalmie » avec un soulagement à peine dissimulé. La paix sur le front de l'éducation en raison de la guerre dans les Balkans ? Certes, « la guerre relâche un peu tout », avance Daniel Le Bret, nouveau codirigeant de la Fédération syndicale unitaire (FSU), tandis que Hervé Baro, secrétaire général du Syndicat des enseignants (SE-FEN), « imagine mal d'aller manifester sur des problèmes de moyens alors que la guerre est à portée de missile de chez nous ». Mais d'autres raisons expliquent le relatif silence du ministère.

En premier lieu, dans une institution rythmée par l'éternel retour des congés, les vacances scolaires de Pâques, qui ont commencé dans vingt-six académies sur trente, ont imposé une trêve. Mais, surtout, les dossiers nagent brûlants, comme la réforme des lycées, la déconcentration des mutations des enseignants, ou la mise en place de la Charte pour l'école du XXI^e siècle, ont quitté la phase politique pour entrer dans une étape technique d'application, plus discrète. Et moins risquée pour le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre. « Il est urgent de se calmer et ça ne date pas des premières frappes sur Belgrade », résume un recteur. Même si cela ne

s'est pas traduit par des instructions explicites à l'égard de l'administration, on évite, depuis quelque temps, les remous Rue de Grenelle.

Les recteurs chargés de dossiers qui peuvent ficher, comme René Blanchet sur les chefs d'établissement ou Daniel Bancel sur les conditions de vie des enseignants, se hâtent avec acharnement. Ni l'un ni l'autre, travaillant depuis plusieurs mois avec un groupe de réflexion, n'a remis pour l'instant ses conclusions. Il ne semble pas qu'en leur nom réclame en urgence, en haut lieu. Quant à l'amorce de la carte scolaire, elle a été expédiée fort discrètement lors du comité technique paritaire ministériel du 8 avril.

VOYAGE AU BRÉSIL
La vague de manifestations tant redoutée par les conseillers du ministre est passée sans trop de dégâts pour ce dernier, tandis que les congrès syndicaux qui ont suivi sont loin d'avoir tourné à son désavantage. Qui aurait envie de rallumer la mèche, dans un tel contexte ? M. Allègre y a d'autant moins d'intérêt que son principal opposant, le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES-FSU) sort groggy de son long affrontement avec le ministre de l'éducation. Quant à la principale fédération de l'éducation, la FSU, elle reste déstabilisée par le départ de son secrétaire général, Michel Deschamps, candidat aux

élections européennes. La proximité de ce scrutin explique aussi la discréction actuelle du ministère.

Selon un responsable syndical, « le PS n'est pas près d'oublier la trouille que lui a flanquée Allègre en malmenant comme il l'a fait les enseignants, ses électeurs ». Et veille au grain, via Matignon, afin que la situation reste calme. Après avoir gommé les aspérités de langage, diminué les interventions et cadré les discours, il reste donc à trouver une issue sur le problème de la baisse de rétribution des heures supplémentaires. Les financiers du ministère s'y emploient, tout en préparant le projet de loi de finances 2000, « sans aucun retard », tient-on à souligner Rue de Grenelle.

Le ministre, lui, voyage. Jeudi 15 avril, Claude Allègre s'enfonce pour le Brésil, où il passera une semaine, à Rio, São Paulo, Brasilia et Manaus, afin de sceller des partenariats en matière d'éducation et de recherche, surtout dans le domaine des nouvelles technologies d'enseignement. Il trouvera aussi le temps d'y revoir le grand cordon de l'Académie des belles-lettres et de prononcer une conférence sur la « formation de la Terre » à l'université de São Paulo, où « nombreux intellectuels français et Brésiliens, comme Fernand Braudel et Claude Lévi-Strauss, ont enseigné ».

Béatrice Garès

Sécurité : une base de repli pour M. Chevènement

Le ministre se prépare au conseil de sécurité intérieure du 19 avril

L'HOMME politique se préoccupe du Kosovo. Le ministre de l'intérieur ne pense qu'à son calendrier, et aux dossiers jugés prioritaires Place Beauvau. Jean-Pierre Chevènement poursuit le travail gouvernemental au même rythme qu'avant la guerre, assurent ses collaborateurs. Une guerre qu'il ne voit d'ailleurs que de loin : il ne participe pas aux réunions régulières avec le premier ministre ou le chef de l'Etat, contrairement à ses collègues des affaires étrangères et de la défense. Jeudi 8 avril, M. Chevènement était à Deauville (Calvados), aux Assises nationales des conseillers généraux, que tout bon ministre de l'intérieur aime à choyer.

Jeudi 15 avril, il recevra son homologue allemand. Parleront-ils des réfugiés kosovars ? Rien n'est moins sûr. La France n'est pour l'instant que peu concernée par ce qui se passe en masse, d'autant qu'elle semble ne représenter qu'un lieu de transit pour les victimes de la purification ethnique. Vendredi 16 avril, changement de sujet : l'hôte de la Place Beauvau s'appellera Jean Tiberi. Le malin de Paris viendra discuter du contrat local de sécurité (CLS) de la capi-

taile. M. Tiberi refuse de signer le document si les effectifs de la police parisienne ne sont pas renforcés de 1 500 hommes supplémentaires.

MOBILISATION GÉNÉRALE
En marge de cet agenda, M. Chevènement met une dernière main au conseil de sécurité intérieure, prévu lundi 19 avril. Il y présentera, avec son collègue Alain Richard, ministre de la défense, un projet de réforme des forces mobiles, compagnies républicaines de sécurité (CRS) et escadrons de gendarmes mobiles. Ces spécialistes du maintien de l'ordre pourraient être amenés à assigner de nouvelles missions, liées à la montée en puissance de la police de proximité (STIC). Dans cette édition, il tient compte des remarques faites par le Conseil d'Etat (Le Monde du 16 février) en envisageant de présenter une nouvelle fois le texte à l'approbation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Le tout, en gardant un œil attentif sur l'assassinat du préfet Claude Érignac.

Ce sera, depuis la réunion de travail que le gouvernement a tenue le 1^{er} avril, un connaître les positions de Dominique Strauss-Kahn (Le Monde du 3 avril). Le ministre de l'économie et des finances avait indiqué, ce jour-là, qu'il souhaitait, en application du pacte de stabilité européen, que les déficits publics soient ramenés de 2,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 1999 à 2 % en 2000. Si la croissance est de 2,5 %, et en dépit de cette baisse de 2 % si l'activité est plus forte, il avait aussi confirmé que les dépenses de l'Etat devraient augmenter de 1 %

en volume au total sur les trois années 2000, 2001 et 2002.

Mais on ignore encore quelle sera l'évolution prévue des crédits pour 2000. Vont-ils stagner en volume pour ensuite augmenter légèrement les deux années suivantes ? Ou vont-ils progresser de 0,33 % au cours de chacune de ces trois années ? Le premier ministre ne rendra son arbitrage qu'après la nouvelle réunion du gouvernement, jeudi 15 avril. La décision ne fait toutefois guère de mystère : le chiffre retenu se situera entre 0 % et 0,33 %. Autrement dit, les crédits, en valeur, devraient augmenter en l'an 2000 strictement comme l'inflation, ou à peine plus.

Ce sera, depuis la réunion de travail que le gouvernement a tenue le 1^{er} avril, un connaître les positions de Dominique Strauss-Kahn (Le Monde du 3 avril). Le ministre de l'économie et des finances avait indiqué, ce jour-là, qu'il souhaitait, en application du pacte de stabilité européen, que les déficits publics soient ramenés de 2,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 1999 à 2 % en 2000. Si la croissance est de 2,5 %, et en dépit de cette baisse de 2 % si l'activité est plus forte, il avait aussi confirmé que les dépenses de l'Etat devraient augmenter de 1 %

en volume au total sur les trois années 2000, 2001 et 2002.

Mais on ignore encore quelle sera l'évolution prévue des crédits pour 2000. Vont-ils stagner en volume pour ensuite augmenter légèrement les deux années suivantes ? Ou vont-ils progresser de 0,33 % au cours de chacune de ces trois années ? Le premier ministre ne rendra son arbitrage qu'après la nouvelle réunion du gouvernement, jeudi 15 avril. La décision ne fait toutefois guère de mystère : le chiffre retenu se situera entre 0 % et 0,33 %. Autrement dit, les crédits, en valeur, devraient augmenter en l'an 2000 strictement comme l'inflation, ou à peine plus.

Ce sera, depuis la réunion de travail que le gouvernement a tenue le 1^{er} avril, un connaître les positions de Dominique Strauss-Kahn (Le Monde du 3 avril). Le ministre de l'économie et des finances avait indiqué, ce jour-là, qu'il souhaitait, en application du pacte de stabilité européen, que les déficits publics soient ramenés de 2,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 1999 à 2 % en 2000. Si la croissance est de 2,5 %, et en dépit de cette baisse de 2 % si l'activité est plus forte, il avait aussi confirmé que les dépenses de l'Etat devraient augmenter de 1 %

en volume au total sur les trois années 2000, 2001 et 2002.

Ce sera, depuis la réunion de travail que le gouvernement a tenue le 1^{er} avril, un connaître les positions de Dominique Strauss-Kahn (Le Monde du 3 avril). Le ministre de l'économie et des finances avait indiqué, ce jour-là, qu'il souhaitait, en application du pacte de stabilité européen, que les déficits publics soient ramenés de 2,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 1999 à 2 % en 2000. Si la croissance est de 2,5 %, et en dépit de cette baisse de 2 % si l'activité est plus forte, il avait aussi confirmé que les dépenses de l'Etat devraient augmenter de 1 %

en volume au total sur les trois années 2000, 2001 et 2002.

Ce sera, depuis la réunion de travail que le gouvernement a tenue le 1^{er} avril, un connaître les positions de Dominique Strauss-Kahn (Le Monde du 3 avril). Le ministre de l'économie et des finances avait indiqué, ce jour-là, qu'il souhaitait, en application du pacte de stabilité européen, que les déficits publics soient ramenés de 2,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 1999 à 2 % en 2000. Si la croissance est de 2,5 %, et en dépit de cette baisse de 2 % si l'activité est plus forte, il avait aussi confirmé que les dépenses de l'Etat devraient augmenter de 1 %

en volume au total sur les trois années 2000, 2001 et 2002.

Ce sera, depuis la réunion de travail que le gouvernement a tenue le 1^{er} avril, un connaître les positions de Dominique Strauss-Kahn (Le Monde du 3 avril). Le ministre de l'économie et des finances avait indiqué, ce jour-là, qu'il souhaitait, en application du pacte de stabilité européen, que les déficits publics soient ramenés de 2,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 1999 à 2 % en 2000. Si la croissance est de 2,5 %, et en dépit de cette baisse de 2 % si l'activité est plus forte, il avait aussi confirmé que les dépenses de l'Etat devraient augmenter de 1 %

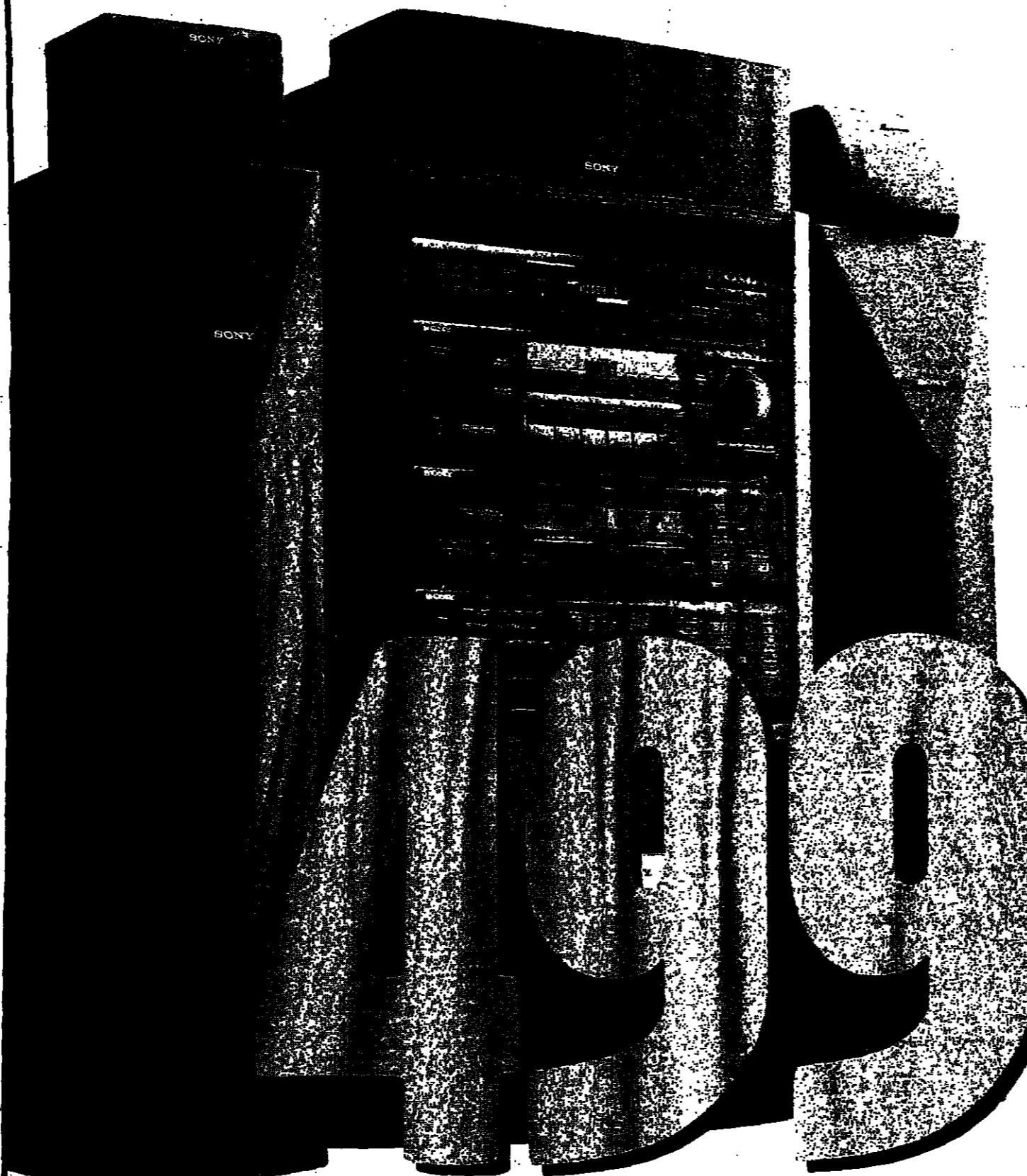
Contradiction hivernale

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 11

Jeudi 15 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR

1500 ensembles Dolby
ProLogic SONY et pas un de plus.



Il y en aura peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...

~~6990F~~

1990F

Réf. Session - R4720.
Platine 5 CD.
Puissance 3 x 70 W + 2 x 35 W.
Caisson basses 30 W.
Garantie 2 ans.

Avec Carrefour
je positive! 

A DEMAIN...

مكتبة الأصل

L'éducation nationale renforce son arsenal de lutte contre l'influence des sectes

Une circulaire va étendre le contrôle de l'instruction dans la famille et dans les écoles hors contrat

Une circulaire sur le contrôle de l'obligation scolaire, signée de Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, va venir compléter à l'enseignement scolaire.

COMMENT VÉRIFIER que les six mille à dix mille enfants qui ne sont pas scolarisés dans des établissements publics ou privés sous contrat, reçoivent bien l'instruction et l'éducation que tout futur citoyen est en droit d'attendre ? La question s'est posée avec acuité lors de la découverte des conditions de vie des enfants dans certaines sectes, au moment où l'éducation nationale constatait qu'elles ne disposaient pas d'un dispositif adapté pour y répondre.

La prochaine publication d'une circulaire signée de Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, sur le contrôle de l'obligation scolaire, sera le point de compléter l'arsenal dont le ministère s'est, entre-temps, doté pour pallier cette carence. Une loi, votée à l'unanimité par le Parlement le 18 décembre 1998, un décret d'application du 23 mars, approuvé aussi massivement par le Conseil supérieur de l'éducation, ainsi qu'un nouvel article du Code pénal, précédent la circulaire.

L'ensemble de ces textes permet désormais à l'Etat de vérifier de façon fréquente et précise le niveau d'instruction dont bénéficient les enfants instruits chez eux et de contrôler la validité de l'enseignement prodigué par les établissements hors contrat, ce qui n'était pas le cas jusqu'alors.

Le travail conjoint des parlementaires, notamment le sénateur Nicolas About (UDF-FD, Yvelines) et le député Jean-Pierre Brard (app. PC, Seine-Saint-Denis) auteurs de deux propositions de loi fondées en un texte amendé par le gouvernement, est venu à bout des obstacles juridiques et culturels. « Le consensus est d'autant plus satisfaisant, se félicite Ségolène Royal, qu'il a été au début as-

sez difficile à obtenir, puisque nous nous heurtons au principe de la liberté de l'enseignement ». Celui-ci est défini par le Conseil constitutionnel comme un « principe fondamental reconnu par les lois de la République » (*Le Droit de l'éducation*, Claude Durand-Pimboré, Hachette-éducation, 1998, 480 p.) et interdit, par exemple, au ministre de demander aux écoles hors contrat de se conformer strictement aux programmes scolaires. Ainsi, le décret d'application du 23 mars « relatif au contenu des connaissances requis par les enfants instruits dans la famille ou dans les établissements privés hors contrat », ne pouvait-il pas définir de façon extrêmement détaillée ces connaissances, qui auraient été alors équivalentes à un programme.

EXERCER SA CITOYENNETÉ

« Le problème des sectes n'est pas quotidien », reconnaît Daniel Groscolas, l'inspecteur général chargé de cette question à l'éducation nationale, mais celles-ci s'étaient emparées des possibilités offertes par la loi de Jules Ferry du 28 mars 1882, notamment par le biais de l'instruction dans les familles, et nous n'avions rien faire. » Il est vrai qu'il y a un peu plus d'un siècle, la jeune République, votée à une voix de majorité, n'avait pas souhaité remettre en cause le précepte. » Dans les années 70, fu furent des familles issues de la mouvance « baba cool » qui se lancèrent dans l'instruction à la maison.

De plus, les contrôles ne portaient que sur l'hygiène, la santé et la sécurité : « les inspecteurs pouvaient tout contrôler sauf la pédagogie », explique Daniel Groscolas. Peu à peu, les corps d'inspection s'étaient d'ailleurs désintéressés

Enixia, une école hors contrat sous haute surveillance

LOCAUX MODERNES et spacieux richement dotés en matériels, classes de douze enfants : Enixia (Ecole nouvelle internationale) sera-t-elle une sorte d'école

REPORTAGE

« C'en est fini de l'amateurisme des petites écoles sectaires »

modèle ? Etablissement privé hors contrat, Enixia accueille en pleine zone d'activités de Courtabœuf, sur la commune de Villevigne-Saint-Yvette (Essonne), soixante-dix élèves, pour la plupart enfants de cadres employés dans cette Silicon Valley française. La moitié d'entre eux sont considérés comme « sudoués ».

Dès deux ans dans la « baby section », puis tout au long des classes maternelles et élémentaires, un enseignement au contenu « enrichi » est dispensé. Une fois absorbé, le matin, le programme traditionnel, les après-midi sont consacrés à la pratique

des langues vivantes, des sports, des arts plastiques, de la musique, du théâtre ou de l'informatique. Sauter une classe, voire deux ou trois, cela est monnaie courante à Enixia. « C'est une école qui s'est adaptée au monde et aux enfants d'aujourd'hui », souligne la directrice, Laurence Belliveau. Le privilège de scolariser son enfant dans cette structure « familiale » se paie entre 1 875 francs et 2 250 francs par mois.

Enixia fait pourtant partie des écoles pour lesquelles le ministère de l'éducation nationale a souhaité faire évoluer la législation sur le contrôle de l'obligation scolaire. Car la directrice et son compagnon ne cachent pas avoir été, un temps, adeptes de la secte de Raël. Bien que cette expérience apparienne, selon eux, au passé, elle inquiète la rue de Grenelle : « Les raëliens pratiquent la « médiation sensuelle », une forme d'initiation à la sexualité dès le plus jeune âge. Un certain nombre de membres de la secte ont été condamnés pour pédophilie. »

Par ailleurs, poursuit-on au ministère, les raëliens souhaitent

l'instauration d'un gouvernement mondial, d'une « génocratie » où seules les personnes au quotient intellectuel élevé disposerait de droits civiques : « Or, comme par hasard, l'école s'adresse aux élèves réputés surdoués, qui qui entre dans la stratégie de la secte. Les parents sont flattés d'entendre que leur enfant est un génie qui aura sa place dans les élites mondiales. »

Si elle s'empêtre lorsqu'on lui rappelle son passé raëlien : « il n'y a aucun lien avec cette école lointaine. Nous l'avons créée pour des enfants précoces ne trouvant pas leur place dans l'éducation nationale ! », la directrice d'Enixia semble garder un bon souvenir de son passage dans la secte : « C'est un moyen d'aider les gens à se responsabiliser, à prendre confiance et à éviter la guerre. Un mouvement qui cultivait beaucoup les respect des autres. »

Un contrôle inopiné effectué en décembre 1998 par le chargé de mission sur les sectes au ministère de l'éducation nationale n'a pas permis d'établir une quelconque influence sectaire sur l'enseignement dispensé à Enixia. Au mur, une fresque historique qui s'arrête

tant avant la Révolution française a bien éveillé l'attention, les raëliens étant, selon le ministère, hostiles à la démocratie. La directrice a alors invoqué une interruption du travail due aux vacances scolaires.

La nouvelle loi, assure-t-on à l'Institut Grenelle, doit permettre de réduire la « part d'incertitude » dans ce genre de dossier, puisque les inspecteurs d'académie pourront aller plus loin que les simples contrôles d'hygiène, de sécurité et de moralité prévus dans la loi précédente de 1886 : « *Le cas Enixia est emblematique*. L'évidence de la difficulté que nous avons à trouver des preuves. C'est fini de l'amateurisme des petites écoles sectaires installées dans des locaux insalubres. Aujourd'hui, les sectes ont des locaux modernes, qui ont satisfait à toutes les exigences de sécurité et dispensent des enseignements au contenu apparemment correct. D'après l'intérêt, pour les inspecteurs, de pouvoir contrôler la pédagogie, et évaluer individuellement les enfants, qui en diront plus sur l'école que la simple état des locaux. »

Pascal Krémer

Des modèles vivants exposés en vitrine aux Galeries Lafayette

EN SOUTIEN-CORSE pigeonnant et string coordonné, en body de dentelle raffinée, ces jeunes femmes enchaînent les activités à haute valeur ajoutée culturelle. Se vernissent les ongles des mains. Se repoudrent le bout du nez, puis décident de se vernir les ongles des pieds. Ou de se parfumer. Ou de feuilleter un magazine, lascivement étendues sur un divan, la mine boudeuse. Dans six vitrines des Galeries Lafayette, boulevard Haussmann à Paris, des mannequins vivants présentent depuis le 13 avril, et jusqu'au 8 mai, la nouvelle collection de lingerie Chantal Thomass.

Dans son communiqué annonçant le « spectacle », le grand magasin parisien indiquait que quatre femmes « simplement vêtues de lingerie Chantal Thomass » venaient à leurs occupations : pose de vernis, papotage, lecture, préparation de petits plats... »

Indéniablement, les dessous Chantal Thomass font faire chez les passants un nouvel intérêt pour ces « occupations » typiquement féminines. Certains vont même jusqu'à coller le nez, ou Papparelli photo, à la vitre. Les manne-

quins ont le regard dans le vide. Jamais, expliquera plus tard Soria, toute de dentelle dévêtue, il ne faut donner l'impression que « les deux mondes peuvent se mélanger ».

SECOND PLAT

Côté rue, de jeunes Italiens n'en finissent plus d'essaouder. « Je veux entrer dedans », crie, rigolard, un touriste américain. Un homme d'un âge respectable tente une négociation avec sa femme. « On a bien cinq minutes... Il va quand même pas fermer tout de suite, ton musée ! »

« On croirait les vitrines d'Amsterdam », maugréa une jeune femme portant uniforme rouge et badge « Accueil Haussmann, Welcome ». La référence au « quartier rouge » que la capitale néerlandaise réserve aux prostituées revient souvent dans la bouche des passants. « Moi, je pourrais jamais faire ça ! Ce n'est quand même pas le même contexte qu'un défilé. C'est pas bon pour l'image de la femme », rit Chantal Thomass, 28 ans, qui travaille dans le tourisme. Chantal Thomass, venue boulevard Haussmann

voit l'effet produit, estime qu'il ne saurait y avoir « la moindre ambiguïté » : « Je n'ai jamais travaillé en pensant à une femme-objet. Aujourd'hui, la femme séduit si elle décide de séduire. Elle peut être intelligente et garder sa féminité. Ces filles ne sont pas indécentes. Elles ont des activités logiques pour des femmes qui sont chez elles. Il y en a même une qui est au bureau en train d'écrire. »

Aux Galeries Lafayette, on souhaite que toutes les femmes, et pas seulement les habituées des défilés, puissent découvrir l'univers de Chantal Thomass. « En tant que femme, il faut aussi savoir réagir au second défilé ! Les mannequins ne sont pas dans une situation dégradante. Elles sont belles, bien maquillées, coiffées, valorisées. Je les envie », affirme la directrice aux achats de lingerie et parfumerie, Béatrice Rollot. Les porte-jarretelles noirs ont été écartés, la gestuelle longuement répétée, fait-ou-valoir. Bref, tout cela ne sera que purement esthétique, et non érotique... »

P. Kr.

L'infirmière de Mantes-la-Jolie a été écrouée

Elle est soupçonnée d'actes d'euthanasie

CHRISTINE MALEVRE, infirmière à l'hôpital de Mantes-la-Jolie (Yvelines) soupçonnée d'actes d'euthanasie sur des patients en fin de vie, a été écrouée, jeudi 8 avril, à la maison d'arrêt des femmes de Versailles par le juge d'instruction Richard Pallain. L'infirmière, âgée de vingt-neuf ans, qui avait été mise en examen le 8 juillet 1998 pour « homicides volontaires », avait été jusqu'à présent libérée. Une nouvelle demande de remise en liberté sera examinée, vendredi 16 avril, par la même juge.

Le nouveau rebondissement dans une affaire très médiatisée, et

Le juge a décidé d'écrouer Mme Malèvre au vu d'une « nouvelle appréciation du dossier »

qui avait relancé le débat sur l'euthanasie, le magistrat a décidé d'écrouer l'infirmière au vu d'une « nouvelle appréciation du dossier ». Le juge Pallain aurait relevé d'importantes contradictions entre le témoignage de l'infirmière et les conclusions de certaines expertises déjà en sa possession. « Les développements de l'instruction ont montré que Mme Malèvre a beaucoup menti dans ses déclarations », nous a indiqué, mardi 13 avril, au parquet de Versailles.

M. Olivier Fontaine, avocat de l'infirmière, estime quant à lui qu'il n'existe aucune charge nou-

Le FLNC-canal historique revendique onze attentats en Corse

BASTIA

de notre correspondant
Le FLNC-canal historique a revendiqué par un communiqué adressé, mardi 13 avril, à Radio Corse Frequenza More (RCFM), onze attentats perpétrés récemment en Corse. La principale organisation clandestine de l'île, qui bénéficie du soutien politique de Corsica Nazione, le seul parti nationaliste légal élu à l'Assemblée de Corse - dont le chef de file, Jean-Guy Talamoni, préside désormais une commission - adresses dans ce texte deux messages. Le premier est destiné à l'*« Etat français »* auquel les clandestins indiquent qu'il doit comprendre que la répression politique, quelle qu'elle soit, amplifie, dans l'esprit que nous avons initié à Tralonca. »

A l'époque, le 12 janvier 1996, les clandestins avaient groupé environ six cents militants armés dans un petit village du centre de la Corse pour présenter un « processus de paix », dont ils disent poursuivre aujourd'hui la revendication. Le FLNC-canal historique en appelle à « tous les militants organisés au nom » à qui il incomberait « de mettre en place des conditions adéquates pour rechercher ensemble le fondement d'un accord (...) », afin de garantir l'accession de la Corse au rang de nation. Et ce dans un constant souci de respect mutuel sans préalable. » Une façon pour le FLNC de proposer à l'ensemble de la mouvance nationaliste, dont la quasi-totalité des mouvements se prononcent pour l'abandon de la « lutte armée », de rechercher l'unité sans confusion des moyens et des objectifs.

Pour appuyer ce discours, le FLNC-canal historique justifie son choix de la violence armée comme réponse au seul comportement de l'Etat. Par cet appel et ses justifications, le FLNC-canal historique tente de faire fructifier le résultat électoral de Corsica Nazione au deuxième tour de l'élection à l'Assemblée de Corse du 14 mars : avec plus de 20 000 voix, le parti a bénéficié du report de la presque totalité des 10 000 voix nationalistes du premier tour pourtant clairement hostiles au maintien de la violence armée.

Michel Codaccioni

L'infirmière de Mantes-la-Jolie a été écrouée

Contradictions bientôt

FRANCE-SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 13

La police estime à 20 millions de francs le coût des cadres du RPR payés par la Ville de Paris

La même somme aurait été engagée entre 1990 et 1995 par des entreprises

Le *Canard enchaîné* publie, dans son édition du 14 avril, des extraits d'un rapport de synthèse remis récemment par les policiers au juge d'instruction de Nanterre, Pa-

trick Desnure sur la prise en charge de permanents du RPR par la ville de Paris et des sociétés privées. La dépense globale s'éleverait à 40 millions de francs.

LES ENQUETEURS de la division nationale des investigations financières (DNI) de la police judiciaire ont adressé récemment au juge d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine), Patrick Desnure, un rapport de synthèse relatif à la prise en charge de permanents du RPR par la Ville de Paris et par certaines sociétés privées. Selon ce rapport, daté du 25 mars et dont *Le Canard enchaîné* publie des extraits dans son édition du 14 avril, la mise en œuvre de cette forme de financement occulte du parti gaulliste aurait coûté quelque 20 millions de francs à la municipalité parisienne, dépensés pour l'essentiel entre 1990 et 1995, soit à une période durant laquelle Jacques Chirac était encore maire de la capitale.

L'hebdomadaire mentionne le chiffre de 12 675 188 francs au titre des salaires versés par la Ville de Paris à dix-huit fonctionnaires municipaux qui travaillaient en réalité au siège national du RPR, ajoutant

à ce total quelque 7 millions de francs de charges sociales. Selon le rapport, le versement de salaires à d'autres cadres du mouvement par des entreprises serait lui aussi estimé à 20 millions de francs, ce qui porte la dépense globale effectuée au profit du RPR à environ 40 millions de francs. Les enquêteurs semblent en avoir déduit que l'usage « répréhensible » de ce procédé de financement a permis au parti de l'accuel président de la République de bénéficier « de ressources occultes substantielles au cours d'une période qui s'inscrit tout autrement que postérieurement aux dispositions légales relatives à la transparence et à la clarification du financement des partis politiques ».

Le compte-rendu des policiers apporte pour la première fois une estimation chiffrée de l'ampleur de ce que les enquêteurs qualifient de « système délictueux opéré avec laval de ses instances dirigeantes », et notamment du préjudice qu'il a

Georges Quémar condamné pour complicité de diffamation envers Jean Tiberi

L'ancien directeur du personnel de la Ville de Paris, Georges Quémar, a été condamné, mardi 13 avril, par le tribunal correctionnel de Paris à 20 000 francs d'amende pour complicité de diffamation envers Jean Tiberi. M. Quémar était poursuivi pour un entretien publié dans *Le Parisien* du 18 mai 1996, dans lequel il expliquait que le cabinet du maire de Paris avait permis la mise en place d'un système de plus de 300 emplois fictifs entre 1985 et 1990. Le tribunal a également condamné *Le Parisien* et l'auteur de l'entretien, respectivement à 30 000 et 10 000 francs d'amende. Les magistrats, qui parlent de « singulière imprudence » du journaliste et de M. Quémar, ont estimé qu'« imputer à un dû d'avoir donné personnellement des instructions pour que soient commises des infractions pénales porte atteinte à l'évidence à l'honneur de celui-ci ». Et ajoutent que M. Quémar ne peut bénéficier de l'excuse de la bonne foi car sa motivation « n'apparaît pas dénuée de tout esprit de vengeance ».

Des organisations demandent le retrait du projet de fichier informatisé de police

LA LIGUE des droits de l'homme (LDH), le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), le Syndicat général de la police (SGP) et le Collectif informatique fiscier et citoyen (CIFC) ont demandé, mardi 13 avril, lors d'une conférence de presse commune, le retrait du projet du système de traitement des infractions constatées (STIC), un gigantesque fichier de police qui devrait recenser les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, ainsi que ceux de leurs victimes (*Le Monde* du 16 février). Ces organisations, qui qualifient le STIC de « mégachiffre de suspects », craignent que ce projet d'arrêté, qui a fait l'objet de réserves de la part du Conseil d'Etat, soit adopté rapidement après des modifications de pure forme et sans réel débat public. Elles estiment que ce « fichier, constitué au mépris de la présomption d'innocence, anéantit le principe du droit à l'oubli et ne peut que décourager tous les efforts de réinsertion ». Elles dénoncent également la durée trop longue de conservation des données ainsi que les difficultés d'accès pour les personnes aux informations les concernant.

DÉPÈCHES

■ RETRAITES : la CGT et la CFE-CGC qualifient de « provocation » les propositions du Medef (ex-CNPF). La CGT a estimé, mardi 13 avril, qu'en amplifiant le « recul » des retraites, le patronat veut « promouvoir les fonds de pension ». « Il y a quelque imprudence pour l'organisation patronale à proposer un système incitatif à travailler plus alors que les directions d'entreprise multiplient les licenciements, n'intègrent pas les jeunes et mettent à la porte les salariés âgés », indique l'organisation syndicale. Pour la CFE-CGC, le Medef « ne devrait devant aucune outrance ». L'organisation syndicale juge « irresponsables » les propositions du patronat, en estimant qu'elles « s'en prennent essentiellement à l'avenir des retraités ».

■ CORSE : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rejeté, mardi 13 avril, une demande de mise en liberté du militant nationaliste Corse Marcel Lorenzini, mis en examen pour « association de malfaiteurs en vue de commettre des actes de terrorisme » et écroué en février 1998 en marge de l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac. Les magistrats ont cependant levé le mandat de dépôt de sa compagne, Fabienne Maestracci, mise en examen dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du militaire Robert Sozzi.

■ 35 HEURES : la CFE-CGC réclame l'instauration d'un salaire minimum pour les cadres, dans le cadre de la seconde loi sur la réduction du temps de travail. Ce salaire minimum interprofessionnel plancher (SMIPI) pour les cadres ne devrait pas être inférieur au plafond de la Sécurité sociale, soit 14 470 F (2 206 euros), souligne la CFE-CGC, qui rendra publiques ses propositions définitives en mai.

■ RPR : Nicolas Sarkozy, secrétaire général du RPR, a estimé, mardi 13 avril à Poitiers, que « jamais peut-être comme aujourd'hui, les conditions d'un renouveau de l'opposition n'ont été réunies », depuis l'échec de la droite aux législatives de 1997. « Il convient maintenant de sortir de la torpeur qui fut celle de notre échec », a-t-il ajouté.

■ EXTRÉME GAUCHE : une dizaine de militants de la Ligue communiste révolutionnaire devaient annoncer, jeudi 15 avril, leur ralliement à la fondation Marc-Bloch, dans le bulletin de liaison interne de ce petit club qui rassemble des républicains de droite et de gauche. François Morvan, membre du comité central de la LCR et chef de file des partisans, a consigné dans *Le Monde* (daté 11-12 avril), une tribune avec Paul-Marie Coiteaux, Hervé Gaigno, proches de Charles Pascqua, Pierre Lévy et Didier Motchane, vice-président du Mouvement des citoyens, contre l'intervention de l'OTAN en Serbie.

Dominique Strauss-Kahn engage une prudente réforme de Bercy

Face à des syndicats qui refusent toute réduction d'effectifs, le ministre des finances gagne du temps en amorçant une simplification des procédures fiscales

LE MINISTRE de l'économie et des finances ne manque jamais de rappeler que « l'Etat est en danger » et que sa survie nécessite une révolution culturelle. Dans ses terres, à Bercy, Dominique Strauss-Kahn a décidé de prendre les choses en main. A l'occasion d'une réunion du comité technique paritaire ministériel (CTPM), à laquelle ont participé, mardi 13 avril, une centaine de personnes, il a annoncé des décisions et orientations qui vont guider son action d'ici à 12 mars.

Premier principe : chaque contribuable – particulier, entreprise petite ou moyenne, grande entreprise – aura « un correspondant fiscal unique », comme à EDF ou à sa banque. Fini le temps où le contribuable était renvoyé d'un service à l'autre, promet le ministre. A l'avenir, le correspondant fiscal unique aura accès « en temps réel », grâce à de nouveaux moyens informatiques, à l'ensemble du dossier du contribuable. Aujourd'hui, la direction générale des impôts (DGI) et le Trésor public, qui se partagent l'assiette et le recouvrement des impôts, n'ont pas de liens informatiques directs. Les nouvelles technologies permettront au contribuable de ne plus faire les frais de cette organisation, sans que les citadelles que sont la DGI et le Trésor ne perdent leur indépendance.

Dès lors, une réforme de structure ne s'impose plus. Si ce sujet n'est pas arbitré, Bercy a quand même décidé de créer, au plus tard à la fin de 2001, une direction des grandes entreprises (DGE), au sein de la DGI, pour s'occuper de la recouvrement fiscal les plus chers. Selon un rapport de l'Inspection des finances, elle consacre plus de 1,5 % des recettes encaissées – soit près de 26 milliards de francs (3,96 milliards d'euros) – à la gestion de ses impôts. Comme l'Allemagne et l'Italie, mais beaucoup plus que les Etats-Unis et la Suède (0,5 %), ou le Canada, l'Espagne, l'Irlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (1 %). Dans tous ces pays, les administrations fiscales ont beaucoup évolué ces dernières années. La France, elle, n'a pas abordé de front le débat sur l'emploi. A Bercy, on n'ose même pas parler de gains de productivité, pour ne pas heurter les syndicats. On parle de « gains d'efficacité », qui devront être consacrés à de nouvelles missions (temps d'ouverture plus longs, par exemple), à une formation et une qualification accrue des agents des impôts et à la réduction des effectifs du ministère au profit d'autres services de l'Etat.

Pour respecter son objectif de stabiliser les effectifs de l'Etat, Lionel Jospin a demandé à certains ministères de réduire la voilure pour permettre à d'autres de s'étoffer. Dans ce cadre, les finances doivent réduire leurs effectifs (192 000 personnes) de 0,5 % pendant trois ans. M. Strauss-Kahn a refusé de s'engager, comme le lui demandaient les syndicats, mardi, à faire une pause en 2000 dans cette diminution, mettant en avant que, depuis vingt ans, les effectifs du ministère ont été stables. Le débat devra pourtant être rapidement tranché. D'autant que 70 000 départs à la retraite sont prévus, aux finances, d'ici à 2010.

Virginie Malingre

pu cause à une collectivité publique – la municipalité parisienne. Admis à se constituer partie civile au nom de la commune dans l'instruction du juge Desnure, un militant écologiste avait demandé, le 25 mars, en même temps que l'audition de MM. Chirac à titre de témoin (*Le Monde* du 25 mars), qu'une expertise soit effectuée afin de préciser le coût subi par la collectivité du fait de ce financement politique dissimulé. Une autre information judiciaire, confiée au juge parisien Xavier Simeoni, s'attache au recensement d'autres employés recrutés par les services de la capitale pour travailler eux aussi en faveur du RPR, mais affectés dans des fédérations ou auprès de certains élus.

■ TÉMOIN

Evocuant les faits visés par l'enquête de M. Desnure, le rapport cité par *Le Canard enchaîné* souligne qu'ils mettent en jeu « des responsabilités susceptibles de concerner les maires et adjoints, le secrétaire général et les directeurs de cabinet ». « A la lumière des témoignages recueillis, est-il encore écrit, il apparaît que des agents de cette ville [occupaient] au RPR des fonctions les plaçant en rapport étroit avec le président ou le secrétaire général », soit avec MM. Chirac et Juppé. Ce dernier est mis en examen, depuis le 21 août 1998, pour « prise illégale d'intérêts » et « recel d'abus de biens sociaux ». L'ancien directeur du cabinet de M. Chirac, Michel Roussin, et trois anciens trésoriers du RPR sont également poursuivis.

Hervé Gattegno

des groupes réalisant un chiffre d'affaires de plus de 4 milliards de francs (*Le Monde* du 12 mars).

Deuxième grand principe : la simplification. Une disposition de la loi de finances pour 1999 lui fournit un premier outil : le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques de l'Insee (NIP) comme identifiant fiscal. En 2001, au plus tard, les contribuables recevront une « déclaration expresse », sur laquelle seront préimprimés l'ensemble des revenus déclarés par les tiers (employeur, banque, etc.) à l'administration fiscale. Pour plus de dix millions de contribuables (sur trente millions), il n'aura plus qu'à vérifier les informations inscrites et à signer la déclaration de revenus.

■ GAINS D'EFFICACITÉ

Dernier principe édicté par M. Strauss-Kahn : installer un interlocuteur économique unique pour les PME, souvent perdues dans le dédale des services administratifs et la complexité des règles. Cela devra se faire dès 2000, autour des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, des directions régionales du commerce extérieur et des délégations régionales au commerce et à l'artisanat. L'ensemble de ces mesures apportera un meilleur service aux contribuables. Permettront-elles à l'Etat de faire des économies ? M. Strauss-Kahn l'affirme, sans donner de chiffres. La France a aujourd'hui un des systèmes de recouvrement fiscal les plus chers. Selon un rapport de l'Inspection

e.l.m. leblanc
Groupe Bosch

Démarche qualité e.l.m. leblanc à l'attention des utilisateurs de chaudières murales à gaz GLM 7 H / GLS 7 H

Les produits e.l.m. leblanc sont en permanence soumis à des tests de qualité et de sécurité. Ainsi, des analyses effectuées ont permis de constater un problème potentiel de sécurité sur un lot limité de chaudières GLM 7 H / GLM 7 H VMC, GLS 7 H fabriquées en 1998 ou dont le tableau de commande a été changé en 1998. Elles sont identifiables par le sigle GLM ou GLS sur la façade (voir dessin ci-contre) et par la référence du modèle sur la notice d'emploi.

A ce jour, aucun accident n'est survenu, mais afin de garantir la sécurité totale de ses clients, e.l.m. leblanc a déjà lancé une opération gratuite de remplacement de ces tableaux de commande. Grâce au soutien actif et au professionnalisme de ses partenaires service après-vente cette opération est déjà largement réalisée.

tableaux

Toutefois, pour s'assurer que tous les appareils concernés seront remis à niveau rapidement, nous invitons les utilisateurs qui n'auraient pas encore pu être joints de s'adresser immédiatement à leur service après vente habituel ou de contacter le centre d'appel e.l.m. leblanc :

Numéro vert : Tél. 0800 598 598 - Appel gratuit
Centre d'appel ouvert de 8h00 à 21h00

A titre préventif, e.l.m. leblanc préconise d'éteindre les chaudières concernées fonctionnant au gaz propane, dans l'attente d'une intervention du service après-vente.

Important :
Seules les références indiquées ci-dessus sont concernées par cette opération. Nous rappelons à tous les utilisateurs la nécessité d'un entretien annuel de leur appareil par un professionnel qualifié (circulaire ministérielle du 9 août 1978 - J.O. du 13 septembre 1978). Merci pour votre confiance et votre compréhension. Soyez certains que pour nous, e.l.m. leblanc, la qualité de nos produits et la sécurité de nos clients resteront toujours nos priorités premières.

مدى من الأفضل

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999

Le foisonnement de la coopération décentralisée a besoin d'être organisé

Quelque six mille collectivités locales entretiennent des relations avec leurs homologues étrangères de cent dix pays. Les Rencontres nationales des 16 et 17 avril, à Paris, visent notamment à recadrer des initiatives de plus en plus nombreuses

ENTAMÉE dans les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, sous la forme de jumelages, d'échanges de jeunes et d'invitations réciproques de fanfars ou de troupes de majorettes, la coopération entre collectivités locales françaises et étrangères connaît un développement continu depuis quinze ans. Parallèlement à l'entrée en vigueur, sur le territoire national, des lois et mécanismes de la décentralisation, la « coopération décentralisée » entre villes, départements et régions françaises et étrangères – de l'autre côté de la frontière aussi bien qu'en Afrique ou sur d'autres continents – a peu à peu trouvé sa légitimité, ses marques et ses ressorts. Mais il faut la recadrer, peut-être la réorienter. C'est l'objet des Rencontres nationales de la coopération décentralisée, organisées les 16 et 17 avril, à Paris, par Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie.

Le temps n'est plus où l'Etat pouvait seul revendiquer l'exclusivité des relations extérieures. Même si la France n'est pas, comme la Belgique ou l'Allemagne, un Etat fédéral, le Qual d'Orsay, jadis si sourcilleux de ses prérogatives, ne songe plus à empêcher Paris, l'Alsace ou le Puy-de-Dôme de développer une politique extérieure. Mais l'exercice est difficile : il faut concilier le principe de liberté et d'initiative des collectivités et la nécessaire cohérence des démarches vers le Vietnam, la Pologne ou le Mali. D'autant plus que, de leur côté, organisations non gouvernementales (ONG), établissements publics ou universités entretiennent traditionnelle-

ment des contacts et mènent des opérations concrètes avec des partenaires étrangers.

« La loi de 1992 [sur l'administration territoriale de la République] a non seulement autorisé, mais encourage nos collectivités à agir, alors

que, jusqu'à cette date, leurs initiatives se déroulaient souvent dans une relative clandestinité, voire l'illégalité. Elle apporte une sécurité juridique aux élus », explique M. Josselin. A ce jour, aucune action concrète n'est en cours, semble-t-il, devant les tribunaux administratifs au titre du contrôle de légalité de la « diplomatie locale ».

Le développement du phénomène s'apparente à un foisonnement – on a même pu parler de « désordre » –, au point que, parfois, les contribuables s'inquiètent du coût des voyages d'études ou de l'envoi d'experts. On évalue à 1 milliard de francs (152 millions d'euros) l'ensemble des crédits mobilisés. Quelques six mille collectivités ont des relations avec leurs homologues étrangères de cent dix

pays, au moins un département sur trois et la quasi-totalité des régions. La liste n'est pas exhaustive, mais on cite volontiers le Poitou-Charentes, l'Alsace, l'Île-de-France, Rhône-Alpes ou le Nord-Pas-de-Calais – Marie-Christine Blandin, ancienne présidente (Verts) de la région, préside le comité de pilotage des Rencontres, les Hauts-de-Seine, les Côtes-d'Armor ou la Seine-Saint-Denis, l'Orne, la Seine-Maritime, Lyon, Limoges, Le Havre ou Strasbourg. Angers a mis en place une formule originale avec Bamako, inscrite dans la durée : 1 % du budget d'investissement de la ville est, depuis plus de dix ans, « réservé » à la capitale malienne, qui peut donc, à l'avance, programmer sa politique d'investissements.

Intégralement renouvelée l'an dernière, la commission de coopération décentralisée comprend soixante-quatre membres, dont la moitié sont des représentants des collectivités. Si son secrétaire général est un préfet – Jacques Andrieu –, M. Josselin a souhaité que

soit nommé un secrétaire adjoint, Pierrette Hamon, chargé pendant longtemps de ce secteur au conseil général des Côtes-d'Armor lorsque le ministre présidait encore l'assemblée départementale. But de cet organisme : mieux identifier et

voisinage – avec l'Allemagne – ou de cousinage – Québec – va sur sa lancée, on a pu constater au conseil général des Côtes-d'Armor lorsque le ministre présidait encore l'assemblée départementale. But de cet organisme : mieux identifier et

chiffres. Dans la « nouvelle vague » de la coopération, le Vietnam apparaît en bonne place, les domaines d'action se multiplient avec le souci constant d'un professionnalisme plus poussé : lutte contre la pollution, gestion urbaine, traitement de l'eau, transports publics, coopératives agricoles, organisation administrative locale, rénovation des hôpitaux. Ainsi la Seine-Saint-Denis travaille-t-elle avec la province de l'Ougoué maritime, au Gabon – transports scolaires, équipement des communautés en matériel informatique –, et, depuis peu, avec des villes palestiniennes – échanges culturels, création de réseaux de bibliothèques.

« Comparées au régime juridique en vigueur dans les Länder allemands ou les autonomies espagnoles, la loi française de 1992 est très libérale et la façon dont elle est interprétée encore plus libérale », note M. Andrieu. Le champ d'action extérieur des collectivités est presque infini. Consécration prochaine : une ligne spéciale devrait être inscrite dans les contrats de plan Etat-régions...

François Grosrichard

Agriculture et partenariats

Les chambres d'agriculture, de leur propre chef ou en partenariat avec les conseils généraux et régionaux, ont engagé plusieurs opérations de coopération. Les objectifs sont triples : rechercher des partenaires commerciaux, favoriser la promotion des hommes et la prise de responsabilités par les producteurs, structurer la profession agricole. « Avec une déontologie, précise Danielle Buhagiar, de l'Assemblée des chambres d'agriculture, n'intervenir qu'à la demande de chambres étrangères et que si ces dernières sont démocratiquement élues par les agriculteurs de base. » Pays prioritaires : Mali, Sénégal, Guinée, Tunisie et Maroc, Hongrie, Lettonie et, surtout, Pologne, où trente-neuf opérations de partenariat bilatéral sont recensées : formation professionnelle, préparation à la PAC, amélioration génétique des troupeaux de vaches laitières, culture des pommes de terre, agrotourisme, détachement de professeurs de français dans les lycées agricoles polonais.

coordonner les actions des uns et des autres et éviter que les efforts ne soient concentrés et gaspillés sur un « pays phare ». Une banque de données est mise en place. Si la « vieille » coopération de

Etats d'Europe orientale et, singulièrement, la Roumanie après la chute du mur de Berlin ou l'Asie du Sud-Est, quand la Malaisie, la Chine ou l'Indonésie connaissent un rythme de croissance à deux

Etats de la chaussure, Romans, les autorités sont très demandeuses de coopération sur des programmes de formation des fonctionnaires municipaux. La coopération décentralisée a fourni l'impulsion pour une relance du partenariat, au début de la décennie. Elle a permis à des agents de la commune de Zlin de « se familiariser avec le fonctionnement d'une mairie française dans le cadre de l'économie de marché », raconte Helena Eldova, ancienne stagiaire aujourd'hui responsable des relations extérieures de Zlin.

La cité morave, au sud-est de Prague, qui investit dans l'enseignement du français – elle accueille trois lecteurs de français pour quatre-vingt-mille habitants –, espère que la coopération avec Romans permettra d'attirer des investissements d'entreprises françaises.

Confrontés à une hausse brutale du chômage depuis dix-huit mois – le taux national est passé de 3,5 % à 8,5 % –, la vingtaine de municipalités tchèques participant ou ayant participé à des opérations de coopération décentralisée regrettent toutefois les faibles retombées économiques des coopérations intercommunales.

Martin Plichta

Les municipalités tchèques intéressées par le savoir-faire français

PRAGUE de notre correspondant

Depuis quelques jours, des Limougeauds habitent rue de Pilsen, du nom de la capitale tchèque de la bière et de la construction mécanique. Son inauguration conjointe par les maires des deux villes, jumelées depuis trente-cinq ans, a marqué la relance d'un partenariat en pane après un début de décennie prometteur, mais trop axé sur la culture. Limité, jusqu'à la chute du régime bureaucratique, en 1989, à des échanges scolaires ou de clubs sportifs, le jumelage entre Pilsen, ou Plzen (à l'ouest de Prague), et Limoges s'oriente désormais vers un transfert de savoir-faire.

« Nous sommes intéressés par les expériences de Limoges en tant que capitale de région, car Plzen va le devenir après la création des régions, prévue en l'an 2000 », explique Helena Hejdová, responsable des relations internationales à la mairie de Pilsen. Une convention, signée début avril, prévoit un échange permanent d'informations et l'envoi d'élus et de techniciens français sur les dossiers à caractère environnemental, en particulier le traitement de l'eau et des déchets, les transports et la qualité de l'air. Ces dossiers préoccupent Pilsen, comme nombre de villes tchèques confrontées à la pol-

lution industrielle et liée à la circulation automobile.

La deuxième ville du pays, Brno, au sud-est de Prague, jumelée depuis 1965 avec Rennes, bénéficie aussi d'une coopération décentralisée, pour la communication entre élus et citoyens, l'environnement et l'aménagement urbain. Un représentant rennais a ainsi participé à une commission pour la rénovation de la vieille place de la Liberté, symbole de la capitale historique de la Moravie.

INTEGRATION DES PROGRAMMES EUROPÉENS « Les connaissances des responsables rennais sont d'une grande utilité, car ces thèmes sont pour nous nouveaux », affirme Helena Burianova, directrice de l'office des relations internationales de Brno. « Sous le communisme, la municipalité n'avait pas de politique de communication ou d'environnement, d'où l'important travail à faire », précise-t-elle. Grâce à Rennes, Brno a aussi intégré les réseaux et les programmes de l'Union européenne pour le développement des démocraties locales et la formation des agents communautaires dans les pays candidats à l'adhésion.

A Zlin, patrie d'origine du chausseur Bata, jumelée depuis trente ans avec la capitale française de la chaussure, Romans, les autorités sont très demandeuses de coopération sur des programmes de formation des fonctionnaires municipaux. La coopération décentralisée a fourni l'impulsion pour une relance du partenariat, au début de la décennie. Elle a permis à des agents de la commune de Zlin de « se familiariser avec le fonctionnement d'une mairie française dans le cadre de l'économie de marché », raconte Helena Eldova, ancienne stagiaire aujourd'hui responsable des relations extérieures de Zlin.

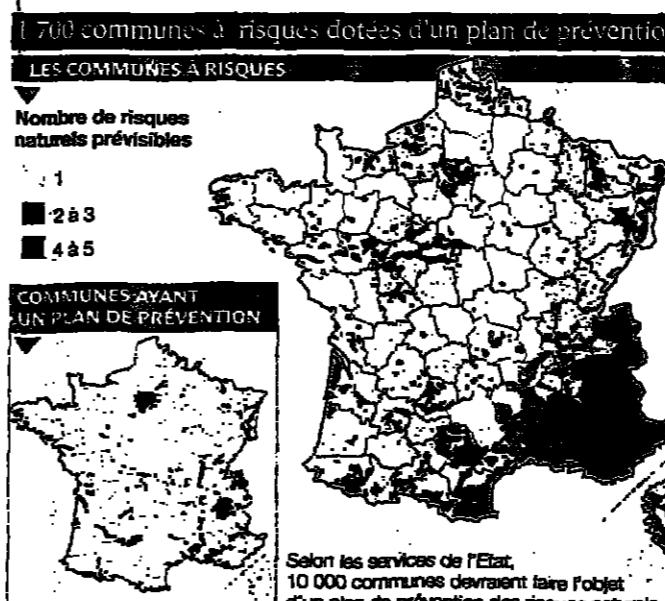
La cité morave, au sud-est de Prague, qui investit dans l'enseignement du français – elle accueille trois lecteurs de français pour quatre-vingt-mille habitants –, espère que la coopération avec Romans permettra d'attirer des investissements d'entreprises françaises.

Confrontés à une hausse brutale du chômage depuis dix-huit mois – le taux national est passé de 3,5 % à 8,5 % –, la vingtaine de municipalités tchèques participant ou ayant participé à des opérations de coopération décentralisée regrettent toutefois les faibles retombées économiques des coopérations intercommunales.

Martin Plichta

Le chantier inachevé de la prévention des risques naturels

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention
LES COMMUNES À RISQUES



Source : Institut français de l'environnement (Ifen)

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

500 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

L'islam européen des Albanais

Héritage de l'Empire ottoman, la pratique religieuse discrète des musulmans d'Albanie et du Kosovo avait été étouffée par l'athéisme d'Etat
Mais si la guerre du Kosovo n'est pas un combat religieux, l'épuration ethnique pourrait renforcer le poids des religions dans la renaissance des identités communautaires

ISLAM doublement oublié, constate Alexandre Popovic, spécialiste de l'islam balkanique au CNRS : *par les islamologues, qui s'intéressent plutôt au monde arabe, et par les balkanologues, qui ont privilégié l'étude des populations chrétiennes.* « *Accident de l'histoire* », plaident les intellectuels albanais. « *Part constitutive de l'identité albanaise* », affirment les chefs musulmans. Comment qualifier cet islam albanaise, ce souvenir abandonné aux marches de l'Europe par l'Empire ottoman dans sa déroute ?

La guerre du Kosovo n'est pas

un combat religieux, comme voudraient le faire accroire ceux qui instrumentalisent la foi à leur profit. Mais l'actuel conflit rappelle à notre mémoire cet héritage musulman, qui fait partie de notre histoire et des richesses de l'Europe. Islam trop discret sans doute, et longtemps complexe face à la suprématie du christianisme. Nombreux sont ceux qui, entre Milosevic, almeillaient pourvoir le rayon de l'histoire européenne, ou bien allument de vives fantasmes sur les « *hordes musulmanes* » campant aux portes du Vieux Continent.

Aujourd'hui encore, cet islam reste une énigme. Pourquoi, dans cette région occupée pendant plus de cinq siècles par les Turcs, les Albanais se sont-ils convertis massivement à la religion musulmane, de même qu'une grande partie des Bosniens ?

En Albanie, les seuls chiffres disponibles datent d'un recensement effectué en 1942, sous l'occupation italienne. Ils donnent 70 % de musulmans, 20 % d'orthodoxes et 10 % de catholiques. Au Kosovo, avant l'épuration ethnique, on estime que les musulmans représentaient près de 90 % de la population. Parmi eux, 10 % de non-Albanais : Turcs, Slaves et Roma (Tsiganes). Enfin, en Macédoine, avant l'accueil des réfugiés kosovars, les Albanais majoritairement musulmans constituaient déjà une forte minorité de 23 % environ.

Les explications ne manquent pas pour rendre compte de l'islamisation des populations albanoises sous la domination ottomane. La plus courante a trait au système de la *dhimma* : pour échapper aux lourds impôts qui frappaient les *dhimmis*, « gens du Livre » admis à pratiquer leur religion dans un Etat musulman, les Albanais avaient tout intérêt à se convertir. En outre, l'appartenance à l'islam leur ouvrait des perspectives de carrière, comme fonctionnaires ou comme soldats, au service de la Sublime Porte. De fait, l'Albanie a fourni à l'Empire ottoman plusieurs grands vizirs et toute une cohorte de janissaires. Peuple rude, régi par le code d'honneur du *kunun*, les Albanais ont-ils été attirés plus que d'autres par le métier des armes, comme le laisse entendre une phrase célèbre du lexicographe Sami Frashëri : « *Là où est l'épée est la religion* ? »

PIERRE Cabanes, coauteur de *Passions albanoises* (Odile Jacob), avance un autre argument, à propos du Kosovo : « *L'opposition entre Albanais musulmans et Serbes orthodoxes recouvre peut-être une opposition sociale ancienne.* » D'après lui, le ralliement à l'islam aurait constitué une manière de revanche pour des populations locales placées en situation d'infection et de « *segrégation sociale* » par la féodalité serbe avant l'invasion ottomane.

Aucune de ces explications n'est à elle seule satisfaisante. Nathalie Clayer, chargée de recherches au CNRS, a mené une étude sur les conversions à l'islam dans les Balkans. Elle met en garde contre les « *images d'Epinal* » et les « *constructions* » d'une certaine historiographie albanaise : « *L'islamisation est un processus qui a duré pendant toute l'époque ottomane, et qui s'est accélérée au XVII^e et au XVIII^e siècle. Ses causes sont multiples. Par exemple, pour des villageois qui quittaient la montagne et s'installaient en ville, la conversion à l'islam facilitait l'insertion dans un milieu social nouveau. Ces raisons socio-économiques ne sont jamais citées, et pourtant elles sont avérées.* »

Longtemps, les historiens officiels du régime communiste d'Enver Hodja ont mis en avant « l'op-

portunisme » des Albanais qui expliquait, selon eux, l'islamisation massive sous l'Empire ottoman. Ils voulaient démontrer ainsi la faiblesse supposée de l'attachement du peuple albanaise à toute forme de religion et justifier l'athéisme d'Etat, proclamé en 1967. L'un des invocait, par exemple, le témoignage de Lord Hobhouse, voyageur anglais du XIX^e siècle : « *L'Albanais vous dira d'abord qu'il est albanaise, et ensuite quelle est sa religion.* »

Au fond, cette thèse ne faisait que reprendre les arguments du mouvement nationaliste du début du siècle, qui avait systématiquement minimisé le rôle des religions dans la construction de l'identité nationale : celle-ci devait se sonder autour d'une langue commune, et la diversité religieuse ne devait pas y faire obstacle. Il est vrai que les animateurs de la Renaissance nationale albanaise étaient issus de confessions différentes : l'évêque Fan Noli, président du gouvernement albanaise en 1924, était orthodoxe, le poète et homme politique Luigj Gurakuqi catholique, et le Kosovo Bajram Curri, qui organisa l'Armée albanaise, musulman. « *Mais n'a-t-on pas systématiquement minimisé les arrières-pensées religieuses ?* », s'interroge M^{me} Clayer.

L'héritage musulman, en particu-

lier, a pris place dans le passé albanois comme un legs gênant, une sorte de contre-mémoire : le ralliement massif à la religion des Ottomans a placé successivement le peuple albanois dans le camp des occupants et, en 1913, dans celui des vaincus. La figure du héros national Skenderbeg illustre bien les contradictions de la mémoire albanaise : de son premier nom Georges Kastriote, il mena la lutte contre le sultan de 1443 à sa mort, en 1468. Ronsard lui-même chanta ses louanges : « *O très grand Epinal ! O vaillant Albanois, dont la main a défié les Turcs vingt et deux fois.* » Mais ses thuriféraires oublièrent souvent de préciser que, élevé à la cour de Topkapi et timariot (administrateur ottoman), le grand Skenderbeg était converti à l'islam...

Aujourd'hui encore, pour beau-

coup d'intellectuels albanois

nourris de la pensée occidentale,

le fait musulman est une « mal-

chance historique » – au même titre que la dictature d'Enver Hodja – qu'ils aimeront pourtant mettre entre parenthèses. L'écrivain Ismail Kadare est assez représentatif de cette tendance. Pour lui, l'islam est un « *épisode* » dans l'histoire de son pays, sans « *racines profondes* ». L'Empire ottoman a interrompu une « *longue amitié avec l'Europe* » (entretien au *Monde* du 7 mai 1992). « *Islam et Nox* », écrit-il dans l'une de ses œuvres. Dans un livre intitulé *D'un décembre à l'autre*, il prend clairement position pour une Albanie chrétienne : « *J'étais convaincu que l'inclination de l'Albanie allait vers la foi chrétienne, parce qu'elle était liée à des souvenirs anciens et à la nostalgie de l'époque précédant la* »

« *Pour les Albanais, le sentiment religieux est toujours secondaire par rapport à la conscience nationale.* »

Il est difficile de faire la part, dans ce type de discours, entre ce qui apparaît comme la construction d'une identité albanaise par les élites occidentalisées et la réalité. Ainsi, M^{me} Clayer dément la thèse selon laquelle les Albanais n'ont jamais connu de conflits religieux

ni, les Bektachis représenteraient près de 20 % des musulmans. Au Kosovo, d'autres confréries sont présentes à côté des Bektachis, principalement à l'Ouest, dans la région de la Metohija. Certaines statistiques évaluent à cinquante mille le nombre de leurs sympathisants, avant l'épuration ethnique, soit environ 3 % des musulmans kosovars.

Le bektachisme est une confrérie

de derviches fondée au XV^e siècle

et se réclamant de Haci Bektas Veli

un türkien mort au XIV^e siècle. Cet islam organise son culte autour des tekke, des couvents qui sont aussi des centres de rayonnement culturel et intellectuel. Un tel ordre initiatique et mystique convenait assez bien à un corps de soldats comme celui des janissaires. Il prône un islam tolérant, marqué par un syncrétisme religieux et très libre par rapport aux prescriptions du Coran et de la Sunna. Au point qu'en Albanie, Bektachi est devenu un synonyme de « bon vivant » et grand buveur de raki. Pierre Cabanes raconte volontiers cette anecdote : un chauffeur de car bektachi, après avoir franchi un col périlleux, ne manquait jamais de déposer une offrande devant le petit oratoire orthodoxe bâti au pied de la montagne, afin de remercier le « Dieu des chrétiens ».

Après la suppression de l'ordre des janissaires par le sultan en 1826, les Bektachis pourchassés ont trouvé refuge en Albanie. Tirana est même devenue la capitale du bektachisme à partir de 1925. En Albanie comme en Turquie, les Bektachis, bien que minoritaires, ont joué un grand rôle dans la promotion des idées nationales et des valeurs modernes de liberté, de tolérance et de laïcité. Abdul Frashëri, membre d'une grande famille bektachie, est à l'origine de la Ligue de Prizren, première organisation nationale albanaise, créée au Kosovo en 1787.

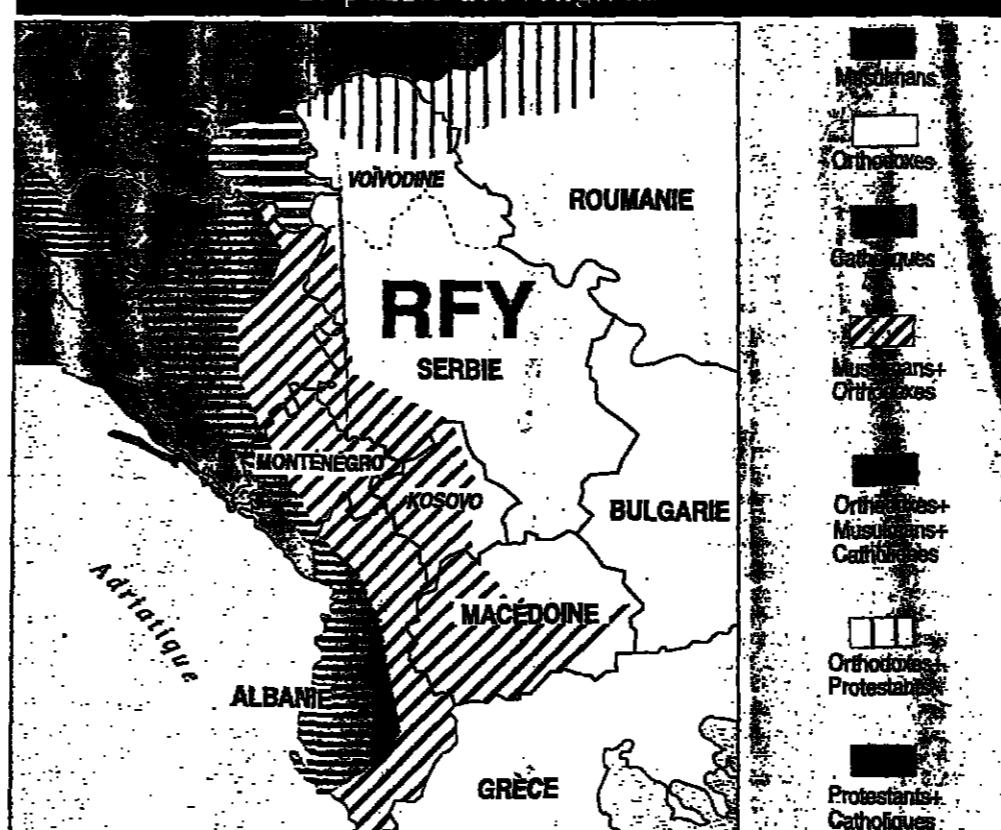
DANS la communauté sunnite majoritaire, la séparation de l'Albanie et du Kosovo, à partir de 1913, a créé un « écart ». Sous le régime hodjiste, toute pratique religieuse a été interdite en 1967 et plus de deux mille lieux de culte ont été fermés. En 1980, les préfets d'origine religieuse ont été proscrire. Le régime de Tito s'est montré plus tolérant à l'égard de l'islam, surtout après la conférence afro-asiatique de Bandung, quand la Yougoslavie s'est engagée dans le Mouvement des non-alignés. Si, bien qu'aujourd'hui, la pratique religieuse est plus élevée au Kosovo qu'en Albanie. Elle reste cependant le fait d'une population âgée et plutôt rurale. En ville, il n'est pas rare de rencontrer des jeunes convertis au protestantisme par des Eglises évangéliques, et qui le revendiquent.

Jusqu'ici les intellectuels occidentalisés ont joué un rôle dominant en Albanie et dans la diaspora. Mais depuis quelques années se développe une nouvelle théorie de l'identité albanaise dans les milieux musulmans : rapprochant les mots « national » et « religieux », « musulman » et « albanaise », elle suggère que l'islam a joué un rôle capital dans la préservation de l'identité albanaise. La revue *Driti Islam* (Lumière de l'islam), organe des musulmans albano-sunites, affirmait par exemple en 1992 : « *La foi islamique est au service de l'identité et de la nation albanaise* » ; « *la croyance musulmane est l'un des éléments fondamentaux du nationalisme albanaise* ». Le responsable de la communauté musulmane du Kosovo, Rezep Boja, exprimait des positions semblables en 1994. Ce courant affiche cependant son apolitisme. La culture albanaise reste très laïque, comme en témoignent les vifs débats qui ont accompagné en 1993 l'adhésion de l'Albanie à l'Organisation de la conférence islamique (OCI), où elle n'est plus active aujourd'hui.

« *Il ne faut pas minimiser le poids des identités communautaires à base religieuse* », avance M^{me} Clayer dans son langage de spécialiste. La guerre et la purification ethnique pourraient exacerber ces sentiments identitaires : « *Elles peuvent bouleverser les équilibres et mettre en selle d'autres leaders. Mais, clairement, cette guerre n'est pas une guerre de religions.* »

Xavier Ternisien

Le puzzle des religions



Les vestiges de l'Empire ottoman

- 1389 : bataille de Kosovo. Les armées serbes et bosniaques, dirigées par le prince Lazare et renforcées de contingents valaques et albanois, sont battues par le sultan Murad I^{er}. Début de l'occupation ottomane.
- 1443-1468 : combats de Skenderbeg contre les Ottomans. ● 1453 : le sultan Mehmed II s'empare de Constantinople. Fin de l'Empire byzantin.
- 1557 : rétablissement du patriarcat serbe de Peć par les Ottomans.
- 1690 : grande migration des Serbes vers le Nord et la Voïvodine après une offensive des Autrichiens sur le Kosovo.
- 1756 : suppression du patriarcat de Peć.
- 1778 : création de la Ligue de Prizren, première assemblée de patriotes albanois.
- 1912-1913 : guerres balkaniques.
- 1913 : conférence de Londres, formation de l'Etat albanois.
- 1924 : gouvernement de Fan Noli en Albanie et coup d'Etat de Zog I^{er}, qui deviendra le roi Zog I^{er}.
- 1939 : invasion de l'Albanie par Mussolini.
- 1944 : mise en place du régime de Tito à Belgrade et de celui d'Enver Hodja à Tirana.
- 1967 : le régime d'Enver Hodja proclame officiellement l'athéisme en Albanie. Plus de 2 000 lieux de culte, mosquées, églises orthodoxes et catholiques, sont fermés.
- 1989 : suppression de l'autonomie du Kosovo.
- 1991 : transition démocratique en Albanie.

لذى من الأصل

Kosovo : trois leçons pour la France

par François Heisbourg

Le plus important conflit militaire en Europe depuis 1945 comporte déjà d'importants enseignements pour notre pays.

Dans le domaine strictement militaire, le conflit a confirmé que la « guerre zéro mort » est un concept creux. Certes, la technologie moderne permet de limiter au strict minimum les « dommages collatéraux » : les pertes humaines et matérielles résultant de l'imprécision des frappes militaires. Le progrès est immense. Mais toute guerre étant une opposition paroxysmique de volontés opposées, celle des antagonistes qui paraît incapable de prendre des risques pour imposer sa volonté à ses adversaires – quelle que soit l'efficacité militaire des coups que ce dernier aurait subis.

Dans des situations exceptionnelles (libération du Koweït pendant la guerre du Golfe), cette prise de risques a pu se dérouler à peu de frais. Mais, même dans ce cas, il avait fallu apporter la démonstration à travers une opération terrestre que nous sommes prêts à payer le prix du sang. Si cette leçon est évoquée ici, c'est bien parce qu'elle s'applique aussi à notre pays. Il existe une tendance trop fréquente à associer le mythe du « zéro mort » aux seuls Américains, supposés être particulièrement réticents à exposer la vie de leurs soldats depuis la guerre du Vietnam. Pourtant, avant les derniers développements de la crise du Kosovo, les Européens n'étaient pas davantage prêts à envisager une opération terrestre que les Américains. Et l'opinion américaine n'est pas moins prête que la nôtre à soutenir aujourd'hui une telle intervention.

À ce stade, il sera difficile d'éviter la menace d'une intervention terrestre préparée par les effets militaires des frappes aériennes si l'on souhaite mettre fin en temps utile à une situation humanitaire et stratégique qui dépasse les limites du supportable. Devant le manque de résultats politiques de l'opération aérienne, certains pourraient être tentés par une transaction qui se situerait bien en deçà des accords de Rambouillet avec la partition du Kosovo, dont une fraction deviendrait un ban-

toustan pour albanophones. A ce compte-là, il eût mieux valu n'avoir ni élaboré les accords de Rambouillet, ni procédé aux bombardements. L'échec serait immense pour tous, sauf pour Milošević.

En termes stratégiques, l'affaire du Kosovo ne peut que confirmer notre pays dans sa volonté de pousser les feux dans le domaine de la défense européenne. En effet, si les Européens voulaient monter une opération terrestre de vive force au Kosovo, ils ne pourraient le faire que dans deux hypothèses : soit que les Américains en prennent l'initiative ; soit que les Européens convainquent les Américains d'en prendre la direction.

Là où le bât blesse véritablement, c'est que l'effort budgétaire européen sert à l'entretien de structures de forces surdimensionnées héritées de la guerre froide

Voilà notre marge de manœuvre ! Même dans l'opération aérienne actuelle, la majorité des avions engagés sont américains.

Cette relative faiblesse des Européens décuple moins les limites budgétaires que d'une inadaptation des armées d'Europe continentale à l'après-guerre froide. Certes, l'effort de défense des pays de l'Union européenne n'atteint que 60 % de celui des Américains, mais les Etats-Unis ont des obligations de défense à l'échelle mondiale (notamment en Asie) que nous n'avons pas.

À l'ouïe le bât blesse véritablement, c'est que l'effort budgétaire européen sert à l'entretien de structures de forces surdimensionnées héritées de la guerre froide : dans les pays de l'UE, les armées comptent 1,9 million de personnes alors que les Etats-Unis, avec leurs engagements stratégiques multiples, alignent 1,4 million de militaires. En particulier, trois pays d'Europe continentale (Allemagne, Grèce et Italie) comptent ensemble de l'ordre de 800 000 personnes sous l'uniforme (près de 60 % des effectifs américains).

Mais il ne reste plus, du coup, qu'une misère pour se doter des moyens de projection de force : avec 8 milliards de dollars par an en dépenses d'acquisition de matériel, ces pays sont à 12 % du niveau américain. Cet état de fait doit être corrigé par un effort de convergence des politiques européennes de défense s'appuyant au plan institutionnel sur l'UE en vue d'accroître la capacité européenne de concevoir et de commander des opérations militaires dans les zones d'insécurité concernant directement notre continent. Le Kosovo en fait assurément partie.

Un paradoxe apparaît ici. Pour que la France puisse jouer à plein son rôle de nation-pilote de l'euro-

peins plus que déplaisants a été dénoncé avec justesse dans ces colonnes. Il se trouvera privé de l'un de ses principaux aliments si les Européens montrent qu'ils ont les moyens de projection de force militaire leur permettant de poser différemment les termes du débat stratégique.

Enfin, il convient d'adapter nos initiatives politiques aux exigences stratégiques de l'après-guerre froide. Dans les crises actuelles, la nucléaire, avec ce qu'il implique de concentration de la décision entre les mains du chef des armées, ne joue qu'un rôle périphérique. L'opinion publique et la représentation nationale deviennent des éléments-clés dans la capacité de l'exécutif de conduire des opérations militaires risquées sur la longue période comme au Kosovo aujourd'hui.

Cependant, l'affaire du Rwanda avait déjà montré que certaines décisions n'avaient peut-être pas été prises si une plus grande transparence avait été prévue dans nos institutions. De même, des prises de risques comme celles attenant à une éventuelle opération terrestre dans les Balkans seraient plus aisément soutenables dans la durée si l'opinion, à travers la représentation nationale, se sentait étroitement associée à une décision lourde de conséquences.

Une codification des relations entre l'exécutif et le législatif en matière d'opérations extérieures contribuerait à réduire les risques de dérapage ou de désaffection. Il existe dans ce divers modèles, les uns contraints (ainsi les pouvoirs du Bundestag, en Allemagne), les autres moins (le *War Powers Act* américain de 1973), en sachant qu'il convient de ne pas lier de façon abusive les mains de l'exécutif face à des situations d'urgence absolue.

Il sera temps que l'on passe de solutions ad hoc à des mécanismes institutionnels de consultation ou d'information. Cette évolution exige une révision de notre Constitution. Cela aussi fait partie du processus d'adaptation à la fin de la guerre froide.

François Heisbourg est président du Centre de politique de sécurité de Genève.

Relancer pour les Balkans le pacte de stabilité

Suite de la première page

Si l'on en juge quelques années après, l'effet politique du pacte de stabilité a été important dans toute l'Europe centrale. Il a constitué un signal très puissant à l'égard des pays candidats à l'Union. Ils ont tous compris qu'ils devaient régler leurs problèmes de frontières et prendre en considération les aspirations des minorités.

Certains se sont hâtés de signer des textes qui étaient prêts : Pologne et Lituanie, par exemple. Plusieurs pays qui n'avaient jusque-là commencé aucune discussion ont engagé des négociations, dont certaines ont abouti rapidement : la signature la plus symbolique eut lieu entre la Slovaquie et la Hongrie, le 19 mars 1995, à l'hôtel Matignon.

D'autres ont poursuivi des efforts qui ont abouti plus tard : Hongrie et Roumanie, entre autres, en 1996. Ainsi ont également été favorisées les discussions entre la Russie et les pays baltes, désormais tous liés par des accords de bon voisinage. Ces succès avaient conduit des dirigeants américains à rappeler aux pays candidats à l'entrée dans l'OTAN qu'ils devaient respecter les principes du pacte. Pour les Balkans, en revanche, aucun progrès n'avait pu être réalisé du fait, entre autres, de la situation en Bosnie.

Dans la situation très grave que nous connaissons au Kosovo, le pacte de stabilité peut-il aujourd'hui constituer une solution ? C'est loin d'être sûr. La diplomatie préventive, qui était possible hier dans une Europe centrale et orientale

tale en proie aux tensions mais en paix, est fort différente des méthodes qui requièrent le recours par la Serbie à une violence cruelle contre les musulmans du Kosovo. Hier, l'attraction de l'UE apparaît irrésistible à l'égard de candidats à l'adhésion, animés d'une volonté de transition démocratique et libérale. L'est-elle aujourd'hui autant pour des Etats placés dans une zone de guerre et dirigés par des pouvoirs très inégalement démonstratifs, voire tyranniques, comme c'est le cas de la Serbie ?

Les objections au recours à un pacte de stabilité permettant de normaliser les relations entre la Serbie et le Kosovo ne manquent pas :

– Proposer un tel pacte suffirait-il pour convaincre M. Milošević de respecter les droits des minorités ? Certainement pas. Mais cela contribuerait à l'isoler et, si la Russie y aidait, à composer.

– Faut-il offrir des facilités à des régimes tyranniques ? Non, sauf si ces régimes commencent de façon crédible et irréversible une évolution vers la démocratie dont il est vrai que rien ne la laisse prévoir aujourd'hui.

– L'élargissement de l'Europe, incitation à signer le pacte de stabilité, n'est pas à l'ordre du jour pour les Balkans. Les priorités y sont autres aujourd'hui.

Finalemment, quelles sont les solutions ? Ne rien faire et se résigner à l'inacceptable si les frappes aériennes ne conduisent pas M. Milošević à céder ? Envoyer des troupes au sol dont on voudrait espérer qu'elles parviendront à abattre son régime et qui ne pourraient guère avoir pour mission de protéger les populations du Kosovo en s'y installant pour des années ? Imaginer un règlement négocié avec le régime serbe ?

Il faut explorer une solution nouvelle : un engagement de respect des frontières et des droits des minorités garanti par la présence au sol d'une force militaire internationale d'interposition entre la Serbie et le Kosovo. Si les frappes

aériennes sont efficaces et si la Russie l'accepte, c'est possible. On ne voit pas, en tout cas, quelle autre solution le serait, sauf à spéculer sur un effondrement du régime serbe qu'on ne peut tenir pour assuré.

L'analyse sur laquelle repose l'idée d'un pacte de stabilité demeure valide. Au-delà des différences, la source de toutes les violences est bien la violation des droits des minorités et les volontés antagonistes de modifier les frontières ou de les préserver, en Bosnie hier comme en Serbie aujourd'hui.

L'UE reste, pour les pays d'Europe centrale et orientale, et quoi qu'ils disent, le pôle de stabilité, de richesse et de sécurité vers lequel chacun se sent attiré. Nul mieux que les Etats de l'Union ne peut comprendre cette région si difficile et si proche d'eux.

C'est le moment pour l'Union de fixer un grand objectif à sa politique extérieure et communale, et quoi qu'ils disent, le pôle de stabilité, de richesse et de sécurité vers lequel chacun se sent attiré. Nul mieux que les Etats de l'Union ne peut marquer qu'il y attache une vraie priorité. Comme le pacte de stabilité avait été l'une des premières actions communes du traité de Maastricht, le projet de stabilité pour les Balkans devrait faire l'élément central de la « stratégie commune de l'Union », au sens du traité d'Amsterdam, que les Quinze ont décidé d'élaborer pour les Balkans, lors du sommet de Vienne.

– Un tel projet n'aurait des chances d'aboutir que si, pour l'appuyer, l'Europe concentrerait tous les moyens politiques, économiques et financiers dont elle dispose, pour marquer qu'il y attache une vraie priorité. Comme le pacte de stabilité avait été l'une des premières actions communes du traité de Maastricht, le projet de stabilité pour les Balkans devrait faire l'élément central de la « stratégie commune de l'Union », au sens du traité d'Amsterdam, que les Quinze ont décidé d'élaborer pour les Balkans, lors du sommet de Vienne.

– Un tel projet n'aurait des chances d'aboutir que si, pour l'appuyer, l'Europe concentrerait tous les moyens politiques, économiques et financiers dont elle dispose, pour marquer qu'il y attache une vraie priorité. Comme le pacte de stabilité avait été l'une des premières actions communes du traité de Maastricht, le projet de stabilité pour les Balkans devrait faire l'élément central de la « stratégie commune de l'Union », au sens du traité d'Amsterdam, que les Quinze ont décidé d'élaborer pour les Balkans, lors du sommet de Vienne.

– Un tel projet n'aurait des chances d'aboutir que si, pour l'appuyer, l'Europe concentrerait tous les moyens politiques, économiques et financiers dont elle dispose, pour marquer qu'il y attache une vraie priorité. Comme le pacte de stabilité avait été l'une des premières actions communes du traité de Maastricht, le projet de stabilité pour les Balkans devrait faire l'élément central de la « stratégie commune de l'Union », au sens du traité d'Amsterdam, que les Quinze ont décidé d'élaborer pour les Balkans, lors du sommet de Vienne.

– Un tel projet n'aurait des chances d'aboutir que si, pour l'appuyer, l'Europe concentrerait tous les moyens politiques, économiques et financiers dont elle dispose, pour marquer qu'il y attache une vraie priorité. Comme le pacte de stabilité avait été l'une des premières actions communes du traité de Maastricht, le projet de stabilité pour les Balkans devrait faire l'élément central de la « stratégie commune de l'Union », au sens du traité d'Amsterdam, que les Quinze ont décidé d'élaborer pour les Balkans, lors du sommet de Vienne.

– Un tel projet n'aurait des chances d'aboutir que si, pour l'appuyer, l'Europe concentrerait tous les moyens politiques, économiques et financiers dont elle dispose, pour marquer qu'il y attache une vraie priorité. Comme le pacte de stabilité avait été l'une des premières actions communes du traité de Maastricht, le projet de stabilité pour les Balkans devrait faire l'élément central de la « stratégie commune de l'Union », au sens du traité d'Amsterdam, que les Quinze ont décidé d'élaborer pour les Balkans, lors du sommet de Vienne.

– Un tel projet n'aurait des chances d'aboutir que si, pour l'appuyer, l'Europe concentrerait tous les moyens politiques, économiques et financiers dont elle dispose, pour marquer qu'il y attache une vraie priorité. Comme le pacte de stabilité avait été l'une des premières actions communes du traité de Maastricht, le projet de stabilité pour les Balkans devrait faire l'élément central de la « stratégie commune de l'Union », au sens du traité d'Amsterdam, que les Quinze ont décidé d'élaborer pour les Balkans, lors du sommet de Vienne.

– Un tel projet n'aurait des chances d'aboutir que si, pour l'appuyer, l'Europe concentrerait tous les moyens politiques, économiques et financiers dont elle dispose, pour marquer qu'il y attache une vraie priorité. Comme le pacte de stabilité avait été l'une des premières actions communes du traité de Maastricht, le projet de stabilité pour les Balkans devrait faire l'élément central de la « stratégie commune de l'Union », au sens du traité d'Amsterdam, que les Quinze ont décidé d'élaborer pour les Balkans, lors du sommet de Vienne.

L'absurde préférence

par Georges Guille-Escuret

ENTRÉ autres motifs d'alarme, le nouveau drame yougoslave est en train de confirmer la nuée des initiatives qui annoncent sa volonté et les massacres improvisés par des généraux de bordage précédent l'organisation des convois de déportation. La solidarité entre les deux niveaux est d'autant plus stable qu'elle ne dépend pas d'une obéissance stricte de l'un à l'autre.

Deux guerres se sont alors superposées en demeurant à distance : la première confronte des Etats et prétend répondre à la seconde qui résulte justement de la dégénérescence d'un Etat. Voici quelques jours, un réfugié arrivant du Kosovo a relevé l'absurdité des bombardements jetés sur des chars d'assaut et des batteries de DCA pendant que les assassins viennent faire leur besogne avec des coups de feu et des mitrailleuses. Contraste saisissant entre une violence horizontale et une réplique qui vient de haut mais qui punit seulement par ricochet.

L'exercice de la démocratie se réduit au rôle du chœur dans les tragédies antiques : soutenir Jason ou Médée, Clinton ou Milosevic, le missile céleste ou la mort à bout portant

Les phénomènes sont manifestement séparés : critiquer l'un ne devrait pas revenir à se compromettre avec l'autre. La crédibilité de l'alternative résulte de l'absence d'une autre voie, moyennant le deuil silencieux d'un constat d'échec. Rares sont les voix qui s'élèvent pour regretter le manque d'une réflexion efficace qui aurait pu concevoir différemment le problème, tant sur le plan de son analyse sociologique que sur celui des moyens de pression destinés à le contenir. L'horreur du Kosovo est impuissante à l'indifférence, l'aboulie et l'abandon des ambitions tatonnantes chez les Occidentaux qu'à une barbarie des Serbes.

En France, par exemple, on ne croit plus à l'utilité des sciences sociales à la vraisemblance de messages qui associeraient histoire, géographie, démographie et ethnologie. Inversement, ces disciplines ne sont pas pressées de faire entendre leurs points de vue dans des débats brillants, ayant trop appris que personne ne leur en serait reconnaissant. Il est assurément plus confortable de déclarer que Serbes, Croates, Hutsus et Tutsis ne sont pas d'authentiques ethnies pour se débarrasser de la responsabilité d'un avis. Par ailleurs, il ne manque pas d'intellectuels mieux habitués à la fréquentation des médias sachant bricoler un discours attractif et sans danger en une minute d'antenne.

L'action réflechie demande du temps. Ne peut mettre en chantier maintenant une structure capable d'organiser la documentation et l'analyse au service du plus grand nombre serait une nouvelle défaite qui nous condurrait tous à subir la nécessité d'un choix à venir entre des « réflexes » politiques dont la logique et la nocivité sont rodées depuis longtemps. Tant que l'information donnée par les sciences sociales à la presse et celle délivrée par la presse au public resteront aussi chaotiques, sporadiques, lacunaires, dispersées et improvisées, l'exercice de la démocratie se réduira au rôle du chœur dans les tragédies antiques : soutenir Jason ou Médée, Clinton ou Milosevic, le missile céleste ou la mort à bout portant.

Georges Guille-Escuret est chargé de recherches en sciences sociales au CNRS.

Edouard Balladur

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-21-21. Téléc. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Un printemps algérien ?

Le jeudi 15 avril, les Algériens élisent leur président. Dans un pays meurtri par dix ans de guerre civile, la campagne des sept candidats en lice s'est tenue dans un climat de liberté exceptionnel : toutes les composantes de la société algérienne ont pu s'exprimer sans entraves. Certains candidats, à l'image de Hocine Aït Ahmed, l'un des derniers chefs survivants de la guerre d'indépendance, ne se sont pas privés de sévèrement critiquer la tutelle de la hiérarchie militaire sur le pays. A la télévision, dans les réunions publiques, chacun des sept candidats a défendu son programme, et proposé sa solution pour sortir le pays de la crise. Les citoyens algériens peuvent se déterminer en toute connaissance de cause.

Ce climat de liberté est à l'honneur de l'Algérie. Le *Monde* l'affirme volontiers, alors même qu'il est toujours traité en paria par les autorités algériennes : non seulement, comme l'ensemble de la presse occidentale, il n'est pas diffusé en Algérie, mais, de plus, il n'a pas reçu de visa pour couvrir ce scrutin. Tous les « présidentialisables » se sont déclarés en faveur d'une réconciliation nationale. C'est un signe de maturité politique. Mais il ne faudrait pas que ce vent de liberté retombe et que l'espoir né de la campagne électorale soit confisqué une nouvelle fois par l'armée au profit d'un candidat. Ce serait prendre le risque de déclencher une réaction populaire incontrôlée.

Alors que les opérations de guerre ont commencé à l'étranger, dans les régions nomades du pays et chez les militaires, six des candidats portent toutefois des accusations de fraude. Il faut annuler le scrutin dans ces bureaux, disent-ils. A l'appui de leur demande, ils font planer la menace d'un retrait collectif de leurs candidatures. Dans ce cas, l'ancien ministre des affaires étrangères, *Abdelaziz Bouteflika*, présenté, à tort selon lui, comme « le candidat du pouvoir » resterait seul en course.

Il serait élu mais mal élu. S'il est difficile de juger de la réalité et de l'ampleur de la fraude, l'histoire de l'Algérie incite à ne pas prendre à la légère ces soupçons. Qu'il s'agisse des élections législatives de juin 1997 ou des élections locales d'octobre 1997, sans remonter plus avant, tous les scrutins récents ont été entachés d'irrégularités graves dénoncées d'ailleurs par une commission d'enquête parlementaire.

Trop occupés sans doute à gérer la crise yougoslave, les pays occidentaux n'ont pas donné l'impression de s'intéresser beaucoup à l'élection algérienne. Un candidat avait réclamé la présence d'observateurs internationaux pour le scrutin de jeudi. Les pays européens - et la France en particulier - n'ont pas cru bon de relayer sa demande. Ils ont eu tort. Si d'aventure, l'élection présidentielle est truquée, l'espoir du peuple algérien d'inventer enfin librement un avenir de paix aura été déçu.

Les nouveaux membres de l'OTAN à rude épreuve

L'OTAN était simple et tentante. Si la Pologne, la Hongrie et la République tchèque ont été invitées à adhérer à l'OTAN le 12 mars, c'était pour que ces trois pays puissent participer en tant que membres actifs aux grandes cérémonies du cinquantième anniversaire de l'alliance atlantique, le 23 avril. Le résultat, imprévu de tous, a été tout autre. A peine admis au sein d'une alliance défensive censée répondre à leur très profond besoin de sécurité, ils se sont trouvés immédiatement entraînés, ne serait-ce que moralement, dans la première action offensive menée par les alliés en Europe depuis un demi-siècle. Et cela, de l'avis à peu près général, en violation des règles juridiques de l'Alliance elle-même, sans parler même des principes des Nations unies.

Les nouveaux membres ont-ils été « trompés sur la marchandise » ? Aurait-il, si les bombardements de la Serbie avaient été déclenchés avant et non après leur adhésion, renoncé à se retrouver en si belle compagnie ? Le comportement de leurs dirigeants, la réaction de leurs opinions publiques laissent penser que non. Sans doute ne participeront-ils pas directement aux opérations. Ils sont néanmoins associés aux déli-

berations de Bruxelles et portent la responsabilité des actions militaires de l'Alliance, dont ils sont désormais membres de plein droit. Et, face à ce que le premier ministre polonais, Jerzy Buzek, a appelé « une dure épreuve », ces « nouveaux » font preuve d'un assez remarquable sang-froid.

La Hongrie, voisine de la Serbie, naturellement préoccupée par les conséquences de son attitude sur le sort de la minorité hongroise de Voïvodine, n'en a pas moins ouvert son espace aérien et ses bases aux opérations de l'alliance. Le premier ministre, Victor Orban, est allé jusqu'à déclarer que « non seulement les armes, mais aussi la justice historique et humaine étaient du côté de l'OTAN ». La République tchèque s'est montrée moins convaincue : elle est le seul des trois pays où, dans un premier temps au moins, il y avait nettement plus de gens hostiles aux opérations contre la Serbie que favorables, mais la proportion est en train de s'inverser. Et la position très réservée du premier ministre, Miloš Zeman, ou de l'ancien premier ministre, Václav Klaus, a été en quelque sorte compensée par l'attitude extrêmement ferme du président Václav Havel.

En Pologne, les choses sont plus claires, et la dénonciation des opé-

rations de l'OTAN limitée aux franges marginales du spectre politique : une petite partie des ex-communistes d'un côté, et certains milieux de droite radicale de l'autre, sans compter un Parti paysan qui semble à la dérive. Mais aussi bien le gouvernement de centre droit que le président « postcommuniste » et les dirigeants de son parti, le Parti social-démocrate (SDRP), ont approuvé haut et clair les frappes contre la Serbie, présentées en général comme une sorte de mal nécessaire pour prévenir un plus grand mal. Dans les commentaires de la presse, les précédentes historiques sont tout naturellement invoquées.

« La politique d'apaisement à l'égard de dirigeants animés de la folie des grandeurs et d'une foi dans la mission de leur peuple ne mène à rien », écrit le quotidien *Europospolis*, et personne ne sait mieux que les Polonais que l'histoire et l'indifférence de l'Occident ont laissé l'Asie à la merci de Hitler et de Staline. »

LE PRIX DE LA COTISATION

Un autre « commentateur », d'un genre particulier, fait certes entendre une musique un peu différente : Lech Wałęsa, désormais en marge - un peu contre son gré - de la politique active, rappelle son hostilité fondamentale à la guerre comme solution aux problèmes, se pose des questions sur les fondements juridiques de l'opération, et se référant à l'attitude du pape, exprime son scepticisme sur l'efficacité des deux bombardements. Mais, invité d'honneur au cinquantième anniversaire de l'OTAN, M. Wałęsa n'en pose moins un principe clair : « Évidemment, en tant que membre tout frais élu de l'Alliance, nous devons être solidaires de ses décisions, payer le prix de la cotisation au club, même si c'est amer et coûteux. »

Faute de participer activement aux opérations militaires, les nouveaux membres s'engagent sur le plan humanitaire. Les Tchèques ont envoyé un hôpital de campagne ; un avion gouvernemental polonais fait la navette pour acheter des vivres et des secours achetés avec des fonds publics, tandis que des collectes de dons privés sont organisées à grande échelle et que les autorités de Varsovie se préparent à accueillir des réfugiés ; la Hongrie, où arrivent les Serbes qui veulent s'éloigner des bombardements, se dit prête à accueillir « tous les réfugiés », sans instaurer de quotas.

Ce calme et cette résolution affichés ne doivent pas dissimuler une autre réalité. L'opération à laquelle les nouveaux membres de l'OTAN sont, au moins moralement, associés complit leurs « premiers pas » au sein de l'Alliance. D'abord, elle contredit un des axiomes de la diplomatie de ces trois pays : à savoir que l'adhésion à l'Alliance atlantique allait, paradoxalement, faciliter leurs relations avec la Russie. L'appar-

Jan Krauze

Les gens par Kerleroux

APRÈS
PLUSIEURS
TENTATIVES
POUR DEVENIR
SPORTIF DE
HAUT NIVEAU
J'A FINALEMENT
OPTÉ POUR
SOUTENIR
DE TRÈS TRÈS
BAS NIVEAU



Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directrice : Jean-Marie Colombani, Directeur général adjoint : Noël-Jean Bérenger, directeur général adjoint :
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeur adjoint de la rédaction : Thomas Fourcade, Pierre Gozguez, Jean-Louis Lhermitte
Directeur adjoint de la rédaction : Jean-Pierre Royer
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourcade
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Edwy Plenel
Rédacteur en chef adjoint : Jean Chadoeuf
Rédacteur en chef adjoint : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1966), Jacques Lhermitte (1966-1972),
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Eric Auer
Mouvement : Robert Sénèque
Directeur éditorial : Eric Faloux ; directeur adjoint : Anne Chadoeuf
Conseiller de la direction : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1966), Jacques Lhermitte (1966-1972),
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Eric Auer
Mouvement : Robert Sénèque
Directeur éditorial : Eric Faloux ; directeur adjoint : Anne Chadoeuf
Conseiller de la direction : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1966), Jacques Lhermitte (1966-1972),
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Eric Auer
Mouvement : Robert Sénèque
Directeur éditorial : Eric Faloux ; directeur adjoint : Anne Chadoeuf
Conseiller de la direction : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1966), Jacques Lhermitte (1966-1972),
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Eric Auer
Mouvement : Robert Sénèque
Directeur éditorial : Eric Faloux ; directeur adjoint : Anne Chadoeuf
Conseiller de la direction : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1966), Jacques Lhermitte (1966-1972),
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Eric Auer
Mouvement : Robert Sénèque
Directeur éditorial : Eric Faloux ; directeur adjoint : Anne Chadoeuf
Conseiller de la direction : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1966), Jacques Lhermitte (1966-1972),
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Eric Auer
Mouvement : Robert Sénèque
Directeur éditorial : Eric Faloux ; directeur adjoint : Anne Chadoeuf
Conseiller de la direction : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1966), Jacques Lhermitte (1966-1972),
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Eric Auer
Mouvement : Robert Sénèque
Directeur éditorial : Eric Faloux ; directeur adjoint : Anne Chadoeuf
Conseiller de la direction : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1966), Jacques Lhermitte (1966-1972),
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Eric Auer
Mouvement : Robert Sénèque
Directeur éditorial : Eric Faloux ; directeur adjoint : Anne Chadoeuf
Conseiller de la direction : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1966), Jacques Lhermitte (1966-1972),
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Eric Auer
Mouvement : Robert Sénèque
Directeur éditorial : Eric Faloux ; directeur adjoint : Anne Chadoeuf
Conseiller de la direction : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1966), Jacques Lhermitte (1966-1972),
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Eric Auer
Mouvement : Robert Sénèque
Directeur éditorial : Eric Faloux ; directeur adjoint : Anne Chadoeuf
Conseiller de la direction : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1966), Jacques Lhermitte (1966-1972),
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Eric Auer
Mouvement : Robert Sénèque
Directeur éditorial : Eric Faloux ; directeur adjoint : Anne Chadoeuf
Conseiller de la direction : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1966), Jacques Lhermitte (1966-1972),
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Eric Auer
Mouvement : Robert Sénèque
Directeur éditorial : Eric Faloux ; directeur adjoint : Anne Chadoeuf
Conseiller de la direction : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1966), Jacques Lhermitte (1966-1972),
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Eric Auer
Mouvement : Robert Sénèque
Directeur éditorial : Eric Faloux ; directeur adjoint : Anne Chadoeuf
Conseiller de la direction : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1966), Jacques Lhermitte (1966-1972),
Rédacteur en chef : Alain Fourcade
Rédacteur en chef adjoint : Eric Auer
Mouvement : Robert Sénèque
Directeur éditorial : Eric Faloux ; directeur adjoint : Anne Chadoeuf
Conseiller de la direction : Alain Fourcade, Amélie de l'Amour, Rédacteur international : Daniel Verner ;
Rédacteur adjoint : Sébastien Bérenger
Conseil de surveillance : Alain Fourcade, président : Michel Tremblay, vice-président :
Anciens directeurs : Hubert Tointe-Mey (1941-1944), Jacques Fourcade (1949-1952),
André Lhermitte (1952-1955), André Fourcade (1955-1958), Jacques Lhermitte (1958-1962),
Jacques Baud-Houré (1962-1964), Jacques Sanguin (1964-1

Contradictions hi... -

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999

19

INFORMATIQUE

Le monopole technologique d'Intel est ébréché. Deux nouveaux venus, AMD et Cyrix (groupe National Semiconductor), ont réussi leur percée sur le marché des

microprocesseurs. ● LEUR SUCCÈS a atteint des limites car AMD et Cyrix ont gagné des parts de marché au détriment de leur santé financière. ● LE NUMÉRO UN mondial, Intel, a dû

s'engager dans une guerre des prix ravageuse pour défendre ses positions. ● CETTE REDISTRIBUTION des parts de marché au détriment de leur santé financière. ● LE NUMÉRO UN mondial, Intel, a dû

puces à bas prix lancées par AMD et Cyrix ont donné naissance aux ordinateurs à moins de 1 000 dollars. ● POUR LES CONSTRUCTEURS d'ordinateurs personnels, il s'agit de

s'adapter à cette nouvelle donne. Compaq, que la Bourse vient de sanctionner pour avoir revu ses perspectives à la baisse, en a fait les frais. Et cherche son salut du côté d'Internet.

La suprématie d'Intel dans les microprocesseurs n'est plus absolue

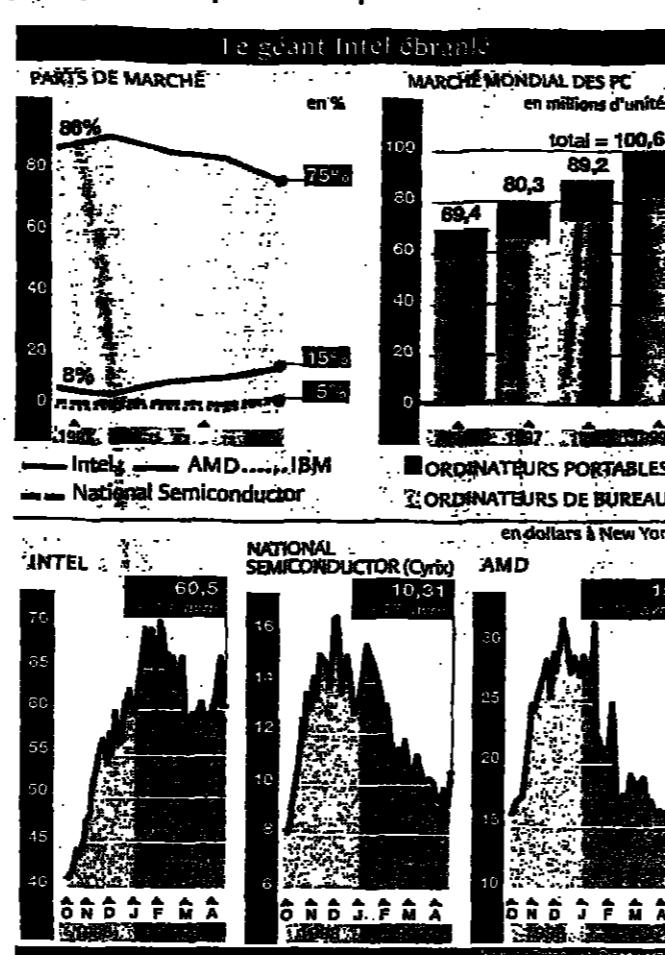
Deux concurrents, AMD et Cyrix-National Semiconductor, ont remis en cause le monopole technologique du numéro un

La guerre des prix qui leur a permis de percer limite la rentabilité du secteur et transforme le marché des ordinateurs personnels

INTEL EST-IL devenu vulnérable ? Pour la première fois de son histoire, le premier fabricant mondial de microprocesseurs - les « cerveaux » électroniques des ordinateurs - se fait voler la première place sur le marché de détail américain par son rival de Sunnyvale, Advanced Micro Devices (AMD). Avec 43,9 % de parts de marché en janvier et 51,4 % en février, selon PC Data, AMD fait trébucher son grand rival, qui doit désormais se contenter d'une part de 38,3 %, contre 68,8 % un an plus tôt. Cyrix, filiale de National Semiconductor, qui l'a racheté en 1997, a réussi à prendre 10 %.

Certes, le marché de détail ne représente que 10 % des ventes de matériel informatique aux Etats-Unis, car les consommateurs préfèrent acheter sur Internet ou auprès d'intégrateurs de systèmes (ordinateurs sur mesure). Mais la suprématie d'Intel est bel et bien entamée. Datalogix estime que sa part du marché mondial n'est plus que de 75 % sur le dernier trimestre 1998, contre 89 % au début de l'année.

En 1998, AMD avait choisi de mener l'offensive sur les ordinateurs à moins de 1 000 dollars, en lançant son microprocesseur K6 à l'assaut du Pentium II d'Intel, à un prix près de trois fois moins élevé. Pour répliquer, Intel a développé, en 1998, son propre microprocesseur à bas prix, le Celeron. « C'est la première fois que les consommateurs et la communauté financière voyaient Intel lancer un produit moins performant », rappelle Rob Eckelmann, directeur général d'Intel pour l'Europe. Et il a fallu du



étés ramené à 6,1 milliards de dollars, contre 6,9 milliards un an plus tôt. Andrew Grove, président et cofondateur d'Intel, et Craig Barrett, le PDG, ont vu leurs bonus se réduire de plusieurs centaines de millions de dollars. Au premier trimestre 1999, la firme de Santa Clara a annoncé, mardi 13 avril, un bénéfice de 2 milliards de dollars, en hausse de 39 %. Mais la communauté financière n'a été qu'à moitié rassurée, une partie de cette amélioration provenant de cessions d'actifs. Quant à la progression des ventes, elle est moins forte que prévu, et semble confirmer le ralentissement du marché des PC déjà évoqué par Compaq. A l'annonce de ce résultat, le titre Intel, en baisse depuis janvier, a encore perdu 5 %.

AMD LICENCE

Moins puissants, les concurrents d'Intel souffrent encore plus. AMD a payé son offensive d'un effondrement de son résultat, accusant une perte de 104 millions de dollars en 1998 malgré des ventes en forte hausse. Il vient d'avouer que son résultat au premier trimestre serait inférieur aux prévisions, compte tenu de livraisons moins importantes que prévu et d'une forte concurrence sur les prix. AMD avait, en outre, annoncé début mars le licenciement de 300 personnes et des provisions établies sur les deux premiers trimestres. Le marché n'a pas apprécié : le titre AMD a perdu la moitié de sa valeur depuis le début de l'année. Et certains analystes se demandent si la société, entièrement dépendante de son

activité de microprocesseurs, ne pourra pas devenir une cible pour les constructeurs d'ordinateurs à moins de 1 000 dollars. Grâce à ce nouveau produit, Intel espère une meilleure année sur le plan financier. Sauf si AMD s'attaque aussi à ce segment du marché. Selon le *Wall Street Journal Interactive*, AMD s'apprête à lancer un microprocesseur K6-III, plus puissant que le Pentium III.

PROCS AVANT

Sur le haut de gamme des serveurs, des stations de travail et des infrastructures Internet, Intel bénéficie d'un environnement concurrentiel beaucoup moins agressif, notamment de la part de Sun Microsystems, et réalise des marges substantielles avec son processeur Pentium III Xeon.

Brénié par la concurrence, sans être réellement menacé, Intel sait qu'il conservera son leadership grâce au rythme de ses innovations technologiques. En vendant ses puces les plus puissantes avec des marges importantes, il pourra épouser ses concurrents, qui s'attaqueront sur les segments moins technologiques, et de moins en moins rentables.

« Notre part de marché ne constitue pas un objectif en soi », explique M. Eckelmann. D'autant que ces petites concessions faites à la concurrence ont probablement permis à Intel d'éviter de justesse, au mois de mars, un procès antitrust similaire à celui que le département de la justice américaine a intenté à Microsoft.

Christophe Jakubyszyn

Un tournant pour la micro-informatique

HOUSTON

de notre envoyé spécial
Pourra-t-on encore gagner de l'argent en fabriquant des micro-ordinateurs ? Depuis la révision en

ANALYSE

La guerre des prix dans les PC freine la croissance des entreprises

baisse des prévisions de Compaq, numéro un mondial des ordinateurs personnels, la question est posée au grand jour. Le modèle économique sur lequel Compaq a bâti son succès paraît d'un coup obsolète. Il ne suffit plus, désormais, au constructeur de Houston, d'être le premier fournisseur de PC, avec des volumes de ventes qui compensent des coûts de développement et des dépenses marketing élevées. Voilà ce que la Bourse a voulu faire comprendre aux dirigeants de la société en infligeant un plongeon de 20 % à l'action Compaq (*Le Monde* du 13 avril).

Le management du groupe a mis en avant la moindre croissance du marché informatique et la guerre des prix entre constructeurs informatiques pour expliquer ce rebondissement. Les résultats d'Intel, dont les ventes ont progressé moins vite que prévu au cours des trois premiers mois de l'année, semblent d'ailleurs confirmer cette explication.

Elle n'est peut-être pas la seule. Le décollage d'Internet a donné le signal du départ à une nouvelle étape de démocratisation de l'informatique. Aujourd'hui, il suffit de moins de 500 dollars aux Etats-Unis et de moins de 4 000 francs en France pour acquérir un PC multimédia et surfer sur le Web. Et certains fournisseurs d'accès à Internet se proposent de subventionner une partie du coût d'acquisition de la machine pour gagner de nouveaux clients.

L'ordinateur devient, de ce fait, un bien de grande consommation, vendu en grande surface. Celles-ci proposent de plus en plus, comme produits d'appel, des ordinateurs

sans manque, assemblés par des petits constructeurs à partir d'un micro-processeur, d'un écran, de circuits imprimés et d'un modem.

Pire pour les constructeurs traditionnels : les entreprises, qui représentent 40 % de leurs ventes et une grosse part de leurs profits, commentent elles aussi à réclamer des ordinateurs à moins de 1 000 dollars. Conséquence : le marché des ordinateurs personnels, qui devait encore croître de plus de 14 % cette année pour atteindre 103 millions d'unités, selon IDC, n'augmentera que d'un peu plus de 4 % en valeur.

DISTRIBUTION PARALLELE

Certains constructeurs ont anticipé en inventant de nouveaux modèles économiques pour baisser leurs coûts. Le rival texan de Compaq, Dell Computer, a été développé en vendant directement ses machines sur Internet. Il a vite été imité par des revendeurs et des constructeurs comme Gateway, et même Compaq, qui a récemment mis en service un réseau de distribution parallèle sur son site web, au grand dam de ses revendeurs traditionnels. Au total, ce nouveau circuit de vente représente désormais 30 % du marché des PC.

Le numéro un mondial de l'informatique, l'américain IBM a quant à lui lancé sa division professionnelle tournée vers Internet - il y a deux ans. L'ensemble des entreprises mondiales devront en effet, pour rester compétitives, établir des rapports directs, via Internet, avec leurs fournisseurs, leurs partenaires et leurs clients. IBM réalise désormais plus des deux tiers de son activité dans le domaine des services, ce qui lui a notamment permis de compenser le milliard de dollars perdu en 1998 sur la vente d'ordinateurs personnels.

Mardi 13 avril, le PDG de Compaq, Eckhard Pfeiffer, a montré qu'il a compris la leçon et lancé un clin d'œil appuyé en direction de son grand concurrent : sa nouvelle stratégie a pour nom « non-stop e-business ». Qui dit mieux ? Une fois digérée l'absorption de Digital

Equipment, acquise en juin 1998, Compaq devrait être en mesure d'offrir l'ensemble des matériels et des services Internet, promet son PDG.

L'avenir, on le voit, est loin d'être bouché. Simplement, les constructeurs sont à nouveau contraints d'adapter à un marché et à des technologies évoluant à toute vitesse. Compaq, dans les années 80, mordait les mollets d'IBM. D'autres, dont Digital Equipment, sont morts pour avoir raté la révolution de la micro. Aujourd'hui au sommet, c'est au tour de Compaq de mettre sa capacité d'adaptation à l'épreuve, devant la montée en puissance de rivaux du PC classique : webTV, téléphones portables et téléviseurs numériques sont, déjà, autant de moyens d'accéder à Internet.

C. J.

Fujio Cho remplace Hiroshi Okuda à la présidence de Toyota

TOKYO

correspondance

Quatre ans après sa nomination à la présidence de Toyota, Hiroshi Okuda, 66 ans, a annoncé, mardi 13 avril, qu'il pris le virage de l'e-business - l'informatique professionnelle tournée vers Internet - il y a deux ans. L'ensemble des entreprises mondiales devront en effet, pour rester compétitives, établir des rapports directs, via Internet, avec leurs fournisseurs, leurs partenaires et leurs clients. IBM réalise désormais plus des deux tiers de son activité dans le domaine des services, ce qui lui a notamment permis de compenser le milliard de dollars perdu en 1998 sur la vente d'ordinateurs personnels.

Principal architecte de la rationalisation du groupe, sa diversification dans les télécommunications et d'une accélération de son expansion à l'international, M. Okuda est appelé toutefois à garder une influence significative sur les destinées du géant automobile.

bile japonais, puisqu'il devrait être appelé à présider la structure de holding que Toyota pourra mettre en place dès 2000. Le changement de président devait coïncider avec cet événement, mais le retard pris par les législateurs japonais pour finaliser les lois autorisant cette forme de gestion a obligé Toyota à repousser l'échéance à l'an prochain.

SURCAPACITÉS

Dans les entreprises japonaises, le poste de chairman a davantage une valeur honorifique. En revanche, la structure de holding pourra redonner à M. Okuda les pouvoirs, selon les normes anglo-saxonnes, d'un CEO (chief executive officer). Il deviendra chairman, à la place de Shochiro Toyoda, promu chairman honoraire.

Principal architecte de la rationalisation du groupe, sa diversification dans les télécommunications et d'une accélération de son expansion à l'international, M. Okuda est appelé toutefois à garder une influence significative sur les destinées du géant automobile.

dans les télécommunications. Détruit comme plus réservé que son prédécesseur, M. Cho a notamment été lourd pour ses initiatives et son rôle modérateur lors des négociations automobiles entre le Japon et les Etats-Unis.

Le nouveau président de Toyota arrive alors que le constructeur est épaulé par la récession : selon les estimations, sa production domestique aura chuté de 9,6 % en 1998, tandis que ses ventes ont plongé de 14,7 %. Le premier constructeur nippon est certes performant et devrait engranger des bénéfices élevés pour l'année fiscale qui vient de s'achever. Il n'en est pas moins encombré par des surcapacités significatives sur le marché japonais, où il multiplie les modèles et les plates-formes. La firme a donc accéléré depuis quelques mois la rationalisation de son outil de gestion. Les lignes de production sont regroupées et les dépenses drastiquement réduites, comme pour l'approvisionnement de la Vitz, introduite en janvier au Japon (et jumelle de la Yaris euro-

pénne, qui sera fabriquée à Valencia à partir de 2001) dont les coûts ont été abaissés de 30 % à 40 % par rapport au modèle précédent, la Starlet. Pour ce faire, les ingénieurs de Toyota ont dû se résoudre à acheter chez un équivalent l'une des pièces principales du moteur.

Dans le même temps, les observateurs notent que Toyota est paradoxalement en train de renforcer les liens avec son keiretsu, sa maison mère, dans un mouvement qui semble contraire à la tendance générale des grandes entreprises nipponnes. Certains analystes y reconnaissent l'influence « traditionnelle » de la famille Toyoda, opposée à la conception d'un capitalisme plus ouvert telle qu'elle est en train de se répandre - certes par nécessité - au Japon. M. Cho a d'ailleurs racheté lors de la conférence de presse qui s'est tenue hier à Nagoya que Toyota n'avait aucun projet d'alliance avec qui que ce soit.

Brice Pedroletti

مذا عن الأصل

Les producteurs d'énergie tiraillés entre urgence économique et exigence écologique

Les électriciens émettent 40 % des gaz à effet de serre

Flambées des cours du pétrole, restructuration des industries de l'énergie, ouverture du marché européen de l'électricité à la concurrence... en

quelques mois, le paysage s'est profondément modifié. Son évolution est portée par les progrès technologiques et la baisse des coûts. La

protection de l'environnement et la réduction des rejets de gaz à effets de serre deviennent une priorité.

DANS UN MONDE énergétique en pleine restructuration, les études et les débats se multiplient depuis quelques mois sur l'avenir des diverses sources d'énergie, qu'elles soient fossiles, nucléaires ou renouvelables (hydroélectricité, solaire ou biomasse). Au siège de l'Unesco, à Paris, les 14 et 15 avril, quelque 600 personnes (experts, industriels et hommes politiques), réunies par l'ADAPES, Association des amis de Passages, sous la direction d'Emile Malet (rédacteur en chef de la revue *Passages*), devaient débattre de « l'énergie au XXI siècle, perspectives et considérations éthiques ».

Ces forums ont en tolle de fond différents scénarios prospectifs, comme ceux du Conseil mondial de l'énergie. Selon cette organisation, non politique, regroupant des représentants d'entreprises et d'organisations professionnelles de cent pays, la consommation mondiale passera de 9 milliards de tonnes équivalent pétrole (TEP) enregistrées au début de la décennie à 11 ou 15 milliards de TEP en 2020. Les combustibles fossiles, charbon, gaz et pétrole, resteront dominants, représentant plus des trois quarts de l'approvisionnement, le reste étant réparti entre les énergies renouvelables et la nucléaire.

En ouverture des débats, François Roussely, président d'EDF, exposait les enjeux sous forme d'interrogation : « Comment répondre aux immenses besoins d'une humanité dont la grande majorité est encore dans le dénuement, sans polluer l'environnement, sans déséquilibrer la biosphère de manière durable ? Comment concilier l'urgence économique et sociale avec l'exigence écologique ? »

M. Roussely rappelait que la de-

mande énergétique des pays en développement croît au moins deux fois plus vite que celle des pays développés, en raison de la croissance démographique : « Avant la moitié du XXI siècle de façon sûre, la majorité des consommations énergétiques dans le monde auront lieu dans ces pays. »

Cependant, les électriciens mondiaux sont confrontés au problème du rejet dans l'atmosphère du dioxyde de carbone (CO₂). La production de courant étant essentiellement d'origine fossile, elle représente 40 % des émissions de gaz à effet de serre.

Révolution technologique

Pour répondre à la demande, le patron d'EDF pousse la recherche des « meilleures réponses techniques industrielles » selon les cas. Cependant, « la ressource qui manque le plus, est la ressource financière. Aucune entreprise énergétique, même animée des meilleures intentions, ne peut investir dans des projets de développement sans espoir de retour ». Tout dépend donc des in-

tages financiers proposés par les pays d'accueil et des efforts des organismes de financement internationaux.

De son côté, Jean-Pierre Hauet, vice-président d'Alstom, insistait sur les progrès technologiques « accomplis ces dernières années dans de nombreuses filières qui étaient jusqu'à présent en limite de rentabilité ou de flotabilité ». Dans le domaine pétrolier, ces évolutions sont en partie responsables du contrechoc de 1998, selon Pierre Terzian, directeur de la revue *Pétrostratégies*. Présentée comme « inéluctable », ce contrechoc « résultait d'une explosion de l'offre, elle-même due à la révolution technologique des quinze dernières années et, dans une moindre mesure, à l'ouverture aux compagnies pétrolières étrangères de provinces qui leur étaient naguère fermées ». Ces mutations ont entraîné des réductions de coûts qui devraient contribuer à atténuer l'ampleur possible des fluctuations des cours. « L'horizon pétrolier paraît jalonné de « collines »

et non plus de « montagnes russes ».

Promoteur des énergies renouvelables, Benjamin Dessus, directeur d'Ecodev au CNRS, soulignait les quatre risques pour l'avenir : « le réchauffement climatique engendré par le renforcement de l'effet de serre, la raréfaction et l'épuisement des énergies fossiles, les dangers associés au nucléaire, en particulier concernant les déchets, et ceux liés à la dégradation des sols en cas d'usage intensif de la biomasse ».

Responsabilité éthique

Partisans et adversaires du nucléaire devaient s'offrir quelques passes d'armes. Soucieux de dépasser le débat, Jean-Daniel Levé, directeur général de Framatome, évoquait « une technique de production d'électricité » et non « un choix de société ». A côté du nucléaire - mode de production centralisé -, les progrès ont rendu compétitives d'autres productions plus souples, comme la cogénération et les turbines à gaz à cycle combiné. « Dans le futur cohabiteront ces deux modes, de même que dans le secteur des télécommunications cohabiteront définitivement les systèmes centralisés fondés sur les grands réseaux commutés, et des systèmes fondés sur des constellations de satellites ».

Déplaçant le débat, Axel Berg, député allemand du SPD, qualifiait l'énergie nucléaire « d'injuste » et « d'antidémocratique », contrairement aux énergies renouvelables, respectueuses de l'environnement, sûres et créatrices d'emplois. « Changer de politique énergétique au XXI siècle est la responsabilité économique et éthique que nous devons assumer », affirme-t-il pour rappeler le désir de son gouvernement de sortir du nucléaire.

Dominique Gallois

Le supermarché londonien de l'électricité

LONDRES

de notre correspondant dans la City

Dans la salle de transaction énergétique d'Enron, la plus importante d'Europe, l'atmosphère est feutrée. Il y a davantage de femmes que dans les salles de change de la City. La langue des travailleurs des 230 traders n'est pas l'anglais, mais celle des pays d'opération. Ainsi, un courtier traite en allemand et en deutschmarks les termes de la livraison à un opérateur allemand de courant à la frontière hongroise.

« Négocier l'électricité est une activité bien plus cérébrale que vendre des actions. C'est un marché complexe et totalement interconnecté. Pour déterminer le prix de l'électricité en Allemagne, vous devez tenir compte de ce qui se passe en France, dont la situation dépend à son tour du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de l'Espagne. Pour comprendre l'Espagne, il faut aussi regarder le Portugal », dans le choix de ses collaborateurs, John Sherriff, le responsable du trading pour Enron Europe, princi-

paillerie l'esprit d'analyse plutôt que le flair. Enron ne recrute d'ailleurs que des diplômés universitaires, avec une préférence pour les forts en maths, en physique, en ingénierie ou en affaires. Voir récemment des spécialistes de la météo pour développer le dernier né de ses produits financiers, le contrat-climat, qui permet aux entreprises - grands magasins, agroalimentaire, bâtiment... - de se protéger contre les vicissitudes du temps. La consommation d'énergie, l'un des éléments essentiels de la composition des coûts de production d'une entreprise, est étroitement liée au climat.

« Un temps trop clément empêche les revenus d'une compagnie d'électricité. Or, les analyses de la City n'aiment pas être pris au dépourvu et marquent le titre en baisse en anticipant une diminution des bénéfices. D'où la nécessité pour ces sociétés de se couvrir financièrement grâce à ce produit moins coûteux qu'une assurance catastrophe », insiste John Sherriff. Le premier contrat-climat a été signé l'an dernier

par Scottish and Southern Energy pour l'hiver 1998-1999.

Électricité, gaz naturel, charbon, pétrole... si tous les compartiments du marché énergétique sont représentés, l'électricité représente plus de 50 % des transactions effectuées en Europe. Considérée comme une simple marchandise, elle ne fait pas encore l'objet d'une cotation journalière, si ce n'est en Grande-Bretagne où existe un « pool » auprès duquel les opérateurs de réseau se fournissent à un tarif unique. La filiale londonienne ne réalise en moyenne que 200 contrats par jour, contre 5 000 à Houston, le siège du groupe. Mais le développement du trading énergétique est frénétique sur le Vieux Continent. Et, en novembre, Enron ajoutera une pièce de choix à son empire : l'installation de la plus grande Bourse énergétique au monde nichée à quelques encabulations de Buckingham Palace. Tout un symbole...

Marc Roche

Air Liquide, un acteur atypique face à EDF

LA LOI sur la déréglementation du marché de l'électricité en France n'est pas encore votée. Mais Air Liquide a déjà mis à profit les possibilités d'ouverture. Début février, le groupe remportait, face à EDF et à l'américain Enron notamment, le contrat d'une centrale électrique sur le site de Dunkerque d'Ushuaïa. Première attaque contre EDF ? « Le projet de Dunkerque pour lequel nous avons été retenus permet de valoriser au mieux les gaz de hauts fourneaux pour produire de l'électricité à prix très compétitif. Mais il n'est pas dans notre intention d'attaquer EDF : nous figurons parmi ses premiers clients », se défend Alain Joly, le PDG d'Air Liquide.

Ce contrat, toutefois, a sonné l'alarme dans tous les groupes qui ont des visées sur le marché français de l'électricité et pour EDF. Air Liquide apparaît comme un concurrent peut-être atypique, mais très sérieux. Le groupe, lui, adopte un profil bas. « Notre stratégie n'est pas d'être un producteur indépendant d'électricité. Exploiter une centrale électrique en pleine Beauce n'aurait aucun sens pour nous. Nous ne serions pas perfor-

mant. Nous voulons intervenir juste là où nous pouvons apporter quelque chose, sur les grands sites industriels où sont nos clients », explique M. Joly.

Mais les grands clients d'Air Liquide en France représentent une grande partie des groupes éligibles qui pourront, selon la future loi, faire appel à la concurrence. Air Liquide dispose auprès d'eux d'atouts indiscutables. « Nous sommes à l'intérieur des usines de certains groupes depuis plus de trente ans. Nous travaillons quotidiennement avec eux et connaissons bien leurs métiers. C'est là-dessus que nous avons bâti une stratégie de responses globales à leurs besoins. Nous pouvons leur proposer les meilleures solutions pour optimiser leurs coûts d'énergie et les nôtres afin que tout le monde soit gagnant », reconnaît le PDG d'Air Liquide.

Spécialisée depuis son origine dans la production des gaz industriels, la société justifie son incursion dans le monde de l'électricité par des raisons de coûts.

« Dans nos métiers, la matière première pour séparer les gaz, c'est le

kilowatt. Sur les grands projets où nous intervenons, les plates-formes pour les groupes chimiques par exemple, l'énergie est la charge numéro un. Alors que nos clients ne cessent de nous demander chaque année de les aider à améliorer leurs coûts, nous ne pouvons négliger un facteur aussi important de compétitivité », explique M. Joly.

Des sites de cogénération

Ayant découvert la cogénération (technique qui permet de produire à la fois de l'électricité et de la vapeur) il y a une dizaine d'années, en rachetant un site à Houston au Texas, le groupe a depuis perfectionné son savoir-faire dans ce domaine et ouvert une vingtaine de sites de cogénération dans le monde. « Cette technique permet d'économiser de 20 % à 30 % sur les dépenses d'énergie », observe le PDG.

Selon lui, l'intérêt de la cogénération est aussi valable dans l'Hexagone. « Il y a quinze ans, la France bénéficiait d'une énergie bon marché. Ce n'est plus vrai. Sur nos sites français, l'énergie coûte 20 % de plus par rapport aux autres

grands sites industriels européens, et 30 % de plus si on la compare aux sites pétroliers et chimiques du Texas. Si nous voulons conserver nos grands sites industriels, il faut leur redonner de la compétitivité », soutient-il.

« On a perdu de vue ces enjeux dans le débat sur l'ouverture de l'électricité en France », affirme M. Joly. Tout en se disant partisan d'un maintien d'un grand service public, seul capable, à ses yeux, de déterminer une politique énergétique pour l'ensemble du pays, il prévoit une nécessaire évolution. La loi, telle qu'elle se dessine, lui paraît comporter encore de nombreuses incertitudes. « Il faut être assuré de l'indépendance de l'autorité de régulation, comme des modalités de fixation des prix de transports et de la transparence de la gestion des réseaux », souligne-t-il.

« La volonté des autorités de tutelle est un élément essentiel pour la réussite de l'ouverture. Il faut appliquer la loi de façon dynamique et nous voulons conserver notre compétitivité industrielle », conclut M. Joly.

Martine Orange

L'anglo-norvégien Kvaerner abandonne plusieurs métiers pour redresser ses finances

Le conglomérat cède ses douze chantiers navals

LONDRES

de notre correspondant à la City

Le désengagement du conglomérat industriel anglo-norvégien Kvaerner de toutes ses activités non rentables, en particulier la construction de navires, annoncé mardi 13 avril, est destiné à rétablir sa santé financière. La très forte chute des prix de construction des navires - conséquence de la surcapacité mondiale et de la crise asie - ainsi que le manque de synergies avec les autres activités d'un groupe très diversifié, expliquent la décision des dirigeants de céder ses douze chantiers navals, employant dix mille personnes en Europe septentrionale, en Amérique du Nord et en Asie.

Le groupe plus petit, plus musclé, plus fort : le PDG, Kjell Almskog, a dû imaginer en tête une restructuration sévère pour tenter de restaurer la rentabilité au prix de 25 000 suppressions d'emplois.

Outre le retrait du secteur de la construction de bateaux, Kvaerner a annoncé la cessation des activités dans les équipements métalliques et le bâtiment en Asie, une augmentation de capital par émission de nouvelles actions, l'étude de la suppression des activités d'ingénierie en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ainsi que des réductions d'emplois dans le papier. L'objectif de ce recentrage sur quelques métiers (pétrole et gaz, off shore, papier...) est de faire baisser les coûts pour créer de la valeur et séduire à nouveau les actionnaires.

Cessions par « appartements »

Les experts et analystes financiers londoniens ne croient guère à la possibilité d'une vente complète des chantiers navals, mais optent plutôt pour des cessions « par appartements » des plus rentables d'entre eux et un programme de fermeture des « canards boîteux » en Ecosse, en Russie et en Norvège. La concurrence de la Corée du Sud et du Japon, l'excédent de capacités dans le monde et la chute des prix de vente de navires (sauf les paquebots que le chantier construit en Finlande à Masa Yard) expliquent la déconfiture de Kvaerner dans la construction navale. Les armateurs du monde entier ont beau jeu de tirer profit de cette chute, au détriment des marges bénéficiaires des constructeurs. Les cartes de commande n'ont d'ailleurs jamais été globalement si bien garnies.

Les menaces de fermeture du chantier de Govan, à Glasgow, ont conduit le gouvernement Blair à créer une task force chargée d'essayer de préserver plus de 2 000 emplois. Confronté aux élections régionales du 6 mai en Ecosse, il ne peut se permettre de rester indifférent au sort du dernier chantier naval du Clydeside encore en activité, acquis en 1987 par Kvaerner.

« Nous redoublerons d'efforts pour tenter de sauver le chantier naval qui dispose d'une main-d'œuvre très productive, mais les cartes de commande sont vides. Si ce n'est pas possible, on mettra la clé sous le paillasson dans un an », a déclaré un porte-parole de Kvaerner, à propos de ce symbole du passé glorieux de l'industrie britannique.

M. R.

L'américain GTS-Esprit Telecom rachète le français Omnicom

toutes les régions françaises) et d'une politique de recrutement, la perte nette s'est creusée de 19 millions de francs.

Avec cette opération, le groupe américain GTS-Esprit Telecom étend son implantation en Europe. Ce groupe réalise 600 millions de dollars (555 millions d'euros) de chiffre d'affaires dans la fourniture de services téléphoniques pour les opérateurs et pour les entreprises. Il est présent en France via sa filiale Esprit Telecom, dotée du préfixe 6. GTS-Esprit Telecom entend conserver les structures d'Omnicom tout en lui faisant profiter de ses capacités financières et de son réseau à haut débit pan-européen Hermes long de 14 000 kilomètres.

Jusqu'à présent uniquement spécialisé dans les services aux entreprises, le groupe américain pourra s'appuyer sur Omnicom et son préfixe 5 pour aborder le marché des particuliers. Les consultations avec l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) ont débuté. Il semblerait que le nouveau groupe puisse conserver le préfixe 5 et abandonner le 6, qui n'a pas encore été commercialisé.

Enguérard Renault

Contradictions

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999

Le nouveau mécénat d'entreprise mise sur l'environnement et la solidarité

L'Union des annonceurs (UDA) récompense, mercredi 14 avril, les entreprises qui ont soutenu le plus efficacement en 1998 des projets culturels, sportifs ou citoyens. Pour la plupart, le parrainage reste avant tout une opération d'image

LES MONTRES Breitling ont financé (3 millions d'euros) le tour du monde en ballon des aéronautes Bertrand Piccard et Brian Jones. Pas un « prix de Diane » ne s'est couru depuis dix-sept ans sur l'hippodrome de Chantilly sans Hemmès. Et c'est encore une entreprise, la société Nippon Television (NTV), qui a payé 25 millions de francs l'an dernier (3,8 millions d'euros) - le plus gros mécénat d'entreprise jamais réalisé en France - pour restaurer la salle des Etats du musée du Louvre où se trouve exposée *La Joconde*. Arts, sports, protection de l'environnement et actions sociales, l'argent des entreprises est partout.

Si les parrains de tournois sportifs cherchent à imprimer très fortement, comme avec la publicité, leur nom dans les esprits en vam- pirisant un événement surréaliste, les mécénats culturels ont des ambitions plus modestes qui relèvent parfois autant de la conviction que du calcul commercial. La règle est, toutefois, la même pour tous : il s'agit de redorer son image, de soigner sa réputation, plutôt que de philanthropie. D'ailleurs, les entreprises n'acceptent

Sportimat mesure
l'audience du sport

Conscients d'avoir désormais besoin d'outils marketing capables de mesurer les retombées du parrainage sportif, Sportimat et TMO ont créé Sportimat, un indicateur mensuel censé évaluer le suivi global d'une dizaine d'événements et la notoriété des sponsors. Sportimat a étudié dix événements ayant eu lieu entre le 15 février et le 15 mars en interrogant un échantillon représentatif de mille personnes.

On apprend ainsi que 30 % des Français ont suivi, dans la presse, à la radio ou à la télévision, l'un au moins des trois matches de quart de finale de la Coupe de la ligue (footbal) et/ou le match amical de football Angleterre-France à Wembley. Que l'événement le moins suivi a été le match de rugby Perpignan-Stade Français (12 %) retransmis par France Télévision.

Enfin, on constate que l'assureur GMF tire, à jour, un plus grand bénéfice que Nike à être partenaires du rugby.

de puiser dans leur caisse qu'à condition que leur participation soit clairement signalée : elles accèdent leur marque à l'opération qui coule généralement sous les logos.

Le mécénat intéresse chaque année davantage les entreprises. Elles y ont consacré 7,9 % de leur budget de communication en 1998 pour un montant total de 12,2 milliards de francs (1,86 milliard d'euros), soit 4,3 % de plus qu'en 1997 selon l'étude France Pub 98/99. Parfois, le mécénat n'est que le pansement d'une réputation malade. La fondation créée en 1992 par le groupe pétrolier Total, par exemple, consacre un budget annuel de 5 millions de francs à « l'aide au maintien de la biodiversité et à la protection des écosystèmes sur le littoral français et à l'étranger, et à l'information du public sur l'utilisation rationnelle des ressources naturelles », explique *La Lettre du sponsoring et du mécénat* dans son bilan 1998. Elle finance notamment la publication d'un guide sur les parcs nationaux (avec Gallimard), histoire de caresser dans le sens du poil ceux qui l'accusent de détruire l'écosystème.

C'est un cheval de bataille tout aussi démagogique qu'a décidé d'enfourcher, en octobre 1998, le constructeur automobile PSA, d'habitude en première ligne dans



le sport. Peugeot a déclaré qu'il investit 65 millions de francs sur trois ans pour « lutter contre l'effet de serre », un phénomène qui alarme les associations de protection de l'environnement fustigant le gaz carbonique émis par les voitures. Le constructeur, par son programme ambitieux, est censé créer le premier nucléus de carbone de la forêt amazonienne en y plantant pas moins de dix millions d'arbres. Le public n'est

pas dupe, mais pousse souvent ce type d'actions « citoyennes » à de massives campagnes publicitaires.

La discipline se porte donc plutôt bien. Les deux tiers des annonceurs ont été soit parrains, soit mécènes en 1998, contre à peine plus de la moitié il y a un an, selon l'Union des annonceurs (UDA) qui publie, à l'occasion de la remise des Phénix du parrainage, mercredi soir 14 avril, à Paris, son étude annuelle sur la discipline.

UDA constate que parrainage et mécénat deviennent de plus en plus le fait de professionnels « aguerris, convaincus, des inconditionnels du parrainage (...) ». Les temps ne se prêtent que peu aux expériences et à l'apprentissage. « Les annonceurs semblent avoir compris l'intérêt, pour être reconnus du public ou du milieu, d'inscrire leur action dans la

par rapport à leurs concurrents. Certaines disciplines semblent plus porteuses que d'autres. Si la musique et les arts plastiques attirent les mécènes, l'architecture, le design ou le théâtre font figure de parents pauvres. Le Festival d'Avignon ne recueille que 1,6 million de francs (sur un budget de 49 millions) de la part d'entreprises. Pourtant, beaucoup se sont détournés du sport, freinées dans leur élan par l'inflation du ticket d'entrée, par le scandale du dopage ou les affaires de corruption qui ont terni les couleurs de l'olympisme. Elles explorent des voies alternatives, la mode la plus récente revenant aux actions dites de solidarité : « lutter contre la précarité » et contribuer « au renforcement des liens familiaux » dans certains quartiers, par exemple.

Ces actions sont, pour l'instant, embryonnaires et s'adosse fortement au tissu associatif. Vivendi donne 30 millions de francs et mobilise ses employés autour de projets destinés à la création d'emplois pour les jeunes. Le Club Méditerranée, via la fondation Agir contre l'exclusion, aide à l'insertion de jeunes issus de milieux défavorisés dans ses villages de vacances. Et McDonald's finance des maisons d'accueil pour les parents d'enfants hospitalisés.

Florence Amalou

L'Europe du sponsorat culturel n'est pas faite

panfíola de Crédito et la Fundación Centro Hispano, par exemple, « se retrouvent momentanément incapables de fonctionner » parce que sans budget, observe l'Adical.

• En Italie, le mécénat culturel est dominé par le secteur bancaire qui finance près de 90 % des opérations culturelles ayant recours dans ce pays au financement privé (contre 25 % en France ou 20 % en Grande-Bretagne). Les entreprises ont presque portes ouvertes dans les grands chantiers culturels. L'état concédant peu à peu la gestion des musées aux entreprises - Gebart, par exemple, gère les services dérivés de la Galleria Borghese à Rome. Un accord signé en 1996 entre le ministère du patrimoine et la Confindustria (l'équivalent du Medef) autorise une entreprise à « adopter » financièrement un monument pour le restaurer et l'exploiter.

F.L.A.

La radio et la télévision déchiffrées au prisme de l'histoire

GEORGES MARCHAIS, qui enfreignait au cours des années 70 toutes les règles de la « bonne communication », assurait aux émissions politiques télévisées une augmentation de « 50 % de son audience habituelle ». Avant lui, le général de Gaulle avait pris conseil auprès de Publicis, Marcel Bleustein-Blanchet, pour « trouver un style et un ton » à ses allocutions télévisées. Avant l'invention du téléprompter, il décidait de réciter ses textes et acceptait aussi de se faire maquiller. Un sociétaire de la Comédie-Française lui aurait même donné des leçons.

Valéry Giscard d'Estaing avait également souhaité mettre en scène ses interventions télévisées. Son départ de l'Elysée, le 20 mai 1981, était un modèle du genre. A la fin de son discours, le président de la République s'était levé lentement et avait quitté son bureau, une caméra fixant longuement sa chaise vide tandis que retentissait *La Marseillaise*. Les hommes politiques et la télévision constituent l'une des facettes, les plus marquantes, de l'*Écho du siècle*, le dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France, élaboré par vingt-cinq auteurs, sous la direction de l'historien et ancien secrétaire d'Etat à la communication Jean-Noël Jeanneney.

Cette grande saga audiovisuelle

se veut exhaustive. Tous les aspects des principaux événements marquants de la radio et de la télévision sont analysés, qu'il s'agisse des évolutions technologiques, juridiques ou internationales, du destin des entreprises publiques et privées, des relations mouvementées entre le politique et l'audiovisuel, etc.

Ce dictionnaire rappelle par exemple que Cognacq-Jay, la « résidence de la première chaîne jusqu'en 1992 », est né sous l'Occupation, d'une initiative allemande. La propagande était assurée deux fois par jour par des actualités allemandes, avec des images « tournées à Paris et des documentaires de toute sorte, comme un cours de tennis assuré par le champion Henri Cochet ».

INSTRUMENT DE POUVOIR

Ce dictionnaire redonne à la radio ses lettres de noblesse, en rappelant que Claude Terrin a été le premier, sur Europe 1, à « oser parler de la torture en Algérie ». Mai 68 sera ensuite un « événement » dans l'histoire audiovisuelle. L'ORTF, cible des manifestants, est dénoncé comme instrument du pouvoir. Pour la première fois, des slogans s'en prennent à la télévision lors de manifestations. Dès le début des événements, le journal télévisé minimise la crise, tandis que les radios périphériques s'imposent.

« Elles s'attirent même la colère du ministre de l'Intérieur, car les manifestants s'en servent pour s'informer sur les mouvements des forces de police ». A la surprise générale, le 20 mai, « les journalistes du journal télévisé - compris Léon Zitrone, rallié naguère pour sa docilité - rallient le mouvement [de grève] ».

Tout en s'attardant sur « les basiliques » qui ont jalonné l'histoire audiovisuelle, comme la retransmission en direct du couronnement d'Elizabeth II d'Angleterre en 1953, le putsch des généraux à Alger en avril 1961 - « resté comme la victoire du transistor » -, les premiers pas de l'homme sur la Lune en 1969, le procès des époux Ceausescu en 1989 ou encore la guerre du Golfe, l'ouvrage retrace aussi le parcours des grandes figures du secteur. Qu'il s'agisse de Jean d'Arcy, dont le nom est associé au développement de la télévision dans les années 50, Jean-Christophe Avery, qualifié de « Mélis du petit écran », ou Pierre Desgraupes, « figure mythique des patrons de télévision ».

Jean-Noël Jeanneney termine son ouvrage sur un souhait : « Trouver un équilibre [pour les télévisions] entre (...) la taille nécessaire à la concurrence internationale et, à l'intérieur, les effets de domination de firmes surpuissantes ». Une définition parfaite du fragile équilibre hexagonal.

Nicole Vulser

* L'Echo du siècle, dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France, ouvrage collectif sous la direction de Jean-Noël Jeanneney. Hachette Littératures, Arte Editions et La Cinquième Editions. 602 pages, 295 francs.

Le processus de nomination du président de France Télévision est lancé

JÉRÔME CLÉMENT, PDG de La Cinquième-La Sept-Arte a lancé, mardi 13 avril, la campagne pour le poste de PDG de France Télévision. En annonçant sa candidature, à l'occasion du MIP TV à Cannes, il est le premier à afficher son ambition pour cette fonction que d'autres convoitent.

Clément a insisté sur le fait qu'il est candidat à la holding France Télévision, c'est-à-dire à la structure prévue dans le projet de loi proposé par Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, qui cheapeauera toutes les chaînes du service public. M. Clément demande aussi que les pouvoirs du PDG de la holding « soient clairement définis en matière financière, de nominations et d'autonomie de gestion ». Dans son programme électoral, il plaide pour « que les entreprises publiques soient aussi performantes que les sociétés privées ».

« Je souhaite que cette nomination soit le résultat d'un consensus entre les conseillers », a simplement commenté Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui annonce la mercredi 21 avril, la démarche retenue pour la désignation du PDG de France Télévision. En effet, la déclaration de candidature de Jérôme Clément, qui avait pris la précaution de prévenir Hervé Bourges quelques instants auparavant, arrive au moment où les sages du CSA peaufinent la mé-

thode qu'ils comptent utiliser pour cette nomination, qui intervient en plein débat sur le projet de loi sur l'audiovisuel.

Le PDG qui sera nommé dans quelques semaines le sera pour trois ans, c'est-à-dire pour la durée prévue dans la loi actuellement en vigueur. Or le vote de la nouvelle loi entraîne, sans doute à la fin du premier semestre de l'an 2000, la dissolution des sociétés de télévision existantes. Il faudra alors nommer pour cinq ans un PDG de la nouvelle holding. Ce pourra être le même ou une nouvelle personnalité.

• **SHORT LIST** • La manière dont se déroulera la période charnière de passage entre les deux lois pèsera lourdement sur les candidatures et les décisions qui seront prises pour la nomination du prochain PDG. En effet, celui qui sera choisi à la fin participera à la rédaction des décrets d'application de la future loi ; il pourra aussi entamer un débat de rapprochement entre France 2 et France 3. Deux activités dont les résultats entrent dans les choix qui seront faits pour son successeur.

Sans doute le CSA et le gouvernement - qui sera sûrement confronté à ses préférences et ses antipathies - ont-ils intérêt à installer dès maintenant à la tête de la télévision publique celui ou celle qui en sera le PDG idéal pour

Françoise Chiro et Guy Duthieul

لـ 150

550 من الأصل

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **SONY** : le groupe électronique japonais se prépare à une chute de son résultat net consolidé de plus de 40 % pour l'exercice qui a débuté le 1^{er} avril, selon le quotidien économique *Nihon Keizai Shimbun*.

● **NISSAN** : le constructeur automobile nippon est redevenu bénéficiaire aux Etats-Unis, lors de l'exercice achevé fin mars. Nissan a dégagé un bénéfice net d'environ 30 millions de dollars (27,6 millions d'euros) l'an dernier sur cet important marché (622 000 unités), où il avait perdu 670 millions de dollars l'année précédente.

● **USINOR** : le groupe sidérurgique a annoncé, mercredi 14 avril, la signature d'un accord d'exclusivité de cession d'Ascometal, sa filiale aciers spéciaux (750 millions d'euros de chiffre d'affaires et 3 500 personnes) au groupe Lucchini.

● **AGROALIMENTAIRE** : un accord-cadre a été signé sur la réduction et l'annualisation du temps de travail dans 19 branches de l'industrie agroalimentaire entre le patronat et la fédération FO de l'agriculture. Cet accord concerne 50 000 salariés.

SERVICES

● **SNCF** : le TGV-Méditerranée, qui mettra Marseille à trois heures de Paris et à une heure et demi de Lyon, entrera en service le 1^{er} juin 2001.

● **MÉRIDIEN** : la chaîne hôtelière, propriété du groupe britannique Granada, ambitionne de doubler de taille d'ici à 2005 pour atteindre 200 hôtels, contre 106 aujourd'hui. L'enseigne, d'origine française veut axer son développement en priorité sur l'Asie et les Etats-Unis.

● **DAW** : le leader mondial de ventes aux enchères sur Internet lèvera, vendredi 16 avril, 1 milliard d'euros en Bourse, alors que son chiffre d'affaires ne dépasse pas 48 millions de dollars (44 millions d'euros). L'opération est destinée à contrer l'offensive d'Amazon.com dans les enchères sur le web.

● **CISCO** : le numéro un de l'équipement des réseaux Internet a annoncé, mardi, l'acquisition de GeoTel, un

éditeur de logiciels pour le traitement des appels téléphoniques, pour un montant de 1,85 milliard d'euros.

● **ERICSSON** : le groupe de télécommunications suédois a annoncé, mardi, qu'il allait racheter deux sociétés américaines, Torrent Networking Technologies et TouchWare.

● **MÉTROBUS** : la filiale de Publicis spécialisée dans la publicité dans les transports urbains, a réalisé, en 1998, un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 13 %, à 123,3 millions d'euros.

● **LE PUBLIC SYSTÈME** : le groupe de communication événementielle a réalisé, en 1998, un bénéfice net de 1,06 millions d'euros et a signé une lettre d'intention pour acquérir la totalité du groupe Réclame (conseil en relations presse).

● **AEGIS GROUP** : la holding britannique du groupe d'achat d'espace Carat, a annoncé, mercredi, l'acquisition de 51 % de l'agence argentine Fax SA pour un montant de 11,8 millions d'euros.

FINANCES

● **BNP-SG-PARIBAS** : le syndicat CFTC de la BNP a emporté le pas à la CGC en défendant, mardi, dans un communiqué le projet SBP de création d'une banque à trois Société Générale-BNP-Paribas, proposé par la BNP.

● **CRÉDIT AGRICOLE** : les négociations sur les 35 heures au Crédit agricole vont marquer une « pause » après le refus mardi des syndicats de signer un projet d'accord sur le sujet, le patronat souhaitant que ce délai serve à « mieux expliquer » le texte.

● **JAPON** : les cinq grands assureurs-vie japonais, qui comptent parmi les plus importants investisseurs institutionnels mondiaux, ont prévu de réduire de moitié, cette année, leurs achats d'obligations étrangères, pour se concentrer sur le marché nippon.

RÉSULTATS

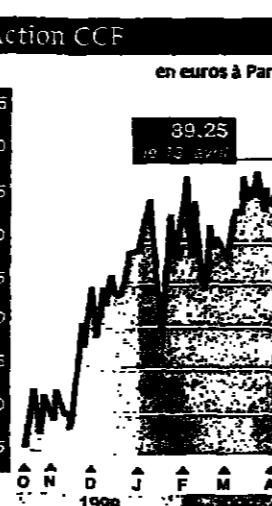
● **BOMBARDIER** : le groupe canadien a annoncé, mardi, un chiffre d'affaires de 11,5 milliards de dollars (10,35 milliards d'euros), en hausse de 35 %, et un bénéfice net pour l'exercice 1998, à 343 millions d'euros (+ 32 %).

VALEUR DU JOUR

Le CCF très entouré

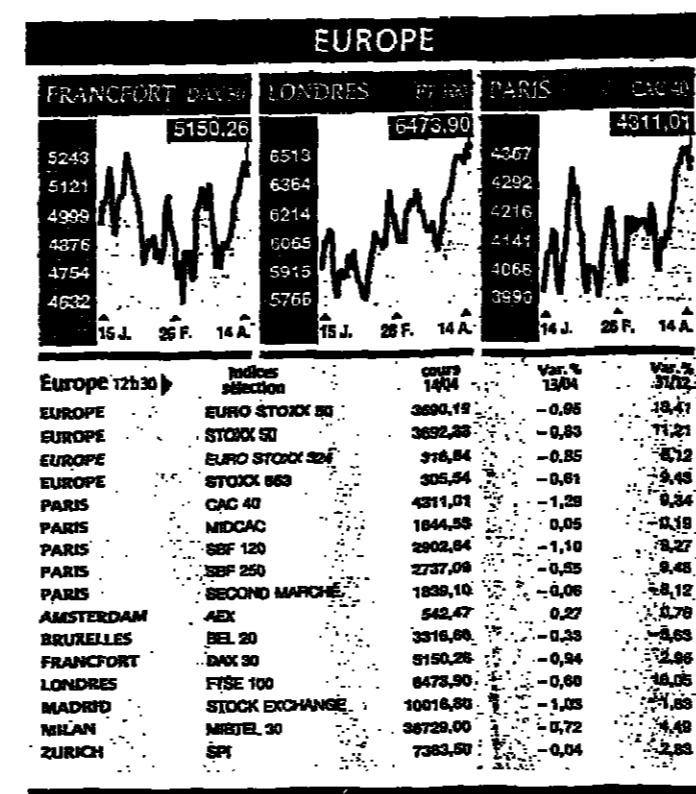
LE TITRE Crédit commercial de France (CCF) a été une nouvelle fois très entouré durant la séance de mardi 13 avril. L'action a terminé en hausse de 3,89 %, à 89,25 euros (85,50 francs), avec 580 000 titres échangés. Cette hausse s'explique par les déclarations de franchissement de seuil des 10 % de droits de vote d'ING. Le bancassureur néerlandais est, avec 8,87 % du capital du CCF et 10,44 % des droits de vote, le troisième actionnaire du CCF, derrière le belge KBC (13,1 % du capital et 11,9 % des droits de vote) et le suisse Swiss Life (12,4 % du capital et 17,6 % des droits de vote). L'action CCF reste toutefois bien en dessous des niveaux de 112,50 euros, auquel le groupe financier belge KBC a acheté, en mars, la participation de 7,8 % que détenaient les Mutuals du Mans dans le CCF. Cette opération valorisait le CCF à 8,2 milliards d'euros (53,7 milliards de francs), soit deux fois plus que la BNP, la Société générale et Paribas.

ING indique, dans sa déclaration de franchissement de seuil, « qu'il se réserve, pour les douze mois à venir, la possibilité d'acquérir d'autres actions CCF », tout en ajoutant que « la prise de contrôle du CCF ne figure pas parmi ses objectifs actuels ». L'affirmation d'ING va dans le même sens que celle de KBC, qui « n'exclut pas, dans l'avenir, d'augmenter encore un petit peu sa participation », selon les déclarations d'un de ses représentants, le 7 avril.



Dans le contexte actuel de reconstitution du paysage bancaire, les spéculations vont bon train. Interpellé lors de l'assemblée générale sur les risques pour le CCF d'être l'objet d'une OPA, Charles de Croisset, président du CCF, s'est montré monsieur philosophe, rappelant que sa banque était opérable, comme toute société cotée en Bourse. « La différence avec d'autres, c'est que nous, nous le savons, et un homme averti en vaut deux », a-t-il ironisé.

A l'instar de ses concurrentes, la banque se livre actuellement sur les ondes à une campagne de télévision dénigrant les « autres qui fusionnent » et insistant sur le fait que le CCF a pour priorité de « bien traiter ses clients ». Pascale Santi (avec AFP.)



VALEURS FRANÇAISES

● L'action BNP se négociait à l'ouverture mercredi 14 avril en baisse de 0,91 %, à 75,8 euros, le titre Société générale en recul de 0,29 %, à 166,9 euros, et Paribas en baisse de 0,76 %, à 98,4 euros. A ces cours, les parts proposées par la banque dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 162,4 euros et l'action Paribas à 104,2 euros. L'OPE de SG valorise, elle, le titre Paribas à 104,3 euros.

● La valeur Danone bondissait de 4,81 %, à 247,7 euros, mercredi en début de séance, après que la société eut annoncé une progression de son chiffre d'affaires au premier trimestre 1999 de 6,4 %, à 185 milliards d'euros (20,9 milliards de francs). Les investisseurs ont également réagi à la cession de la filiale espagnole de surgelés de Danone à son concurrent suisse Nestlé.

● Le titre Usinor cédait 0,20 %, à 14,6 euros, à l'ouverture mercredi, suite à l'accord d'exclusivité signé avec Lucchini pour négocier la cession d'Ascometal et de Safe, actuellement dans le giron du groupe français.

● L'action Total gagnait 0,25 %, à 117,7 euros, mercredi matin, soutenu par la hausse des cours du pétrole, qui a atteint 16,72 dollars le baril, mais également par les déclarations de son président indiquant que Total est à la recherche d'un acheteur ou d'un partenaire de fusion sur certains de ses actifs aux Etats-Unis.

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 14 AVRIL Cours relevés à 12h 30
Liquidation : 23 avril

France ►	Président ou gérant	Cours en francs	Cours en francs	% Vol.	Palmarès	Président ou gérant	Cours en francs	Cours en francs	% Vol.	Palmarès
BNP (T.P.)	150,16	—	—	—	11/03	BNP (T.P.)	150,16	—	—	—
CELYVANIC (T.P.)	147,88	500,02	—	—	—	CELYVANIC (T.P.)	147,88	500,02	—	—
DEPARTEMENTAL	411	148,8	270,10	+ 0,48	24/10	DEPARTEMENTAL	411	148,8	270,10	+ 0,48
SANTO COMINCI (T.P.)	192,50	—	—	—	—	SANTO COMINCI (T.P.)	192,50	—	—	—
THOMSON SA (T.P.)	149	151	950,00	+ 1,28	10/08	THOMSON SA (T.P.)	149	151	950,00	+ 1,28
ACCOR	222,20	224	1465,34	+ 0,38	15/06	ACCOR	222,20	224	1465,34	+ 0,38
AGF	50,88	49,85	329,00	- 1,57	14/08	AGF	50,88	49,85	329,00	- 1,57
AIR FRANCE GPE N	102,88	102,88	102,88	—	—	AIR FRANCE GPE N	102,88	102,88	102,88	—
AIR LIQUIDE	120,00	120,00	902,35	- 0,26	28/05	AIR LIQUIDE	120,00	120,00	902,35	- 0,26
ALCATEL	116,50	114,50	751,07	- 1,71	30/08	ALCATEL	116,50	114,50	751,07	- 1,71
ALSTOM	27,40	26,88	176,19	- 1,97	—	ALSTOM	27,40	26,88	176,19	- 1,97
ALTRAN TECHNO. F.	57,48	56,95	347,00	+ 0,02	28/09	ALTRAN TECHNO. F.	57,48	56,95	347,00	+ 0,02
ATOS CA	60	56,15	566,00	- 0,22	—	ATOS CA	60	56,15	566,00	- 0,22
AVANTAGE	10,00	10,00	102,24	- 1,58	11/05	AVANTAGE	10,00	10,00	102,24	- 1,58
BALINVESTS	125,80	125,80	829,09	+ 0,55	10/07	BALINVESTS	125,80	125,80	829,09	+ 0,55
BAZAR HOT. VILLE	101,50	102,00	576,01	- 1,01	17/07	BAZAR HOT. VILLE	101,50	102,00	576,01	- 1,01
BERTRAND FAURE	54,80	50,00	360,94	- 2,37	20/04	BERTRAND FAURE	54,80	50,00	360,94	- 2,37

NOUVEAU MARCHÉ	Président ou gérant	Cours en francs	Cours en francs	% Vol.	Palmarès	Président ou gérant	Cours en francs	Cours en francs	% Vol.	Palmarès
MERCREDI 14 AVRIL	Une sélection. Cours relevés à 12h 30	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Valeurs ►	Cours en francs	Cours en francs	% Vol.	Palmarès	LACIE GROUP	9,86	9,86	9,86	- 0,91	—
ADALPARTNER	21,48	14,07	—	—	MEDIEP	9,75	9,75	9,75	- 3,40	—
AB SOFT	24,89	18,97	—	—	NETWARE	9,65	9,65	9,65	- 3,40	—
ALPHA MOS	1,60	1,58	1,29	MONSANTO PISC	9,62	9,62	9,62	- 2,48	—	
ALTARIA & C. CI	144	94,58	+ 0,81	OLITEX	9,50	9,50	9,50	- 2,38	—	
ASTRA	1036	5,84	+ 1,17	COS INTR. F.	9,48	9,48	9,48	- 2,30	—	
ATTN.	48	45,60	- 1,09	PERFECT TECH	9,45	9,45	9,45	- 2,30	—	
AVENIR TELEC.	57,48	52,17	- 0,98	PHONE SYSTEM	9,40	9,40	9,40	- 2,29	—	
BELVEDERE	21,20	46,04	- 1,11	PIGOGA	9,35	9,35	9,35	- 2,29	—	
BIDRON	17,00	118,00	- 1,20	PROSODE	9,30	9,30	9,30	- 2,29	—	
BIVI DT S.	24,89	18,97	—	RECOUPAGE SOF	9,25	9,25	9,25	- 2,29	—	
CAC SYSTEMS	1,62	1,62	- 2,27	QUANTITE	9,20	9,20	9,20	- 2,29	—	
CEREP	1,62	1,62	- 2,27	RADIATEUR	9,15	9,15	9,15	- 2,29	—	
CHEMUNEX	1,62	6,30	- 2,27	RADOUX INTL	9,10	9,10	9,10	- 2,29	—	
COIL	49	82,12	- 1,68	RECIF F.	9,05	9,05	9,05	- 2,29	—	
CITO INTRAC	17,97	111,40	- 5,44	REFINERIE R.	9,00	9,00	9,00	- 2,29	—	
CYBER PRES	1,62	1,62	- 2,27	REINFORCAGE	8,95	8,95	8,95	- 2,29	—	
CYTRANO	10,62	10,62	+ 5	SAVEURS DE F.	8,90	8,90	8,90	- 2,29	—	
DESK	22,20	154,15	- 2,08	SLICOMP F.	8,85	8,85	8,85	- 2,29	—	
DESKS B9	2,70	17,71	- 1,20	SOFT RECYCLA	8,80	8,80	8,80	- 2,29	—	
DMS	8,22	53,82	- 0,98	SOI TEC SILI	8,75	8,75	8,75	- 2,29	—	
DURAL ALU	1,62	1,62	- 2,27	STARTECH	8,70	8,70	8,70	- 2,29	—	
DURAN DUBO	1,62	1,62	- 2,27	SYNTECH F.	8,65	8,65	8,65	- 2,29	—	
EFFIN	1,62	1,62	- 2,27	SYNTECH F.	8,60	8,60	8,60	- 2,29	—	
ESKER	33,95	134,14	- 1,18	TATE D.L.	8,55	8,55	8,55	- 2,29	—	
EUFINOS SCI	45	265,18	- 1,28	TERATECH	8,50	8,50	8,50	- 2,29	—	
EUROCARCO S.	11,45	75,71	- 10,89	TITUS INTERA	8,45	8,45	8,45	- 2,29	—	
EUROFRANCE	40,50	301,61	- 0,64	TITUS INTERA	8,40	8,40	8,40	- 2,29	—	
FIM SYSTEM	20	168,23	- 1,91	TR SERVICES	8,35	8,35	8,35	- 2,29	—	
FLOREANE MED.	8,76	57,40	- 0,58	VALORUM	8,30	8,30	8,30	- 2,29	—	
GENEXIS	55	360,78	- 0,50	VCON TELEC	8,25	8,25	8,25	- 2,29	—	
GENSYST	12,69	81,59	+ 2,04	WESTERN TELE	8,20	80,17	81,59	+ 2,22	AIGLE 4	
GIC	47,98	81,69	+ 0,45	WILCO	8,15	81,69	80,85	- 2,44	ALLEGRO	
GROUPE D	15,44	127,52	—	WILCO	8,10	81,69	80,85	- 2,44	APRIL SA	

NORD SUD DÉVOLP. D.	288,20	288,68	13/04	MONEJ D	341,10	1,88	14/01	GRUPE PARTOUCHE	83	83	83	15/04
MULTI-PROMOTEUR CCP-CDC	83,21	82,96	12/04	OBELISQUE	340,40	- 0,28	14/01	OBELISQUE	83	82,96	82,96	15/04
PATRIMONIE RETRAITE C.	86,21	82,96	12/04	OBELISQUE	340,40	- 0,28	14/01	OBELISQUE	83	82,96	82,96	15/04
PATRIMONIE RETRAITE D.	86,24	81,84	12/04	OBELISQUE	340,40	- 0,28	14/01	OBELISQUE	83			

Contradictions hivernales

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999

SCIENCES Directeur et responsable médical de l'expédition 1998, Richard Gaud raconte les difficultés de la vie quotidienne dans la station française Dumont-d'Urville, en terre

Adélie, où il vient de passer plusieurs mois dans l'isolement total avec 26 autres « hivernants ».

● LA NUIT POLAIRE, qui efface les repères temporels, rend très difficile la vie

d'une petite communauté coupée du monde extérieur.

● LA NOURRITURE, les légumes frais, le courrier peuvent prendre une importance disproportionnée dans un tel environnement

et, à cet égard, Italiens et Français semblent mieux lotis que leurs collègues américains ou néo-zélandais.

● A 1 000 KM DES CÔTES antarctiques, par 3 250 mètres d'altitude

dans l'un des endroits les plus hostiles de la planète, la station franco-italienne Concordia, actuellement en cours de construction, pourra accueillir quinze personnes dès 2003.

Les chercheurs-cobayes de l'Antarctique préparent les vols sur Mars

Dans les bases proches du pôle Sud, l'isolement, total et écrasant, est plus complet encore que celui d'une station orbitale. L'adaptation psychologique et physiologique de leurs occupants est riche d'enseignements scientifiques, mais souvent délicate à gérer au quotidien

L'été vient de se terminer en terre Adélie. Lors des grandes chaleurs, le mercure du thermomètre a presque atteint 0°C. L'Astrabilote, le navire affrété par le Territoire des terres australes et antarctiques françaises et l'Institut français pour la recherche et la technologie polaires (Ifrrtp), est reparti pour le port de Hobart en Tasmanie. Il ne reviendra qu'en novembre.

L'hiver commence et la banquise soude petit à petit au sixième continent l'île des Pétrels où se situe la station scientifique française Dumont-d'Urville. L'isolement est à la fois sublimé, écrasant et total.

Un continent d'hommes...

« En 1974, une femme a hiverné pour la première fois à la base américaine de McMurdo, mais c'était une religieuse », indique David Crear, de l'Antarctic Heritage Trust. « Depuis 1975, le pourcentage de femmes est passé de moins de 1% à près de 35% », ajoute Erick Chiang, du bureau américain des programmes polaires.

« Au début de l'hiver, c'est un peu la ruée sur les quelques femmes. Tout le monde sait que ceux qui auront une copine passeront un meilleur hivernage que les autres », raconte un Américain qui entame sa cinquième hivernage à McMurdo. Lui a rencontré sa femme en Antarctique. Mais il estime que sa situation est très rare. « La proportion d'hommes et de femmes, est très importante à McMurdo », indique un Américain qui entame ses deux dernières années de hivernage à McMurdo. Lui a rencontré sa femme en Antarctique. Mais il estime que sa situation est très rare.

« La proportion d'hommes et de femmes, est très importante à McMurdo », indique un Américain qui entame ses deux dernières années de hivernage à McMurdo.

« C'est le point le plus inaccessible de l'Antarctique, résume Gérard Juge, directeur de l'Ifrrtp. La NASA et l'Agence spatiale européenne considèrent que c'est plus qu'une station orbitale. »

Richard Gaud, médecin en chef du service de santé des armées, est rentré il y a quelques semaines de terre Adélie où il a passé plus d'un an en tant que directeur et responsable médical de l'expédition 1998. Il y a aussi mené un travail de recherche sur vingt-deux des vingt-sept locataires de la base, exclusivement des hommes.

Analyses de sang et d'urine pour mesurer l'adaptation immunitaire et hormonale à la situation d'hivernage en milieu isolé et confiné ; étude de la qualité du sommeil dans un univers où la nuit dure plusieurs mois ; tests psychologiques destinés à évaluer l'adaptation sociale à la vie dans une petite communauté coupée du monde extérieur.

Les nombreuses données hématologiques recueillies par Richard Gaud sont actuellement « décortiquées » et doivent servir à confirmer ou à infirmer les résultats d'une étude australienne qui tentait à montrer que la réponse immunitaire humaine diminue pendant l'hiver austral. De près ou de loin, les grandes agences spatiales suivent ces travaux avec intérêt. Elles considèrent, en effet, que les problèmes de santé physique et psychologique que rencontrent les futurs conquérants de Mars se poseront dans des termes analogues à ceux auxquels se heurtent les hivernants de l'Antarctique.

Un quotidien, le médecin de Dumont-d'Urville soigne les petits bobos – engelures, brûlures, coupures, entorses – mais surtout le moral de ces hommes qui, lorsque la nuit polaire s'installe, perdent leurs repères temporels malgré le rythme imposé par les repas et de-

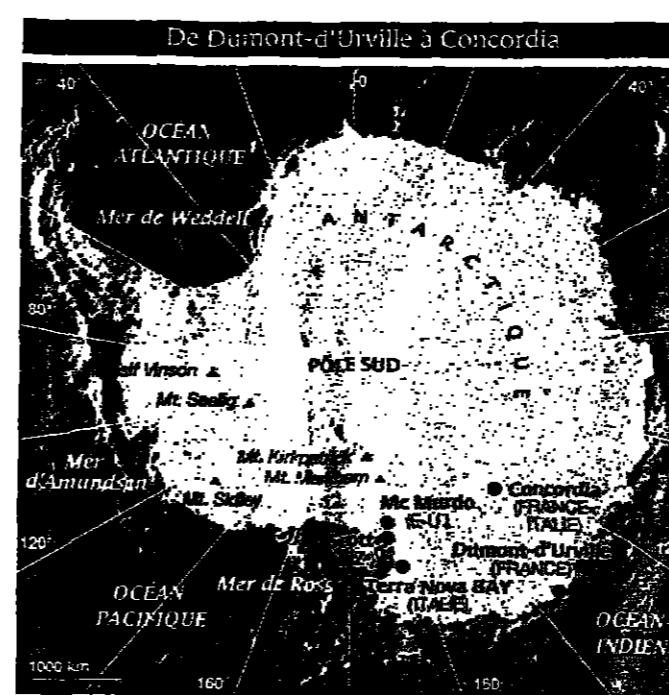
vientement plus agressifs. « Il faut souvent les materner, sourit-il. Au cours du temps, les hivernants ont de plus en plus besoin d'avoir un confident, soit le médecin soit le responsable de l'expédition. Et comme il cumule les deux, c'est vers moi qu'ils se tournent. Ils manquent d'affection, de tendresse. Aujourd'hui, les hommes n'ont plus de contact, plus de gestes d'amitié entre eux, de peur d'être taxés d'homosexuels. Certains célibataires s'inventent même une copine pour paraître « normaux ». » En 2000, les femmes seront admises lors des hivernages.

LIGNE DE VIE

En attendant cette révolution, la routine pèse à certains alors qu'elle en aide d'autres à tenir bon, explique le docteur Gaud. « Des hommes s'investissent le plus possible dans leur travail pour ne pas perdre la notion de rythme. Ceux-là deviennent parfois odieux, car on ne peut pas les faire dévier de leur rituel, pour une fête par exemple. » Sur le continent blanc, tout n'est pas travail. Le 21 juillet, jour du solstice d'hiver en Antarctique (mais d'été chez nous), une fête est organisée dans chaque base scientifique. Les anniversaires ne sont pas non plus oubliés. Mais salle de sport, babyfoot, billard, bibliothèque, vidéo, suffisent rarement à faire oublier l'isolement ou à créer un véritable sentiment communautaire.

Si les capacités d'adaptation de chacun ont été testées avant le départ, aucun mode de sélection psychologique n'a été effectué : ce critère, selon la loi française, ne pouvant empêcher l'attribution

Des tentes molletonnées et des contenues préaménagés permettent d'accueillir plus de quarante personnes à Concordia.



d'un poste à quelqu'un, aussi misanthrope ou fragile soit-il. A ceux qui dépriment, aux blessés de l'âme, le médecin de Dumont-d'Urville sert de « nounou » et son infirmerie leur est toujours ouverte. « Sentir que quelqu'un s'intéresse à eux suffit à les faire bouger. » Le docteur Gaud servait le thé, des gâteaux, demandait un coup de main pour préparer ses tubes à essais, proposait une partie de scrabble ou une sortie sur la banquise, même par -30°C. Dehors, des cordes appelées lignes de vie courrent d'un bâtiment à l'autre pour ne pas se perdre dans le brouillard. Pour certains, Richard Gaud était aussi une ligne de vie.

Le médecin de l'expédition 1998 est rentré en métropole à la mi-mars. Après de longs mois d'isolement, l'hivernant renait au monde. Il faut se réacclimater. Ici, il faut succéder au jour sur un rythme effréné. « La solitude, les gens, les odeurs, tout est pénible. On manque d'espace alors qu'en hiver, là-bas, sur la banquise, on peut aller n'importe où. »

Là-bas, paradoxalement, l'espace est compté et la station minuscule. Les chambres ressemblent plus à des cellules de prisonnier ou de moine. Un lit, une armoire, un bureau et à peine la place de circuler entre ces trois meubles. « Mais une fois rentré, chercher un stylo, un taille-crayon, c'est la galère », assure Richard Gaud. Eux qui ont entièrement été pris en charge pendant des mois doivent aussi réapprendre certaines règles élémentaires. « Peu après mon retour, raconte le médecin militaire, je suis allé déjeuner au restaurant et je partais sans payer quand on m'a rappelé qu'il fallait sortir son portefeuille. »

Ici, rien ne sera plus comme avant. Là-bas, l'hivernage 1999 a commencé.

Pierre Barthélémy

A. FONNET/LE MONDE

De l'importance de la gastronomie sur la banquise

con prosciutto et de l'espagnol grillé, suivis de pâtisseries italiennes et d'authentiques expressos, le déjeuner a largement emplié l'heure de la sieste. Personne ne songe à s'en plaindre. Les membres de la réunion politique informelle organisée par la Nouvelle-Zélande (et baptisée « Ménestier on ice ») n'ont, jusqu'à présent, été reçus que sur les bases néo-zélandaises et américaines, où manger relève davantage de la nécessité que du plaisir.

Les vêtements spéciaux ECW (froid extrême) prêts aux mêmes dégâts avaient déjà illustré l'incomparable supériorité, en termes d'élegance, des tenues italiennes face à celles des Américains et des Néo-Zélandais. Mais personne n'avait imaginé que le contraste serait aussi saisissant à table que dans les vestiaires.

A McMurdo Station, la plus grande base en Antarctique (de 1 200 résidents en été à environ 200 en hiver), la cantine rappelle

les plus sinistres restaurants universitaires. On sert la nourriture à même le plateau encore mouillé de l'épais bain de vaisselle dans lequel le précédent utilisateur l'a trempé. Les cases du plateau sont remplies à la louche de collants mélangés

base américaine – se régale de « glace molle » qui, comme les boissons gazeuses, est en libre service jour et nuit dans le réfrigérateur.

On comprend mieux la réputation de fine cuisine dont jouit, auprès des Améri-

n'st qu'à une demi-heure à pied de McMurdo. « Ils ont toujours des légumes frais. Leur cantine est de la taille d'un restaurant. McMurdo, à côté, c'est l'usine », déclare une Néo-Zélandaise qui travaille

sur la base américaine.

Bien que les Américains comme les Néo-Zélandais en cultivent quelques-uns hors sol, « les légumes verts deviennent une obsession pour certains », affirme l'aumônier protestant de McMurdo, Dave Stilie. « Le courrier et la nourriture sont deux choses dont les gens se plaignent beaucoup. »

Même en été, il arrive que les bases ne reçoivent pas de produits frais pendant plusieurs semaines : les rotations aériennes sont toujours tributaires de la météo, et les biens d'équipement ont la priorité sur les « salades ».

Florence de Changy

A. FONNET/LE MONDE

Concordia, Dôme C : un chantier franco-italien dans l'enfer blanc

TERRA NOVA BAY
de notre envoyée spéciale

C'est l'endroit le plus froid, le plus sec, le plus venté – bref, le plus hostile – de la planète. Par -30 degrés centigrades en été, (-70°C en hiver), à 3 250 mètres d'altitude, il arrive que les générateurs surchauffent car l'air n'est pas assez dense pour les refroidir.

Dès que le vent se lève, ou lors des déplacements en motoneige, les engrenages apparaissent en quelques secondes sur la peau exposée. La sécheresse extrême favorise l'accumulation d'électricité statique et il faut penser à se « décharger » avant de toucher tout matériel électrique.

C'est pourtant là, sur le Dôme C, à plus de 1 000 kilomètres des côtes du continent Antarctique, que les Français et les Italiens ont décidé de construire Concordia, leur future base commune. Ce site inhospitalier a été choisi pour satisfaire

au mieux les exigences des chercheurs qui y séjournent, explique Michel Glass, coresponsable du comité scientifique de Concordia. Pour faciliter les communications, il fallait se trouver dans la limite de visibilité des satellites géostationnaires. Les astronomes souhaitaient de l'altitude et un air aussi dépourvu que possible de vapeur d'eau, une condition essentielle pour mener de bonnes observations dans le spectre infrarouge. Enfin, la sécheresse convenait aussi aux climatologues dans la mesure où plus la couche annuelle de neige est fine, plus il est possible, à forage égal, de remonter loin le temps dans les archives climatiques que recèle la calotte glaciaire.

A force de recoupements et d'exclusion de zones, et en gardant à l'esprit l'avantage d'être à proximité de la grande base américaine de McMurdo, principale porte d'entrée en Antarctique, le Dôme C, à 75 degrés sud, fut désigné. Le site – qui accueille aussi le programme européen de forage profond Epica (Le Monde du 3 avril 1997) – a, de surcroît, l'avantage de se trouver au centre du trou d'ozone au printemps, ce qui n'est pas dénué d'intérêt scientifique.

TROIS CONVOIS PAR AN

Actuellement en cours de construction, la future base franco-italienne Concordia sera quasiment à égale distance des bases italiennes et françaises sur la côte. Sauf qu'il faut cinq heures de Twin Otter (avion bimoteur sur skis) pour parcourir les 1 200 kilomètres qui séparent le Dôme C, la base italienne de Terra Nova Bay, contre au moins dix jours pour rejoindre en tracteur à chenilles la base française de Dumont-d'Urville, à 1 100 kilomètres de là, dont la piste d'atterrissement, construite

en 1993, s'est effondrée avant même sa mise en service. Si la base italienne est donc le point de passage obligé pour les visiteurs qui « voyagent léger », c'est au gré des trois convois terrestres français par an qu'arrivent sur le site les matériels nécessaires à la construction de Concordia.

Cette complémentarité logistique entre les deux partenaires européens n'est pas la seule raison de l'association autour de ce projet, première collaboration de cette ampleur entre deux pays intervenant en Antarctique. Conçue il y a trois ans, Concordia devrait être prête à l'hivernage en mars 2003. Pour le moment, des tentes molletonnées et des contenues préaménagés permettent déjà d'accueillir plus de quarante personnes durant l'été. Les uns se consacrent à des expériences scientifiques. « Cette année, les mesures du bruit de fond cosmique et de sa polarisation ont

été couronnées de succès. Un sismomètre et un magnétomètre ont aussi été installés dans les conditions prévues », indique Michel Glass. Les autres travaillent sur le chantier qui n'en est encore qu'au fondations.

PARITÉ
La neige extrêmement poussiéreuse a été suffisamment tassée pour que les pieds hexagonaux qui soutiennent la future station puissent être mis en place. L'ensemble sera monté sur des vérins, afin de maintenir la base en surface. « Avant, on enterrait les stations sous la neige, mais on s'est rendu compte que la pression de la glace finissait par être beaucoup trop forte », remarque Jean-Claude Hureau, un ichthyologiste français familier de l'Antarctique. Concordia sera constituée de deux cylindres de dix-sept mètres de diamètre, l'un pour le logement et la

R. de C.

لذا عن الأصل

Belize, une Babel sous les tropiques

DANGRIGA

de notre envoyée spéciale
Petit-fils d'un triançais et d'une créole aux ancêtres africains, Steven Torres, 27 ans chauffeur de taxi, est un Belizien pur sang. Prénom britannique, nom espagnol, yeux en amande des Mayas, cheveux crépus des noirs. Un métissage que le jeune homme revendique : « Ici, il n'y a pas une seule personne identique, on est tous des métis. On parle chacun notre langue, on apprend l'anglais à l'école, et tout le monde sait le créole. » Ce qu'on appelle le *broken up english*, un anglais désagréé. « Why you when ? demande-t-il, au lieu du *where are you going ?*, où allez-vous ? » A San Ignacio, la capitale du Cayo district, frontalier avec le Guatemala, proche des deux grands sites mayas du Belize. Et Steven de recommander chaleureusement, dans cette ville, « les soirées des vendredis et samedis au Blue Angel Club où se produisent les *Messengers*, un des meilleurs groupes pour le soca, musique créole très rapide, qui se danse avec les hanches ».

Pour l'heure, le taxi roule en plein midi dans Belize-City, la capitale économique de ce pays d'Amérique centrale, à peine grand comme la Sardaigne, calé le long de la mer des Caraïbes dans le prolongement du Yucatan. Peuplée de 230 000 habitants, cette jeune démocratie, indépendante depuis le 21 septembre 1981, fonctionne sur le modèle anglais des anciens colons. La ville basse est presque entièrement construite en bois. Maisons bardées de planches horizontales, badigeonnées en blanc, jaune paille ou vert amande. Vérandas et balustrades ouvrages. Toits à quatre pentes en tête ondulée, couleur de rouille ou peints en rouge brique. Les plus modestes, baraqués de guinguins, gardent leur bardage à nu, poli par le soleil et les pluies, et se dressent sur pilotis. Parade contre les voleurs, dit-on, la drogue circule en ville, mais surtout espace ombragé, idéal pour les siestes en hamac et qui sert de garage commun de débarqués.

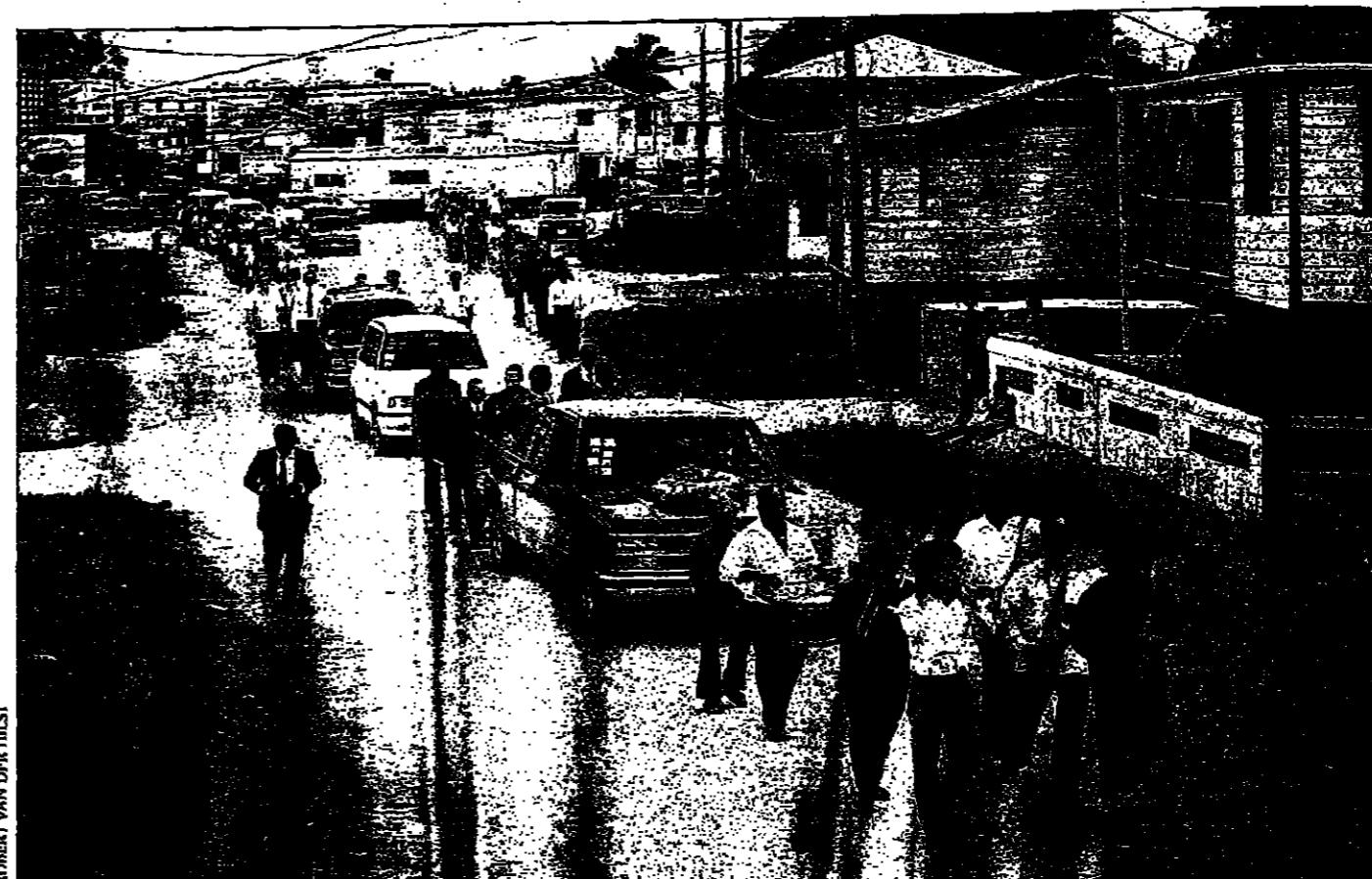
Récif semé d'îlots coralliens.
Architecture de bois.
Musiques métissées.
Cette jeune démocratie d'Amérique centrale est par tradition terre d'exil

Décor désuet, typiquement « carib », tel qu'on imagine celui des Antilles françaises dans les années 30. Des photos en noir et blanc du début du siècle, exposées sur les rayons de la Belize Book Shop (librairie locale), aux côtés de *La Tempête* de Shakespeare et des recueils de poésie de jeunes Beliziens, montrent que, depuis le premier vol de la Pan Am en 1929, la capitale a peu changé. On reconnaît le pont en fer construit en 1900, la bâtie à duchet de la Cour suprême, vestige de l'administration britannique. Seuls les *jeeps*, les *pick-up* et autres berlines américaines, se balancent sur des amortisseurs en bout de course avant d'échouer leurs car-

casses sur le bord des routes, ont remplacé les carrioles tirées par les chevaux. Sur Albert Street, la grande où se côtoient les bazaars des Pakistanais, des Indiens, des Libanais et des Chinois, des métis hispano-maya et des anglo-créoles,

En souvenir de la Révolution française

Dans sa petite cabane, à Hopkins, Marcella Lewis compte dans la langue de Descartes, ponctue ses poèmes *garifunas de tonitruante « yaman »* pour « qui madame » et rend gloire à ses ancêtres de Saint-Vincent « très liés aux Français ». Cette île fut la dernière étape, avant Belize, du long périple de ces Caraïbes, les Garinagus (les *caribales*, en espagnol, caribes en français), venus de l'Orénoque, qui prenaient pour femmes les Arawaks et des marionnettes après avoir liquidé les hommes. Sybille de Pray, linguiste au CNRS, qui travaille depuis huit ans avec la poétesse à comparer les mots utilisés aujourd'hui en regard de ceux qui composent le dictionnaire du Père Raymond Breton établi en 1665, donne la clé : « C'est portés par les idées révolutionnaires d'un certain Victor Hugues qu'ils refusent de se soumettre aux Anglais, nouveaux maîtres de Saint-Vincent tout en s'alliant aux Français dont ils adoptent le quart du vocabulaire. » Deux siècles plus tard, à Hopkins, un bout de mille îmes, écrasé de chaleur sur le côté carib, on parle, on chante *garifuna*, rien que *garifuna*.



A Dangriga, dans le fief des Garinagus, une procession rassemble les communautés derrière la fanfare funéraire qui conduit l'un des siens dans son ultime voyage.

La pyramide de Xunantunich, cité-Etat maya mis au jour près de San Ignacio (ci-contre). Le plus spectaculaire, avec Caracol, des 600 sites répertoriés.



JOEL DUCWICH

Protégée par une barrière de corail de 300 km de long, le rivage caraïbe, jamais envahi, sommeille sous le soleil (à droite). Les rares voyageurs investissent les îles (surtout celles du Nord). La côte sud domine à l'écart.

les hommes portent plus volontiers la casquette, ou le volumineux bonnet de crochet sur les bouches rasta, que le panama d'autrefois.

Luminosité, humidité et chaleur alimentent la langueur ambiant. Le mercure stagne autour des trente degrés. Le soleil brille malgré l'alizé. Cette brise tiède chargée d'odeur souffle plein ouest et lève des vagues qui moutonnent jusqu'à l'horizon. On aperçoit, ancré au large, en bordure du récif, la silhouette d'un paquebot blanc. Arrivé de Floride, le matin même avec 600 touristes, le navire débarque, en chaloupes, les passagers pour un rapide tour de ville. Pas plus que les galions espagnols d'il y a cinq siècles, le bateau ne peut accoster. Voilà l'histoire de ce petit pays sur lequel les conquistadores n'ont pas jeté leur édent dévoué. La barrière de corail longue de 300 km, la plus grande après celle d'Australie, tient à l'écart les envahisseurs. Semée de centaines d'îlots (les Cayses), elle fait aujourd'hui le bonheur des plou-

geurs et des voyageurs en quête de « Robinsonnade ». Ce récif fit l'affaire de la flibuste, des pirates et boucaniers de tout poil. Drake et ses émules se planquaient dans cet entrelacs de mangroves, criques, baies et lagunes aux eaux peu profondes. Repères impréhensibles pour les écumeurs des mers attaquant les nefs espagnoles, faisant route vers Séville, les cales boursées d'or. Alain Breton, ethnologue-historien qui a dressé une cartographie du Belize de 1511 à 1880, rend compte des rares expéditions terrestres. Lorsque « Hernan Cortes traverse en 1525 les Maya mountains, écrit le scientifique, il ne croise que des villages vides, abandonnés la veille et qu'il réoccupe le lendemain... ». Ces Mayas sont les descendants des premiers habitants de la région dont les grandes cités-Etats comme Caracol ou Xunantunich, concurrents de Tikal (au Guatemala), ont été abandonnées mystérieusement à l'aube du Xe siècle. Aujourd'hui les Amérindiens

domptent Mopan, dont le nez busqué et la petite taille témoignent de leur filiation directe, vivent autour de San Ignacio, mais patient sur le créole ou espagnol. Les femmes ne portent plus ces *huipils*, corsages brodés de dessins géométriques qu'affectionnent encore les Quichés du Guatemala.

Dans le sillage des pirates, les aventuriers anglais établissent sur la côte, à l'embouchure des rivières, les premiers comptoirs forestiers d'où s'organise le commerce du bois vers l'Angleterre. Ils prennent pied le long des voies d'eau et organisent des campements d'esclaves africains pour la coupe de l'acajou, du campêche et autres essences rares. Voilà le « tribut insouciant du Belize au développement de l'industrie britannique », souligne Alain Breton. Le pays fournit teinture, mobilier, traverses de chemins de fer et canne à sucre. La victoire définitive des Anglais sur les Espagnols, règle, en 1798, le sort du pays. L'esclavage aboli en 1834, les coolies des

TOURISME FLUVIAL

Au fil des pages, le Sud au fil de l'eau.



Bateau-promenade, bateau-hôtel ou location d'un bateau habitable : bienvenue à bord pour découvrir le Sud de la France par ses rivières et ses canaux !

Au fil des pages de notre guide 99

Vous avez rendez-vous avec le soleil, la douceur de vivre au rythme de l'eau et le plaisir d'émotions nouvelles : pour la journée,

Guide-Conseil tourisme fluvial 99 gratuit au

04 67 00 00 00

Rivières et canaux du

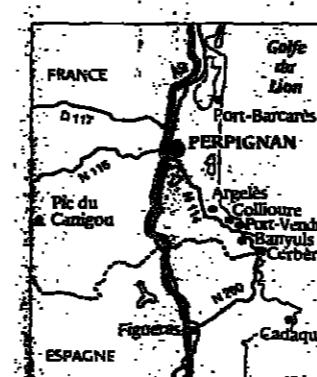
MIDI

FRANCE

un week-end ou les vacances.

Vous n'avez jamais navigué ?

Vous trouverez aussi dans notre guide une liste des professionnels qui vous donneront d'utiles conseils pour prendre la barre et être seul maître à bord sans difficulté... et sans permis. Demandez-le vite et à vous de choisir une autre façon d'aimer le Sud : à chacun sa croisière !



Week-end en fauves en terre catalane

Pour point de départ, le « centaure mondial ». Ou plus précisément, la gare de Perpignan, inaugurée comme par Dali, en 1962, à la suite d'une exécution plus forte qu'elles précédentes. À peine un quart d'heure de route, et on se retrouve dans le marais des gorges de l'Agly, ayant de monter à la tour de la Massane. En toile de fond, le Canyon que « les Japonais » note le guide, comparant souvent à *Fiji Jima*. Descente à travers les chênes-lièges, les terrasses et les murettes qui surplombent Collongues. Sur les pentes schisteuses, on a creusé pour combattre le ruvement, des « grottes de grotte » (rigoles) qui relient des ruisseaux d'évacuation plus importants, les aqueducs. Ils reçoivent le baignou, un vin doux naturel vieilli en fûts de chêne, et le collongue, un rouge charnu et épice, deux nectars qui se dégustent chez Michel Tissot, devant le drapier catalan à bâches sang et or. Export de Collongues à l'inspiration romane ou Nîmoise ou Dali. Siens, il sera rejoint par Dora Maclennan, qui n'oubliera pas de faire une partie de la montagne des Albères et l'océan. Siens, il sera rejoint par Dora Maclennan, qui n'oubliera pas de faire une partie de la montagne des Albères et l'océan.

A Cadouin, le patron de l'hôtel S'Agard, Édouard Pomes, vous parlera d'un artiste qu'il a bien connu, Dali. Avant de visiter sa maison-musée de Port Lligat, un détour s'impose par le cap de Creixà (province Catalogne), là où les Pyrénées plongent dans la Méditerranée. Une géologie pour le moins fantastique dans laquelle l'homme a moustache courbée à trouer son inspiration. Un chemin panoramique bordé de murettes et entourant les « casas » (criques) semées au milieu des amandiers pistachiers et des oreilles de Vénus. Un cyprès, planté dans une barque (un lieu pris des îles d'Amériques au début des 70), annonce la maison d'un blanc immaculé où Dali peignit la plupart de ses œuvres. Un lieu qu'il dessina, en 1962, à la mort de Gala, sa muse Vénus. Passage obligé avant de rejoindre Figueras et son « Musée Dalí », où sont rassemblées les plus extravagantes hallucinations de l'artiste.

de notre envoyé spécial, Alexis Bodard

* Spécialiste de la randonnée, notamment dans les Pyrénées, la Balaguère (tél. : 05-62-97-20-21 et 97-51-75-36) propose, jusqu'à la fin juin, au départ de Perpignan, une balade (3 à 7 heures de marche par jour, sans portage) entre mer et montagne. Prix : 3 580 F (546 €) par personne avec 6 nuits en chambre double en hôtels de charme et pension complète.

AVEZ-VOUS,
viers l'Irlande
pour deux

Contradictions honduriennes

AUJOURD'HUI-VOYAGES

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 27



RENÉ BURRI/MAGNUM

Indes sont envoyés (et ils y restent !) sur cette langue de terre (d'ors appelée Honduras britannique, qui devient en 1871 l'un des joyaux de la couronne.

De cette Histoire, il reste un formidable puzzle malconnu noué au fil des décennies par des vagues d'immigrés de tous horizons : Mayas yucatèques fuyant la guerre des castes du Mexique, Garifagues (Caribes noirs), Chinois, Syriens, Palestiniens et Libanais arrivés dans la foulée des Anglais, mercenaires produisant la quasi-totalité des volatiles et des laitages que le pays consomme, réfugiés guatémaltèques et salvadoriens. La tradition démocratique à l'anglaise, en plein cœur d'une Amérique hispanophone où les guerres et les dictatures se succèdent, a un goût de liberté. Terre d'exil, cette Babel des Tropliques attire aujourd'hui en masse les Nord-Américains venus y échapper des jours tranquilles. Francis

Ford Coppola a restauré un lodge en bordure d'un torrent près de Caracol. D'autres investissent dans les plantations d'agrumes.

Avant d'arriver à Dangriga, sur la côte sud, le tief des Garifagues, on longe les orangeries courant à perte de vue. Atmosphère de Far West pour ce village de pêcheurs dont la population (10 000 habitants) est à 80 % garifuna. Musique à plein tube dans la rue. Il fait sombre. L'éclairage municipal distribué avec parcimonie met en valeur les façades de bois toutes déglinguées. Quatre musiciens, tambours (*drums*) et *maracas*, jouent sous une véranda. Rythme ternien, sonor, répétitif. Deux filles en robes à volants dansent sur le macadam.

Austin Rodriguez taille les blocs d'acajou pour qu'ils sonnent fort. « C'est le cœur et l'esprit de l'Amérique et de l'Orénoque, dit-il. Les tambours de mes pères ne se sont pas cal-

més. Ils grondent dans mes os. Ils capturent mon esprit. Ils s'emparent de mon âme. » La vieille tante Nuke, occupée à faire la cassave, déclare qu'elle n'a « jamais entendu sa mère parler anglais ». Eux, les jeunes, ne s'en privent pas, mais ils n'en oublient pas pour autant leur propre langue.

Le dimanche soir à Dangriga, pour le concert des Punta Rebels, la grange de bambou ouverte à tous vents, est archi-comble. Jeunes en accordéon sur leurs basket, t-shirts trop longs, sept gallards s'époumonent sur fond de tambours, *maracas*, guitares et piano électriques, enchainant les chansons en garifuna, en anglais, en espagnol et en créole. Les couples dansent la *punta*, un jeu de jambes sur place où les corps s'ajustent sans se toucher. Pas un mouvement d'épaules. Comme leurs ancêtres.

Florence Evin

Carnet de route

● Transport : vol Air France quotidien, sans escale, Paris-Miami (à partir de 3 628 F, 553 €, en *Tempo* 4), puis sur place, correspondance imposée le lendemain, Miami-Belize-City, sur American Airlines ou Taca. Réseau routier limité (environ 500 F, 76 €, par jour de location pour une 4x4). Privilégier les lignes intérieures, bon marché, en avionnette sur Maya Island ou Tropic Air.

● Etapes. Petite hôtellerie familiale et chère (5-10 chambres, bungalows) sur les îles, 500-1 000 F, 76-152 €, la nuit. A Belize-City, le Fort Georges Radisson, en proie sur la mer. Près de San Ignacio, le Blancaneaux Lodge de Coppola, dans la jungle, exceptionnel. A

Dangriga, le Pelican sur la plage : hôtelien, charmant, avec amie sur l'îlot de South Water Caye, à 40 minutes de bateau. A Hopkins, le Beaches and Dreams, tranquille, ou le Jaguar Reef Lodge, plus chic.

● Forfaits. Voyage à la carte au Monde des Amériques (tél. : 01 53 63 13 48). Dix jours en Liberté de Paris, à partir de 10 700 F, 1 631 €, incluant 7 unités dans les étapes décrites ci-dessus, en mai, fin de la saison sèche.

● Lectures. *Un filibuster français dans la mer des Caraïbes*, de

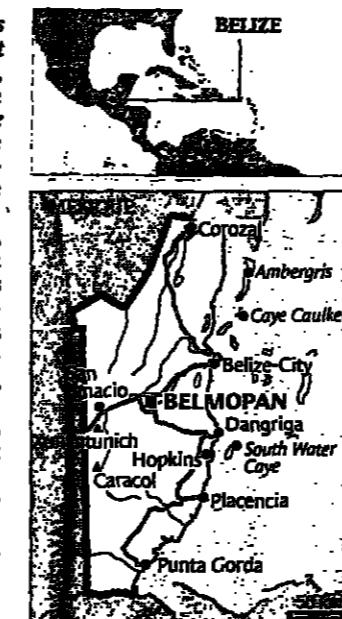
Jean-Pierre Moreau et *Belize*, d'Alain Dugrand (Petite bibliothèque Payot). Guides des éditions Ulysse et Moon Travel Handbook (en anglais).

● Informations. Pas d'office du tourisme en France, mais un site Internet (www.travelbelize.org).

Évadez-vous,
volez vers l'Irlande:
1.534F* pour deux.

Aer Lingus

*TAXES COMPRIS. TARIF AIR POUR DEUX ET VOL DÉPART PARIS AUX CONDITIONS PARTICULIÈRES ET SOUS RÉSERVE D'APPROBATION GOUVERNEMENTALE.



Voyageurs
EN CHINE

[VOLS REGULIERS]
Paris > Pékin ou Shanghai
à partir de 3 150F

CIRCUIT "DÉCOUVERTES" LA CHINE ESSENTIELLE
15 jours Paris-Paris à partir de 13 200F

CIRCUIT "CIVILISATIONS", LES DIX PLUS BEAUX SITES
25 jours Paris-Paris à partir de 21 700F

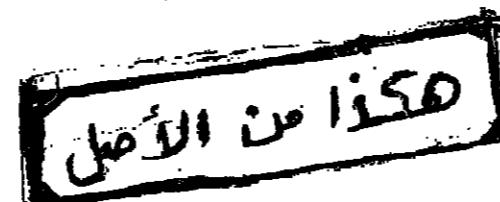
Exposition vente d'artisanat TOSO - EFMIC - A partir du 20 avril à Voyageurs Paris. Musiques, danses, théâtre et objets d'artisanat.

► VOYAGEURS LYON
55, quai Sainte-Catherine
69002 Lyon
2 704 72 99 56

► VOYAGEURS PARIS
55, rue Sainte-Anne
75 002 Paris
2 01 42 86 16 40

► VOYAGEURS TOULOUSE
12, rue Gabriel Péri
31040 Toulouse 13^e étage
2 05 10 73 56 46

► Réservation
vos séjours
www.vdm.com
3615 VOYAGEURS



A tous prix

■ 250 F (38 €) : une initiation aux secrets du parfum à l'atelier de « taxinologie » des parfums Molinard, à Grasse. Après la présentation des procédés de fabrication et des divers composants, séance d'olfaction (une quarantaine de matières premières aromatiques) puis, avec un maître-parfumeur, sélection des essences et création d'une fragrance unique. On repart avec un diplôme et son eau de toilette exclusive. Pour parfaire ses connaissances, visite guidée de l'usine Molinard : le Musée qui résume l'histoire du parfum, la collection de flacons, la salle du distilloir, l'Orgue du parfumeur (5 000 à 6 000 odeurs !), la cave de macération, l'atelier de conditionnement et la boutique. Toute l'année sauf les week-ends et jours fériés. Renseignements au 04-93-36-01-62.

■ 480 F (73 €) : deux jours dans le Gers pour, d'avril à septembre, apprendre à se repérer dans le ciel, à reconnaître constellations, nébuleuses, galaxies, planètes et étoiles, et à utiliser jumelle, lunette et télescope, histoire d'être prêt à observer l'éclipse de soleil du 11 août. Le tout en savourant la qualité de vie d'un département où astronomie et gastronomie. Prix pour 2 jours et 1 nuit, en pension complète, à La Ferme des étoiles, au Cornouiller, au cœur de la Lomagne. Aborder 125 F (19 €) par personne pour une chambre double et 250 F (38 €) pour une chambre individuelle. Également au menu des week-ends de 3 ou 4 jours (900 F, 137 € et 1 300 F, 198 €) et des séjours de 6 jours (2 750 F, 419 €). Réductions pour les lecteurs du *Monde*. Renseignements au 05-62-06-09-76.

■ 2 590 F (395 €) : un week-end à Malte, sur les traces des chevaliers, avec Accor Tour/Aficitours. Du Grand Hôtel Mercure Corallo Selim Palace (certaines chambres se trouvent dans un château du XVII^e siècle et les repas sont servis dans le cadre insolite d'une chapelle), situé à Mellieha, une petite ville construite à flanc de montagne, on peut facilement silloner l'île pour dénicher les multiples richesses. Le prix, à partir de 2 590 F (395 €) par personne, comprend 3 nuits en chambre double et demi-pension ainsi que le transport aérien avec Air Malta. Forfait 7 nuits à partir de 3 490 F (532 €). Renseignements dans les agences de voyages et au 01-44-11-11-50.

■ 4 431 F (675 €) : une semaine à Santorin, l'une des plus belles et, assurément, en raison de son caractère volcanique, la plus spectaculaire des îles grecques. En mai (départs de Paris les 18 et 25), Jumbo propose un séjour dans un hôtel « intime » (une vingtaine de studios blancs et bleus avec vue sur le volcan), le Regina Mare, accroché aux flancs escarpés de la Caldeira. En pîme, une petite piscine posée au bord de la falaise. Le prix, par personne, comprend 7 nuits en chambre double, le vol Paris-Santorin A/R et les transferts. Renseignements dans les agences de voyages et au 01-46-34-19-79.

■ 5 100 F (777 €) : New York à vélo dans le cadre du plus important rassemblement cycliste amateur des Etats-Unis. Crée en 1977, le « Bike New York » se déroulera sur 64 km, le dimanche 2 mai, dans une ville fermée à la circulation et à travers cinq quartiers (Queens, Manhattan, Brooklyn, Staten Island et le Bronx) de la « Big Apple ». A cette occasion, Réducteur, spécialiste des vacances en direct, propose de séjourner à New York du vendredi 30 avril au lundi 3 mai. Le prix, par personne, comprend 3 nuits en chambre double à l'hôtel Washington Square, au cœur de Greenwich Village, les petits déjeuners, les vols de Paris, les transferts (avec les bicyclettes) et l'inscription à cette randonnée insolite. Renseignements au 3615 RT, sur Internet au www.reducteur.fr (rubrique « séjours sportifs ») ou au 01-36-68-28-27.

TERMINEZ LE SIÈCLE EN BEAUTÉ



LE CHOIX DES GRANDS VOYAGEURS

- Découvrez les plus beaux sites du monde en compagnie de conférenciers spécialisés.
- Réalisez des voyages sur mesure uniques et personnalisés.
- Participez au réveillon du siècle dans un palais de Maharadjah

ORIENT, ASIE,
AMÉRIQUE LATINE, AFRIQUE...

Brochure et conseils : IKHAR, 32, rue du Laos 75015 PARIS
Tél : 01 43 06 73 13 • Fax : 01 46 00 78
e-mail : ikhar@wanadoo.fr

Logo N°039246

TROIS QUESTIONS À...

PHILIPPE GLOAGUEN

1 Les routards ont disparu mais le Routard, que vous avez créé en 1973, est resté fidèle à une image qui peut paraître démodée. Comment l'expliquez-vous ?

Il y a dix ans, mon éditeur, Hachette, avait demandé aux libraires : faut-il changer ce nom ? Réponse : « *Surtout pas*, c'est devenu une marque ! » Quand le Club Méditerranée a ouvert un village au Sénégal, il s'est posé la même question, et la réponse a été la même. Dans un cas comme dans l'autre, le nom était générique et porteur.

Au départ, le Routard c'était « comment voyager bon marché ». Un étudiant s'adressait aux étudiants. Aujourd'hui, c'est pour chaque type de lecteur (notre lecteur s'est élargi et diversifié) et en fonction de ses moyens, un instrument pour trouver « son » meilleur prix ou le meilleur rap-

port « qualité/prix ». Si les routards ont disparu, la quête du meilleur prix reste d'actualité.

2 Vous priviliez aussi des opérations ponctuelles : Coupe du monde de foot, séances de voyages, loueurs de voitures, Club Med... Cela ne risque-t-il pas de nuire à votre crédibilité ?

Sur ce créneau particulier, nous sommes sans doute les premiers en France avec, en moyenne, deux titres par mois. Mais nous n'acceptons pas toutes les propositions. Nous sommes sollicités car nous véhiculons certaines valeurs : la liberté, la tolérance, la jeunesse et l'honnêteté dans la rédaction. Le Club ? C'est aux qui nous ont approchés. Ils voulaient un guide promotionnel. Ils ont sélectionné neuf villages. Nous y sommes allés. Sur l'un, nous étions très réservés. Il a été supprimé de la liste. Pour les autres, nos textes n'ont pas été retouchés, y compris les critiques sur certains points, les excursions notamment.

3 Que pensez-vous de la traduction en français de guides étrangers ?

Certains titres du Routard sont traduits en cinq langues. Je me vois mal reprocher à d'autres de venir sur le marché français. Le problème, c'est celui de l'emploi. Si un guide étranger me plaît, je peux acheter les droits pour la France. Mais j'ai une équipe de 80 personnes à faire vivre. Elle a priorité même si cette solution est plus coûteuse. Le vrai handicap du Routard, c'est qu'il est édité en français et qu'on se bat contre des puissances financières. Quand Lonely Planet sort un guide, il est diffusé dans 54 pays ; nous, c'est 17, dans le meilleur des cas.

Résultat : ils sont cinq fois plus puissants que nous. Mais on se défend plutôt bien. C'est important car il s'agit du combat de l'édition française contre l'invasion anglo-saxonne.

Propos recueillis par Patrick Francis

Directours

NEW YORK, C'EST DIRECTOURS

Cette année, les hôtels à la carte. Directours vous offre la possibilité de réserver à l'hôtel de votre choix, connaissant la ville, ET LES MEILLEURS PRIX GARANTIS. Exemple :

Vol Swissair + Hôtel ROOSEVELT 4* (Madison av./44ème) **4 025 F**

SÉJOUR 5 J/4 N. Prix base 2 personnes en 1 chambre double, taxe de séjour, petit déj.

Brochure gratuite 01 45 66 62 62 ou de préférence 01 46 00 75 53

Mémo 3615 Directours 03 21 F (03 21)

Internet : www.directours.fr

Membre SNAV - Garantie APS

Logo N°039246

Vol + 1 semaine en Grèce

2990 F

au club Olympien Cap d'Or en pension complète, vin inclus.

HELIADES

N° INDIGO 0803 803 113 - 3615 HÉLIADES - 03 21 F

www.heliades.fr

ISLANDE

ESCAPADES D'AVRIL

à partir de

2585 FF

vols + transferts + hébergement

3 nuits + petits-déjeuners

Renseignements :

ICELANDAIR

9 bd des Capucines

75002 PARIS

Tel. 01 44 51 60 51

<http://www.icelandair.fr>

Logo N°039246

Logo N°03924

30 / LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999

DISPARITIONS

Paul Leistenschneider et Robert Noireau

Compagnons de la Libération et résistants

PAUL LEISTENSCHNEIDER, compagnon de la Libération et ancien délégué militaire du général de Gaulle pour le sud-est de la France en 1943-1944, est mort vendredi 9 avril à Paris.

Né le 16 janvier 1907 à Basse-Yutz (Moselle), avocat de métier, Paul Leistenschneider est entré, après sa démission, dans la Résistance en Lorraine, annexée par les Allemands au début de la seconde guerre mondiale. Il fait partie, en novembre 1940, d'un service de renseignement du deuxième bureau de Vichy - dont certains responsables s'emploient, après la défaite, à œuvrer contre l'occupant - au sein du réseau de résistance « Kléber » sous le nom de code de « Carré » ou « Dragon ». Il doit se réfugier en zone libre à l'été 1942, parce qu'il est recherché pour ses activités et qu'il est, pour les nazis, un sujet allemand.

« Carré » tente ensuite de se réfugier en Espagne ; il y est incarcéré à la prison de Miranda entre novembre 1942 et mars 1943, date à laquelle il réussit à rejoindre Londres et s'engager dans les Forces françaises libres (FFL). Après une période d'entraînement, il est parachuté en mission spéciale en France, en septembre 1943, avec le titre de délégué militaire du général de Gaulle pour le Sud-Est (régions 3 et 4). Dans la région 3, à Montpellier, il crée des équipes « action » et il prépare des plans d'intervention paramilitaire. Dans la région 4, de Toulouse, il cherche à unifier des mouvements de résistance par trop indépendants.

Les nombreux déplacements de Paul Leistenschneider, même clandestins, attirent l'attention de la Gestapo. Londres lui propose de rentrer : il refuse et devient délégué militaire de la région de Lyon (r. 3). À partir de mai 1944, à ce titre, il va conseiller, pour le compte du futur maréchal Marie-Pierre Koenig, les formations paramilitaires de la zone. Au jour d'

JOHN NGU FONCHA, vice-président de la République du Cameroun de 1961 à 1970, est mort, dimanche 11 avril, à l'hôpital de Bamenda, sa ville natale. Né en 1916, instituteur, John Ngu Foncha s'est lancé dans la politique dès les années 40. À l'inverse de nombre de ses amis de la partie anglophone du Cameroun, il était partisan de la réunification des deux entités du pays, divisé entre les colonialistes français et anglais après la défaite des Allemands en 1918. Cette attitude lui valut, après le vote en faveur de la réunification, le 11 février

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal officiel* daté lundi 12-mardi 13 avril est publié :

• **Enseignement supérieur** : un décret relatif aux commissions paritaires d'établissement des établissements publics d'enseignement supérieur.

Le *Journal officiel* du mercredi 14 avril sont publiés :

• **Insertion** : un décret relatif aux fonds départementaux pour l'insertion.

• **Prison** : un décret modifiant le code de procédure pénale et portant création des services pénitentiaires d'insertion et de probation.

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE

Parution lundi daté mardi

D TARIF ABONNÉS :

FORFAIT 5 LIGNES

(26 caractères ou espaces par ligne)

2 Parutions : 430 F TTC / 65,55 €

4 Parutions : 600 F TTC / 91,40 €

100 F TTC / 15,24 € la ligne suppl.

• **Bouclage vendredi 12 h.**

■ 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944, il rejoint le maquis du Lot, connu sous le nom d'« Georges » pendant la seconde guerre mondiale, compagnon de la Libération, est mort samedi 10 avril, à Berthecourt (Oise).

Fin août 1944, fait lieutenant-colonel des Forces françaises de l'intérieur (FFI), Paul Leistenschneider rejoint les unités combattantes. Il cherche alors à prendre contact, seul, à motocyclette, dans une région infestée par des patrouilles, avec les Américains, pour obtenir l'organisation d'une attaque conjuguée avec la Résistance. Il effectue des liaisons avec les maquis de l'Ain et de l'Isère, et parvient enfin au PC de l'armée américaine, où il donnera les renseignements nécessaires aux opérations conduisant à la libération de Lyon, le 9 septembre 1944, alors que la Wehrmacht entame sa retraite sous la double pression des troupes alliées et des groupes de résistants, toutes solidement confondues.

Fin 1944, à Strasbourg, Paul Leistenschneider devient secrétaire général à la police pour l'Alsace, jusqu'au début de 1946. Entre-temps, le 19 octobre 1945, il est fait compagnon de la Libération au titre de sa participation au Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), les services secrets gaullistes, puis à la direction générale des études et recherches (DGGER), l'ancêtre du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece), qui a donné naissance à l'actuelle DGSE. Après la guerre, Paul Leistenschneider devient directeur administratif à Westinghouse-France, puis il s'occupera d'affaires immobilières.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance (avec rosette) et officier de l'ordre de l'Empire britannique, Paul Leistenschneider était commandeur de la Légion d'honneur.

1961, il est choisi comme vice-président de la République fédérale du Cameroun, le 1^{er} octobre 1961, par le nouveau président, francophone, Amadou Ahidjo ; il exerce en même temps les fonctions de premier ministre du Cameroun occidental (ex-britannique). John Ngu Foncha avait abandonné la vie politique en 1970, mais restait une personnalité très respectée dans la partie anglophone du pays, qui regroupe un cinquième des 13 millions d'habitants, et nombre de militants et de politiciens anglophones continuaient à venir le consulter.

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Ariane et Jérôme DEBAISIEUX
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Clara,

le 8 avril 1999.

31, rue des Blancs-Manteaux.
75004 Paris.

Patricia et Patrick MAURIN
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils.

Paul.

Aurelia
est ravie d'avoir un petit frère.
384, rue de Cépoy.
45200 Puzieux.

Décès

• Les amis de

• Jean-Paul BECKER,
engagé volontaire à dix-sept ans,
dans le maquis d'Auvergne,
médaillé de la Résistance,
honneur de communication et de cœur,
respectueux des droits de l'homme.

ont la douleur d'annoncer son décès,
survenu à Paris, dans sa soixante-
quatrième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'Essonne.

Il va nous manquer.

J. Boissier,
6, avenue du Bois-Chapet,
91540 Monceaux.

• Le président

• Les membres de l'Académie nationale de médecine, dont le président, ont la tristesse de faire part du décès de leur très estimé collègue, le

professeur Lucien BRUMPT,
chevalier de la Légion d'honneur,
membre de l'Académie nationale de médecine.

survenu à Paris, le 11 avril 1999, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

M. et Mme Michel Gernault,
M. et Mme Jean-Claude Gernault,
M. et Mme François Sauvage,
ses enfants.

Guillaume, Grégoire, Anne, Eric,
Nicolas, Aurélie,
ses petits-enfants.

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Mme Maurice GERAULT,
née Renée DERENNE.

endormie dans la paix du seigneur, le 11 avril 1999, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 avril, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-du-Bon-Conseil, 140, rue de Clignancourt, Paris-18^e.

L'inhumation aura lieu le jour même dans le caveau familial à L'Épinay-le-Comte (Orne).

12, le Championnet.
75018 Paris.

• La famille,
Et les amis de

• Elisa B. GERBAULT,
POUNETTE.

ont la tristesse d'annoncer son départ, le

jeudi 8 avril 1999.

Une bénédiction aura lieu le vendredi 16 avril, à 11 heures, en l'église de Pinerive (Eure).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Fabienne et Jean-Pierre Lassus
ont la douleur de faire part du décès de
leur fils.

Jehan, Robert, Perceval,

survenu le 12 avril 1999, à Paris.

Leur petit prince, né le 19 mars, à Paris,
s'est battu courageusement de toutes ses
forces.

Cet avis tient lieu de faire-part.

98 bis, rue du Cherche-Midi.
75006 Paris.

CARNET DU MONDE

TARIFS 99 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS,

AVIS DE MESSE,

ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS

136 TTC / 20,73 €

TARIF ABONNÉS 118 F TTC / 17,98 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES,

MARIAGES, FRANÇAILLES

530 F TTC / 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES

Toute ligne suppl. : 62 F TTC / 9,45 €

TÉSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC / 12,85 €

COLLOQUES - CONFÉRENCES :

Nous consulter

29 01.42.17.39.80 + 01.42.17.36.42

Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasset

sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont

obligatoires et facturées.

Informations : 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasset

sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont

obligatoires et facturées.

Informations : 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasset

sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont

obligatoires et facturées.

Informations : 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasset

sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont

obligatoires et facturées.

Informations : 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasset

sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont

obligatoires et facturées.

Informations : 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasset

sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont

obligatoires et facturées.

Informations : 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasset

sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont

obligatoires et facturées.

Informations : 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.

Controverses

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999

CINÉMA *Marie*, le personnage du dernier film de Catherine Breillat, *Romance*, désespérée face à son mari qui ne veut plus la toucher, part dans une quête sentimentale sur les che-

mins de l'amour physique. ● *L'AMOUREUX* dominateur, l'étaillon, l'expérimenteur sadomasochiste, l'amant violent et sans visage sont autant de moments de cette quête, et

autant de parcelles d'une masculinité telle que Catherine Breillat la compose avec une attention troublante et amusée. ● **CATHERINE BREILLAT**, dans un entretien au *Monde*, explique que les

séances pornographiques correspondent pour elle « à l'idée qu'il existe un au-delà de la représentation du sexe qu'on ne voit jamais dans les films porno et où se tient la beauté. »

● **CAROLINE DUCEY**, la jeune actrice, a découvert des univers et des personnages qui lui sont « totalement étrangers », comme l'acteur de porno, Rocco Siffredi.

Une femme d'aujourd'hui, au-delà des tabous et de la transgression

Romance. Avec l'actrice Caroline Ducey, la réalisatrice Catherine Breillat continue sa recherche de l'identité féminine et gagne un pari difficile. « Il existe, dit-elle, un au-delà de la représentation du sexe, où se tient la beauté »

Film français de Catherine Breillat. Avec Caroline Ducey, Sagamore Stevenin, François Berleand, Rocco Siffredi, Reza Haboushseh. (1h35)

Un fond, c'est tout simple : une histoire d'amour, celle de Marie et Paul. Marie est une jeune femme d'aujourd'hui qui vit à Paris avec Paul. Elle l'aime ; lui aussi l'aime mais il ne la touche pas, ne la touche plus – ce sont des choses qui arrivent. Marie s'en inquiète et s'en attriste. Catherine Breillat, pour gagner du temps, dit les choses clairement, simplement, avec des mots qu'on réprouve au couvent des Oiseaux ou au Conseil supérieur de l'audiovisuel – et qu'on évite aussi au *Monde*. Elle appelle une chatte une chatte et le reste à l'avenant, et montre ce qu'elle nomme aussi bien qu'elle nomme ce qu'elle montre : que Marie, toujours amoureuse de Paul enfermé dans sa chaste et volontaire et dominatrice, est désespérée. Elle va voir ailleurs si elle y est. Elle y est.

Romance est donc l'histoire d'une quête sentimentale sur les chemins de l'amour physique, à la manière du roman de chevalerie ou du western. Cette fois, une femme est le héros. La transgression n'est pas dans les mots – cons, culs, bites, couilles... voilà, c'est dit –, ni dans les déjà fameuses scènes de sexe dont la rumeur suggère depuis des mois qu'elles seraient parmi les plus chaudes du cinéma français non-X. La transgression, la conquête, la victoire de *Romance*, de Catherine Breillat et de son actrice Caroline Ducey, sont dans ce passage au-delà de l'image et du vocabulaire spécialisés.

PROFIL

UN PERSONNAGE TRÈS LOIN DE CAROLINE DUCEY

Romance conte l'itinéraire moral de Marie. Marie est Caroline Ducey, qui porte le film, incarnant un personnage pourtant très éloigné d'elle. Après avoir fait depuis l'âge de onze ans du théâtre de quartier, puis passé un an au conservatoire à Marseille, la jeune actrice a débuté à l'écran dans *Trop de bonheur*, de Cédric Kahn (prix Jean-Vigo 1994). Arrivée à Paris, elle poursuit des études de lettres (khâgne et hypokhâgne), décroche un rôle dans le film de Bruno Bontzolakis, *Famille, je vous hais*. Elle dit avoir décidé de tourner *Romance* très rapidement, en trois jours : « Pendant le casting, Catherine Breillat était très précise dans sa manière de regarder les acteurs. J'ai tout de suite eu envie de tourner avec elle, avant de lire le scénario. »

Pourtant, devant celui-ci, le premier sentiment fut la déception et la panique. « L'histoire m'a paru d'une grande tristesse, et le personnage de Marie ne me ressemble en rien. J'ai découvert des univers totalement étrangers, dont je me passe très bien. Mais le tournage a été un moment heureux. Le plan-séquence est une manière de tourner formidable pour les comédiens. »

Il y eut pourtant de la tension, à deux reprises. Le premier jour lors de la scène de séduction avec François Berleand : « Tout ce que je n'ai pas voulu voir en lisant le scénario est devenu réel » – et la séquence avec Rocco Siffredi : « la rencontre de deux mondes trop différents, celui du cinéma pornographique et celui qui fonctionne sur les règles normales de l'interprétation. Mon partenaire ne m'écouterait pas et ne me regardait pas. Je ne comprenais pas ce qui se passait. »

Jean-François Rauger



Caroline Ducey dans « Romance » : « J'ai découvert des univers totalement étrangers. »

Romance est un conte de fées, où les fées sont des messieurs avec des baguettes très magiques. *Romance* est l'aventure mentale d'une héroïne, Marie, emportée dans un enchaînement de rebondissements dessinés en couleurs symboliques et formes épurées, tandis qu'elle croise non des personnes, mais des archétypes – qui ne sont pas tous des sales types.

L'amoureux dominateur, l'étaillon, l'expérimenteur sadomasochiste, l'amant violent et sans visage sont autant de moments de cette quête, et

sur les scénarios machos) et de la déjouer (la vie vraie, la tristesse vraie sont ailleurs). L'« éternel masculin » a une sale tête, mais les boushommes, pris un par un, ne s'en tirent pas trop mal – Breillat, en tant que cinéaste, est plus générée avec eux que la plupart des réalisateurs masculins avec les

personnages féminins. La tête que font pourtant la plupart des hommes à la fin de la projection signe la réussite de ce projet passionnant, souvent très émouvant, parfois d'une authentique violence sans jamais rien perdre de son ressort humoristique. Réussite unique, à l'exception de *L'Empire* des sens, de Nagisa Oshima, il y a un quart de siècle, d'une œuvre montrant les relations sexuelles selon les seules exigences du récit.

Ce film est la synthèse des recherches de deux femmes : l'une, personnage, est confronté à une série d'épreuves qui l'aident à définir son individualité ; l'autre, cinéaste, surmonte une série d'obstacles cinématographiques

– l'interdit légal, la saleté commerciale du porno deviennent les éléments légitimes d'une création

Dès lors a lieu le miracle du cinéma quand il est accepté et aimé pour lui-même : tout devient possible. Possible, l'intrusion du burlesque et de la douceur au milieu de scènes de perversité pour en murmurer la vérité secrète : il faut la mise en scène et tout son arrière-plan pour qu'éclate le génie comique du buveur François Berleand, empêtré dans la méticulosité de ses chaînes et de ses fantasmes, rouvrant par la parole le monde que ses pulsions enfermaient ridiculement. Possible, le récit de la guerre des sentiments et de ses violences, celui de la guerre des sexes et de ses brutalités codées, quand les mots crus dévorent le langage. Possible, l'optimisme d'une scène de hard dont on s'aperçoit que Fellini s'en sera toujours approché sans pouvoir l'accueillir (réserve aux femmes ? peut-être...).

Catherine Breillat résout l'équation artistique qui rend possible l'envol métaphorique du final sur les courants ascendants d'un réalisme implacable soutenus par une fantasmagorie neuve. Cette équation avait – et garde – pour inconnue l'incomparable Caroline Ducey qui, montrant tout, conserve avec une générosité sans bornes son mystère – celui, évidemment, de l'origine du monde.

J.-M. F.

Catherine Breillat, cinéaste

« Je pense qu'il ne faut jamais céder, qu'à l'impossible on est tenu »

REMARQUÉE pour avoir écrit à dix-sept ans un livre aussi futé qu'interdit (*L'Homme facile*, 1968, chez Christian Bourgois), Catherine Breillat a publié six romans, collaboré à de nombreux scénarios, et réalisé *Une vraie jeune fille* (1976), *Tapage nocturne* (1979), *36 fillettes* (1987), *Sale comme un ange* (1991) et *Parfait amour* (1996).

« Comment s'intitule votre film ?

– *Romance*, pourquoi ?

– Parce que sur les affiches on lit plutôt *Romance X*.

– C'est vrai... tant mieux. C'est que le film est devenu très différent de ce que j'avais prévu. Réaliser à toujours consisté pour moi à inverser les signes du scénario ; cette fois, le phénomène a pris des proportions imprévues. J'avais écrit une vraie romance fondée sur le sentiment. Au tournage, tout est devenu glacial et humiliant pour le personnage principal. J'ai alors rayé "Romance" d'un "x" que nous avons conservé sur l'affiche.

– A quoi correspond cette volonté de tourner des scènes négatives ?

– A l'idée qu'il existe un au-delà de la représentation du sexe qu'on ne voit jamais dans les films porno et où se tient la beauté. Dans *Romance*, quoi que Marie fasse, elle n'en est pas souillée – en tout cas pas profondément : ce sont ceux

qui établissent les lois et s'en instituent les gardiens qui prétendent que la chute physique est sans retour. Au contraire, à travers ces étapes, je raconte l'histoire d'une femme qui se construit.

– Comment le tournage a-t-il modifié le projet ?

– Le problème du cinéma, son génie aussi, c'est qu'il faut qu'il y réellement les gens et les choses sur place pour les filmer. Quand il faut aller recruter dans les boîtes à partouzes, enquêter dans les clubs sado-maso, acheter du matériel dans les sex-shops... le caractère répugnant de ces ateliers suscite un certain état d'esprit. Mais, lors du tournage des scènes de sadomasochisme, en réaction à ces appellations, dans la fièvre qui s'est emparée du plateau, a surgi une ambiance beaucoup plus spirituelle que ce qui était prévu.

– Encore ne s'en rend-on pas toujours compte durant la fabrication. Quand j'écris, je ne visualise rien à l'avance, je découvre les images en les faisant, ou parfois même seulement en les voyant sur l'écran, au moment du montage. Celui de *Romance* durait 2 h 40, alors que le scénario ne faisait que 60 pages ! Mais je sais depuis longtemps que dans les films, l'important est le silence.

– Comment est né le projet de *Romance* ?

– Dans les années 70, j'avais voulu faire des images pornographiques : il me semblait qu'on pouvait filmer des gens en train de faire l'amour, d'une manière humaine, digne. A cette époque, la loi a instauré un clivage infranchissable, renvoyant toute représentation explicite du porno physique dans le domaine du porno. A mes yeux, l'industrie pornographique est l'autre versant de la loi islamique : l'une et l'autre sont fondées sur l'idée que dans les organes sexuels – surtout dans le corps des femmes – se trouve quelque chose d'absolument obscène.

Il faut refuser ce qu'il y a de malais dans le regard et qui finit toujours par condamner le corps des femmes. A ce moment, le sexe des femmes devient un enjeu de pouvoir, celui des gens qui s'en instituent les gardiens et encassent (la puissance, l'argent, etc.) en occupant cette position.

– Seuls le puritanisme et la soif de pouvoir des censeurs expliquent selon vous l'interdit de représentation de ce sexe ?

– Non. S'il y a un tabou, c'est bien parce qu'il y a un mystère, qui ouvre sur une transcendance. Il y a une terreur sacrée du sexe, comme de la naissance et de la mort, qu'il faut respecter. L'obscurité doit être une porte, la remplacer par une muraille constitue un acte

d'oppression inadmissible. La loi a bloqué l'hypothèse qu'il pourrait y avoir de l'amour dans le porno, c'est-à-dire du cinéma.

– Comment en êtes-vous venue à réaliser ce film ?

– Je l'ai écrit pendant la préparation de *Parfait amour*, qui a été un cauchemar financier. On me disait que j'allais trop loin, mais je voulais montrer ce que c'était que d'aller trop loin. J'ai écrit *Romance* par rage. Je pense qu'il ne faut jamais céder, qu'à l'impossible on est tenu.

Si on anticipait sur la censure, rien ne bouge jamais. Le film a été financé dans le même esprit. Les conseillers affirmait qu'avant avec un tel scénario je n'aurais jamais l'avance sur recettes. J'ai essayé et j'ai obtenu une somme importante, 3 millions de francs. Même chose avec la télévision : Arte s'est engagée, seul Canal Plus est resté très en retrait. Heureusement, le producteur, Jean-François Lepetit, a pris de gros risques personnels pour boucler le budget.

– Un pareil film demande forcément beaucoup aux interprètes.

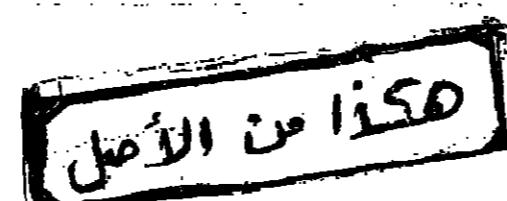
– On ne peut pas exiger des acteurs qu'ils obéissent à tout, mais on peut créer une relation telle qu'il n'y ait pas de censure entre nous. Caroline Ducey savait que mes demandes correspondraient toujours à la logique d'un projet

auquel elle adhérait. Pourtant, avant l'instant du tournage, ni elle ni moi ne pouvions savoir comment cela se passerait concrètement. Je lui ai demandé énormément, pour le film mais aussi parce que je voulais que le public l'aime, elle. J'accepte qu'on attaque mes films, pas mes actrices.

– Avoir choisi une "star" du porno, Rocco Siffredi, pour l'une des scènes les plus osées a-t-il facilité sa réalisation ?

– Finalement, c'est ce qui a rendu cette scène possible, mais au terme d'un processus complexe et dououreux. Il s'agissait qu'apparaîsse, dans le mouvement d'une relation sexuelle très poussée, quelque chose se situant au-delà d'une scène de sexe. Caroline Ducey était bloquée par ce que la figure de Rocco a de fonctionnel : et lui, parce qu'elle n'est pas une professionnelle du "hard". L'un et l'autre ont fallu quitter le plateau sans qu'on ait rien filmé, tant l'identité de chacun était mise en péril par le regard de l'autre. Puis, dans cette incompréhension réciproque, chacun a trouvé la compréhension de son propre débarroi, et c'est devenu magnifique. En faisant l'amour, ils se sont trouvés, et ça se voit. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon



La PlayStation est l'avenir de l'homme

existenZ. Dans ce film-somme de David Cronenberg, le jeu vidéo, intégré au corps humain, lui fait connaître de nouvelles sensations

Film canadien de David Cronenberg. Avec Jennifer Jason Leigh, Jude Law, Ian Holm, Sarah Polley, Don McKellar. (1 h 36)

Nous sommes dans un futur proche. Les artistes à la mode sont des concepteurs de jeux vidéo devenus tellement sophistiqués qu'ils en deviennent encore « plus réels que la réalité ». La diva d'un énorme marché s'appelle Allegra Geller. Ses apparitions paroxysmiques en ont fait un individu mystérieux, à la fois virtuel et bien réel, comme le montre cette présentation en grande pompe, devant la presse, d'*existenZ*, sa toute dernière création.

Cette prétresse géniale est belle (elle a les traits de Jennifer Jason Leigh), son allure est étrange (une coiffure asymétrique tressée d'un côté, raide de l'autre lui donne des airs de princesse d'*hercule fantasy*), et elle se trouve en danger de mort. Dans ce futur proche, ces artistes peuvent aussi devenir des martyrs, menacés par des fanatiques décidés à mettre fin à ces jeux dangereux, et des multinationales qui se disputent à coups de milliards leur dernière

création. Nous sommes aussi dans un film de David Cronenberg. Depuis *Videodrome*, où l'estomac d'un programmeur télé servait de réceptacle à des cassettes vidéo, nous savons que le réalisateur canadien a scellé une alliance de la chair et du métal, du corps et de la machine, condamnés à agir en symbiose. Le jeu vidéo n'est plus un objet hétérogène dont on s'empare puis se sépare à sa guise, mais une prolongation du corps.

Il suffit pour cela de se faire percer un trou dans la colonne vertébrale, désigné par le film sous le terme de « bioport », et d'être relié à l'aide d'un « ombricordon » à un « game pod », sorte de vagin en plastique souple reconstruit à partir d'œufs fertilisés et d'ADN synthétique. A force d'attouchements, nous aurons accès à des mondes nouveaux, déconnectés de la réalité, ignorants de notre corps, incapables de déterminer ce que nous avons fait ou pas fait.

Crash, le précédent film de David Cronenberg, montrait une secte d'adorateurs d'automobiles et de cictacées, reconstruisant des accidents de voitures dont avaient été



Jude Law et Jennifer Jason Leigh dans le laboratoire d'*existenZ*

victimes des célébrités. Dans *existenZ*, l'individu se réduit à une voiture. C'est d'ailleurs un garagiste (interprété avec humour par William Dafoe) qui se charge de percer, grâce à un appareillage approprié, un orifice à la base de la moelle épinière du pauvre Ted Pilul, un malheureux agent de sécurité embarqué avec Allegra Geller dans la recherche de l'organisation qui aurait tenté de l'éliminer.

PUCEAU TECHNOLOGIQUE
Dans *Crash*, une cicatrice, une entaille dans le corps ou toute forme de monstruosité physique devenaient un signe de reconnaissance et d'acceptation chez un groupe humain qui avait érigé l'alliance de la chair et du métal en religion. Dans *existenZ*, l'absence de marque physique destinée à accueillir le fameux « game pod » apparaît comme une anomalie. Pas encore équipé du fameux « bioport », synonyme de passeport pour le virtuel, Ted Pilul est présenté comme un puceau technologique.

tendait avoir inventé les satellites avant tout le monde. Cela ne m'intéresse pourtant guère de lire dans une boule de cristal. Il était dans *Rage*, l'un de mes premiers films, d'une peau artificielle que l'on pouvait greffer : c'est devenu réel aujourd'hui, mais il s'agit d'une coïncidence. Je me tiens au courant de ce qui se passe. Je sais qu'Intel et d'autres fabricants travaillent à l'élaboration d'une nouvelle puce fabriquée à partir de protéines animales. Ils ne peuvent plus utiliser de métal, leur faut descendre à une taille microscopique.

3 Quelles possibilités pourraient offrir l'élaboration de telles puces ?
On pourra avoir sa petite maladie avec des organes désignés pour des jeux. Et la possibilité de se procurer de nouveaux organes sexuels – qui est d'ailleurs envisagée dans mon film –, produisant autant de plaisir que nos organes naturels. Les gens subissent bien des opérations de chirurgie esthétique, pourquoi ne le ferions-nous pas pour des raisons fonctionnelles ?

Propos recueillis par Samuel Blumenfeld

gique dénialisé par la maîtresse Allegra. *existenZ* raconte une initiation, au bout de cette éducation informatique, le mariage de la chair et du métal sera consommé.

existenZ est un film-somme. C'est ce qui fait sa force, mais aussi sa faiblesse, tant il est gauchi par un discours théorique trop lisible. Ce film encyclopédique apparaît comme une compilation des films précédents de Cronenberg. Le monde virtuel élaboré par le réalisateur ressemble à un parc d'attractions peuplé de ses créatures : le pistolet, composé d'arêtes de poisson, servant à éliminer Allegra Geller au début du film, rappelle celui surgi de la panse béante de James Woods dans *Videodrome*, et l'« ombricordon » relié à la colonne vertébrale évoque l'engin phallique qui sortait de laine de Marilyn Chambers dans *Rage*. Cet effet de catalogue est une façon pour Cronenberg de banaliser son imaginaire, en s'appuyant sur une vision pauvre soutenue par des couleurs désaturées, sans aucun relief.

S. Bd

DÉPÉCHES

■ Le prix Jean-Vigo 1999 a été attribué à *La vie ne me fait pas peur*, de Noémie Lvovsky. Ce film de cinéma reprend une partie des éléments tournés pour le téléfilm *Petites* diffusé le 12 juin 1998 sur Arte. Le prix Jean-Vigo du court métrage a été attribué à Christian Dor pour *Le Bleu du ciel*.

■ Le prix Junior du meilleur scénario a été attribué à Raja Amari, vingt-sept ans, dans le cadre du Festival du film de Paris pour son projet *Satin rouge*. Le prix du jury, présidé par la comédienne Isabelle Pasco, a été attribué exaequo à Charles Dudoignon-Valade, vingt-six ans, pour *Le Diable à New York* et à Vincent Fréminet, vingt-cinq ans, pour *Sirènes*.

■ L'Union des scénaristes, syndicat créé en 1996, élaboré une Charte des scénaristes, code « déontologique » destiné à définir la nature et les prérogatives de cette profession. Ce texte instaure en particulier une « fiche généalogique » des œuvres, qui, dans les cas, de plus en plus fréquents, de contributions multiples devra permettre de préciser l'apport de chacun à son écriture et de lui garantir une rémunération proportionnelle.

■ La Cinémathèque des Etats-Unis annonce la création d'un Congrès Alfred-Hitchcock, destiné à réunir chaque année en juillet à l'Egyptian Theatre, l'une des salles mythiques de Hollywood, les grands cinéastes du monde entier pour qu'ils se présentent les uns aux autres leurs films.

■ L'auteur du roman *Le Silence des agneaux*, Thomas Harris, vient de remettre à son éditeur américain, Hannibal, un manuscrit de six cents pages qui constitue la suite des aventures du terrifiant docteur Lecter. Le livre devrait sortir au mois de juin aux Etats-Unis et être aussitôt adapté au cinéma.

Les images parlantes d'Aki Kaurismäki

Juha. Par le choix du muet et du noir et blanc, le cinéaste finlandais concentre le pouvoir de son art

Film finlandais d'Aki Kaurismäki. Avec Sakari Kuosmanen, Kati Outinen, André Wilms. (1 h 18)

Juha est un film muet, un vrai film muet, en noir et blanc, avec des cartons pour remplacer les dialogues et expliquer l'action. C'est donc un objet à la fois archaïque et expérimental, soumis à l'épreuve du regard d'un spectateur de 1999 pour qui le cinéma n'obéit plus à ces contraintes assimilées à des manques (l'absence de couleur et de son). En adoptant ce qui peut aujourd'hui être perçu comme un artifice, Kaurismäki livre ce qu'il serait aisément de prendre pour une étrangeté si le film ne se rattachait très logiquement à l'œuvre du cinéaste.

Juha est adapté d'un roman de Juhani Aho, romancier finlandais de la fin du siècle dernier. Le récit est simple, c'est un archétype. Le brave paysan boiteux qui donne son nom à l'histoire est marié à Marja, plus jeune que lui. Un jour, le hasard d'une parme de voiture amène Shemelka à la ferme.

Il séduit la jeune femme, elle s'enfuit à la ville avec lui. L'homme est un souteneur sans scrupule qui veut la contraindre à se prostituer. Enceinte, elle sera recueillie par la sœur de She-

melka. Juha, fou de rage, décide d'aller la chercher.

Les thèmes de la campagne intègre et de la ville corrompue, de l'adultery et du pardon forment un hommage à *L'Aurore*, le chef-d'œuvre de Murnau. Un tel parti pris pourraît sembler absurde mais le décalage n'était pas depuis toujours chez Kaurismäki une manière de filmer.

La rhétorique obligée du muet, que le cinéaste transgresse plusieurs fois, s'allie parfaitement avec un style qui a souvent privilégié le silence et une composition volontairement figée du cadre. La nécessité de condenser dans l'image l'essentiel de la signification des actions et des pensées des personnages constitue ainsi un enjeu supplémentaire dans la construction d'un art personnel.

DRÔLE SANS IRONIE
Lorsque Marja prend dans ses bras un chou, préalablement effeuillé, pour le serrer contre elle, son désir de maternité aura été signifié. De la même façon, un nœud de cravate desserré, une cigarette que l'on fume allongé dans l'herbe suffisent à suggérer que les deux personnages ont fait l'amour. La désuétude fait ici d'abord rire, avant d'émouvoir par un coup de

force dont est seul capable un cinéaste conscient des capacités de son art.

Kaurismäki installe en effet l'image au centre d'un jeu subtil où l'empathie du spectateur gagne par l'évidence comique de certaines trouvailles. Mais si le film est souvent drôle, il est dénué de toute ironie. Le réalisateur dépasse le réflexe d'un spectateur contemporain qui verrait le film uniquement comme un artefact burlesque pour toucher un point où l'émotion émerge, où les ficelles mélodramatiques sont sublimées par la mise en scène.

Muet, *Juha* est aussi un film sonore, soutenu de bout en bout par la musique de Anssi Tiikamäki et subtilement perverti par les ajouts sonores incompatibles avec le principe d'origine. Une portière qui claque, un frottement de lame qu'on aiguise frappent par leur incongruité. Ce recours au son permet aussi de désigner la dimension arbitraire sur laquelle repose l'utilisation du son au cinéma. Lorsque les paroles mélancoliques (les seules paroles du film) du *Temps des cerises* sont chantées dans un cabaret où a été entraînée l'héroïne, on sait que le cinéaste a gagné son pari en faisant surgir la profonde tristesse de son histoire.

Jean-François Rauher

Esthétique du muet sans faux col

Dans un film muet, le montage repose sur une musicalité du rythme des plans que les dialogues ont détruite.

POUR MARTYRISER

» Pour martyriser les monteurs étaient des artistes ; aujourd'hui, ce sont des employés. Moi, je monte seul. Le principal apport des assistants est de demander quand est la pause déjeuner. Le cinéma n'est pas un dîner de gala, on n'est pas là pour s'amuser. J'aurais préféré être écrivain, mais je ne sais pas écrire. Après ce prochain film, j'essayerai quand même.

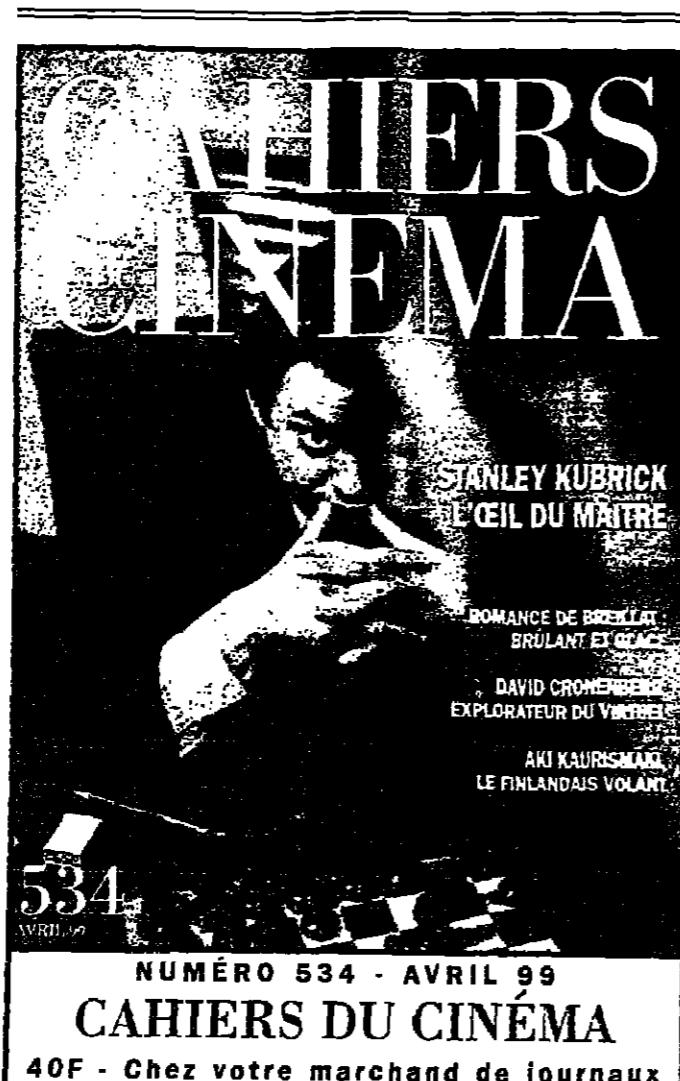
» J'avais déjà essayé de tourner une adaptation de *Juha* il y a sept ans, au Portugal, mais je n'en savais pas assez sur le Portugal. Et, à peu près au même moment, nous étions convenus avec le compositeur Anssi Tiikamäki de faire ensemble un film muet. Il m'a fallu six ans pour rapprocher ces deux idées, *je suis* un esprit lent. Et pourtant : j'ai tellement peur de finir que je préfère prendre des risques. Par exemple, on sait qu'avec un film en noir et blanc on perd la moitié du public, et qu'avec un film muet on perd les trois

quarts de ce qui restait, mais je ne fais pas ce métier pour l'argent, je le fais pour martyriser les autres. Je ne suis pas riche, mais j'ai assez pour acheter de la nourriture pour mon chien, des fleurs pour ma femme et de l'essence pour ma Cadillac, et l'arrive encore à trouver de l'argent pour le film d'après.

» J'en suis le premier surpris. En Finlande, je n'ai aucune renommée comme réalisateur, mes films sont tout proches de la réalité finlandaise pour que les Finlandais aient envie de les voir (à part des vieilles dames et quelques étudiants, qui s'approchent de moi quand je mange au restaurant). Le public européen m'a sauvé, sa reconnaissance me permet de continuer à travailler, même si, quand je veux faire une tragédie, on croit que c'est comique, et inversement. Plus j'essaie de faire des scènes tragiques et plus le public rigole. Où est l'erreur ? »

Propos recueillis par J.-M. F.

★ La revue *Contre bande*, éditée par l'université Paris-I, vient de publier un numéro spécial consacré à Aki Kaurismäki (160 pages, 70 F).



Le premier coup du maître

Jugatsu. Le deuxième film de Kitano, qui déjà recèle la beauté et l'humour des films à venir

Film japonais de Takeshi Kitano. Avec Masahiko Ono, Minoru Iizuka, Bengal, Beat Takeshi. (1 h 36.)

Petit à petit, le puzzle des films de Takeshi Kitano se reconstitue, en vertu d'une conservation plus que méritée au Festival de Venise pour *Hanna-Bi* (1997). Après *Sonatine* (1993), *Kids Return* (1996), *Hanabi* (1997) et *Violent Cop* (1989), *Jugatsu* (1990) est le cinquième film de l'auteur à être distribué en France. Ne désespérons donc pas de plancher un jour les deux pièces manquantes, *Scene at the sea* (1991) et *Getting any?* (1994), pour finir de rassembler une œuvre dont la découverte désordonnée ajoute au charme, comme au danger. S'il est passionnant de découvrir l'élaboration d'un style dont on a commencé par mesurer l'aboutissement, on n'en risque pas moins de surévaluer la cohérence, et donc la fluidité d'une création fort heureusement en devenir.

A cette précaution près, on prendra, d'une part, que *Jugatsu* ne bouleverse pas la hiérarchie d'une œuvre dont *Hanabi* demeure le sommet provisoire, et d'autre part qu'il y a bien lieu de considérer ce

deuxième long métrage de Kitano comme le détonateur de son cinéma. A l'aune de *Violent Cop*, brillant essai qui fixe à gros traits le profil du personnage interprété par le cinéaste dans la plupart de ses films, *Jugatsu*, en déployant tout l'éventail de ses motifs de prédition, est un coup de maître.

Dans cet inquiétant film d'appréhension, il est beaucoup question de coups. Coups reçus et coups donnés, tout le long d'un récit en crochets qui cherche à définir les lois physiques et morales permettant de passer des premiers aux seconds.

L'épreuve est relevée par un jeune pompiste taciturne qui répond au nom de Masaki. Construite en deux parties avec épilogue à la clé, selon une structure circulaire, l'histoire de *Jugatsu* est celle de quelques personnes qui tournent en rond dans un monde qui ne tourne pas rond. En attendant, cela n'empêche pas les chefs d'œuvre. La première partie se déroule donc à Tokyo, sous le signe privilégié du base-ball, condensé idéal des deux motifs : la frappe et la circularité de la course. Mais Masaki, qui s'initie non sans apathie aux règles de ce sport, voudrait aussi en connaître

les finalités. C'est là son drame. Car, une fois acquis le principe selon lequel on frappe pour mieux courir, il veut encore savoir pourquoi l'on court. Le film lui offre en guise de réponse une démonstration par l'absurde que la vie est une continuation du base-ball par d'autres moyens.

Un YAKUSA GIVRE

Celui des armes à feu par exemple. Après avoir dépliqué à un yakusa qui le morigénait, et entraîné par un entraînement infiniment monotonie en puissance des répétitions qui conduisent son entraîneur à l'hôpital, Masaki part en compagnie d'un ami se procurer un assortiment de pétroles à Okinawa. La seconde partie du film est la chambre d'écho de la précédente, poussée à un tel paroxysme de réverberation qu'elle finit par s'en détacher.

Pris en charge par un yakusa complètement givré (interprété par Kitano, encore affublé au générique de son sobriquet d'animateur télévisuel Beat Takeshi) et en rupture de ban avec son clan, les jeunes gens sont conviés à une errance d'autant plus irréelle qu'elle semble préfigurer, en leur présence, le destin qui les guette.

De bars de nuit en jeux de plage,

de clowneries gratuites en mises à l'épreuve sadiques, rien n'est moins anodin que cette entrée en scène du cinéaste sous les traits d'un fou furieux. Kitano y fait sans crier gare subir au récit ce que son personnage propose aux adolescents : un dérèglement délibéré de la raison, une dilatation hallucinée de l'action, une révolte contre l'inféodation scénaristique. En un mot, dans un somptueux feu d'artifice de cruauté, de burlesque et de beauté, une leçon suprême de liberté. Et à la différence du crime, rien ne sert de chercher à savoir à qui profite la liberté.

L'épilogue du film, de retour à Tokyo, ne le dit pas. Il se contente de faire déguster à deux adolescents l'esquimaux de l'amitié, avant de dupliquer en guise de conclusion l'image du commencement, suggérant par cette illusion que l'inertie est au cœur du changement comme le mouvement est au cœur de la vie.

Jacques Mandelbaum

★ A partir du 14 avril, chaque jour à 12 heures, le Racine Odéon, 6, rue des Ecoles, à Paris (6^e), présente en alternance *Sonatine*, *Hanabi*, *Violent Cop* et *Kids Return*. Tél. : 01-43-26-19-68.

Le Festival de Hongkong combat l'amnésie

HONGKONG
correspondance

« Souviens-toi ! » Dans une industrie locale du cinéma en proie à la baisse de fréquentation des salles, à l'enfouissement des recettes tirées des ventes à l'étranger et à la multiplication des projets avortés faute de moyens, le vingt-troisième Festival international du film de Hongkong a, du 31 mars au 15 avril, donné une place particulière à la mémoire. Même si, selon son programmeur Jacob Wong, « il s'agit encore d'une minorité dans une industrie toujours guidée par une logique purement commerciale », il émerge néanmoins chez les réalisateurs du territoire une interrogation récurrente, que condense le film codirigé par Benny Chan et Jackie Chan, *Who I am ?* Certains réalisateurs s'interrogent de façon de plus en plus approfondie sur ce qu'est Hongkong, sur la nature du changement vécu et sur la relation avec la Chine, dit Jacob Wong. Car que s'est-il passé ? Ce n'est pas une décolonisation, et il nous faut tourner la page. Mais la tourner pour quelle autre histoire ? Peut-on devenir une ville chinoise comme n'importe quelle autre grande ville de la Chine ?

De prime abord, une seule fiction sur les trois cents films présentés au festival semble aborder directement le retour à la Chine : *The Longest Summer*, de Fruitt Chan, déjà repérée à Berlin (Le Monde du 17 février). Rien de fortuit si on voyait l'un des soldats perdus de la cou-

ronne britannique, devenu gangster, perdre la mémoire – et c'est précisément dans cette amnésie providentielle qu'il trouvera son salut. Hongkong, hère terre de réfugiés fuyant le communisme, aujourd'hui terre d'immigrants en quête d'une vie meilleure, est aujourd'hui comme hier un lieu de transit plutôt qu'une destination. L'amnésie y est devenue plus qu'un art de vivre, une nécessité, que dénoncent aujourd'hui les films tels que *Who I am ?*, *Hot War de Jingle Ma*, le très commercial *The Stormriders* d'Andrew Lau, et surtout *Ordinary Heroes*, de la réaliste Ann Hui (également présenté à Berlin), qui a fait l'ouverture du festival.

CE QU'ÉTRE HONGKONGAIS VEUT D'ÊTRE

Ce film résolument politique raconte la difficile trajectoire d'une poignée de radicaux qui se sont fait les porte-voix de toutes les souffrances et toutes les critiques à l'encontre du pouvoir, et ont été systématiquement boudés par le grand nombre. « Souviens-toi », dit Ann Hui, que l'histoire de Hongkong, de la vie sur les jolies aux protestations contre l'écrasement de la révolte étudiante sur la place Tiananmen, s'est toujours nourrie de combats pour une vie meilleure, que chacun s'est empressé d'enterrer à l'oubli et que le cinéma lui-même a toujours ignoré. Dans le même esprit, l'œuvre du festival la plus achevée sur

l'identité de Hongkong, réelant hier et regard d'aujourd'hui, est *Citizen Hongkong*, le premier long métrage de la chef monteuse Ruby Yang. Cette Américaine d'origine chinoise, partie en 1977 de la colonie britannique avec sa famille, est revenue vingt ans plus tard sur le lieu de son enfance pour y réaliser ce documentaire.

Afin d'éviter l'écueil du regard purement extérieur, elle a confié pendant un an quatre caméras vidéo à cinq jeunes de Hongkong, qui se racontent dans cette société où le destin des natifs de Hongkong, des immigrés de fraîche date du continent et des Chinois de retour « au pays » après des décennies d'expatriation ne se croisent guère. A travers Edward Chan, l'artiste manqué qui se dit « ni chinois, ni anglais, mais hongkongais », Qi Ke Jia, l'adolescente arrivée de Chine deux ans plus tôt et qui travaille jour et nuit pour s'intégrer à tout prix, Louise Wong, revenue d'Australie pour se trouver des racines et qui ne parle qu'anglais, les frères Edwin Chan et Ed Wu, artistes muets et heureux, on sait à demi-mots parfois ce que « être hongkongais » comprend de rêve, d'illusions et de forcenément provisoire et fragile. La narration, qui relie en parallèle l'histoire personnelle de Ruby Yang et celle de ces caractères, est tirée par la nostalgie sans jamais s'y laisser enfermer.

Valérie Brunschwig

LES FILMS DE LA SEMAINE

LA FIANCÉE POLONAISE

■ Une femme court pieds nus dans la nuit, sur le bitume de la ville, le visage ensanglé. Au petit matin, elle sera recueillie, sans connaissance, par un bon bougre de paysan, dans un paysage d'herbe, de terre et de ciel. Le temps bref d'un cauchemar nous apprend qu'elle a sans doute été violée, avant que le film ne révèle son véritable propos, et son défi : l'histoire simple d'une résurrection.

tion à travers la rencontre d'un homme et d'une femme filmés en huis clos. Le sempiternel miracle de deux corps étrangers qui se frôlent, s'interrogent, se défient, pour mieux se reconnaître. La bonne idée consiste ici à prendre cette situation au pied de la lettre : Henk, le fermier néerlandais, est un ours solitaire et mal léché, Anna, une réfugiée polonoise handicapée par son ignorance de la langue. A leur absence de dia-

logue, le film substitue, sans effet de manche, la grammaire patiente de l'apprentissage amoureux, le lexique intime des petits gestes quotidiens par lesquels s'insinuent les grands sentiments. C'est plus modeste et moins distrayant que *Pretty Woman*, mais cela offre une idée plus juste et plus généreuse de l'universalité humaine. Installé aux Pays-Bas depuis 1980, Karim Traïdia, d'origine algérienne, signe ici un ce premier long métrage un peu appliquéd mais qui ne cesse d'être touchant.

J. M.

Film néerlandais de Karim Traïdia. Avec Henk Woldring, Anna Krzyzowska, Rudi Falkenhagen. (1 h 30.)

movie ne prenne jamais corps le moindre enjeu, le moindre trouble.

J.-M. F.

Film français de Rémi Waterhouse. Avec Jean Yanne, Guillaume Canet, Laurence Côte. (1 h 28.)

CINQ MINUTES DE DÉTENTE

■ Tueur de sang-froid, le docteur Lenignac (Richard Bohringer) abat l'amant de sa femme en s'arrangeant pour faire porter le chapeau à un paisible étudiant un peu démeure (José Garcia). Ce lui-ci s'enfuit avec la police et la famille de la victime à ses trousses, causant sur son passage horreur et désolation. Tourné au Canada, ce premier long métrage oscille entre polar et comédie noire, en prenant tous ses personnages pour de méchants créins. Ce genre d'exercice, relativement déplaisant, passe lorsqu'il est mis en scène avec le brio et la justesse de touches des frères Coen, qui parviennent toujours à sauver quelque chose ou quelqu'un. C'est ici, hélas, la platitude et l'inéptie qui règnent sans partage.

J. M.

Film néerlandais de Karim Traïdia. Avec Henk Woldring, Anna Krzyzowska, Rudi Falkenhagen. (1 h 30.)

ROMANCE

Lire page 31

EXISTENCE

Lire page 32

YUHA

Lire page 32

JUGATSU

Lire ci-dessus

GLORIA

Lire la critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition

TERRES AFRICAINES III : JEUX ET JOUETS

Lire la critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition

Mais sans qu'au cours de ce road-

movie ne prenne jamais corps le moindre enjeu, le moindre trouble.

J.-M. F.

Film français de Tomas Roszak. Avec José Garcia, Richard Bohringer, Susan Anbeh. (1 h 30.)

ROMANCE

Lire page 31

EXISTENCE

Lire page 32

YUHA

Lire page 32

JUGATSU

Lire ci-dessus

GLORIA

Lire la critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition

TERRES AFRICAINES III : JEUX ET JOUETS

Lire la critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition

Mais sans qu'au cours de ce road-

movie ne prenne jamais corps le moindre enjeu, le moindre trouble.

J.-M. F.

Film français de Tomas Roszak. Avec José Garcia, Richard Bohringer, Susan Anbeh. (1 h 30.)

ROMANCE

Lire page 31

EXISTENCE

Lire page 32

YUHA

Lire page 32

JUGATSU

Lire ci-dessus

GLORIA

Lire la critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition

TERRES AFRICAINES III : JEUX ET JOUETS

Lire la critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition

Mais sans qu'au cours de ce road-

movie ne prenne jamais corps le moindre enjeu, le moindre trouble.

J.-M. F.

Film français de Tomas Roszak. Avec José Garcia, Richard Bohringer, Susan Anbeh. (1 h 30.)

SORTIR

PARIS

Henri Texier Azur Quintet
Henri Texier, contrebassiste et compositeur, a le goût des combinaisons orchestrales. Au sein de ses groupes aux noms qui sollicitent l'imagination, on retrouve à peu près les mêmes musiciens, chacun leader de sa propre formation, tous créateurs d'univers diversifiés que Texier combine pour donner à ses méthodes des couleurs différentes, un souffle et une ardeur renouvelées. Le répertoire de Texier ne cesse pas d'évoluer, avec des morceaux qui s'inscrivent dans la mémoire.

Dans l'Azur Quintet, on entend le pianiste Bojan Zuljkarpasic, né à Belgrade, le trombone américain Glenn Ferris, le batteur Tony Rabeson, qui de Madagascar apporte un jeu nourri de percussions, et Sébastien Texier, fils d'Henri. Luxe aujourd'hui rare, l'Azur Quintet reste plusieurs soirs au Duo des Lombards.

À l'Azur Quintet, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Anvers. Le 14, à 19 h 30. Tél. : 01-55-07-06-00. 120 F.

Ceux qui marchent debout

Cette fanfare peu conventionnelle, qui a adopté un répertoire oscillant entre groove, funk, techno, hip-hop et reggae, draine à chacune de ses apparitions un public nombreux, jeune et joyeux. Ambiance débridée assurée.

(CD Your Body/Grooving Records/Musique)

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Château-d'Eau. Le 14, à 20 h 30. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Orbital

مكتبة من الأصل

KIOSQUE

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1995

EN VUE

■ Mardi 13 avril, un missile de l'OTAN visant le monument de Gazimestan, érigé au Kosovo à la mémoire des Serbes vaincus par les Ottomans lors de la bataille du Champ des mères en 1389, l'a manqué de peu.

■ La probabilité d'un tir accidentel de missile nucléaire dû au bogue de l'an 2000 serait « faible » selon les Etats-Unis, qui, en attendant, accélèrent la mise au point d'une alerte stratégique avant le passage des « 9-11 », premier risque d'erreur, le 9 septembre prochain (9-9-99).

■ D'après Wesley Clark, commandant en chef de l'opération « Force alliée », les civils tués, lundi 12 avril à Grdelica, au sud de Belgrade, seraient les victimes d'une double méprise : « Quand le pilote s'est rendu compte que ce qu'il avait touché n'était pas le pont, mais un train, il a décidé de viser l'autre extrémité du pont. Dans ce laps de temps, une partie du convoi a glissé et a été touchée par la seconde frappe. »

■ Quatre enfants, âgés de onze à treize ans, se sont amusés récemment à briser toutes les vitres et tous les miroirs d'un train de voyageurs stationné sur une voie de garage à Pantin, avec les petits marteaux qui servent en cas d'alarme.

■ Le conseil général du Calvados fait abattre les platanes bordant la route CD 579, à Pont-l'Évêque à Honfleur, sur lesquels quatre-vingt-dix véhicules se sont fracassés, faisant, en treize ans, treize morts.

■ Depuis des années, Anne Thompson, Ecossaise d'Edimbourg, lancait des pétitions pour réclamer le réaménagement du carrefour dangereux où elle vient de se tuer dans un accident de voiture.

■ Le Ghana prépare un projet de loi qui prévoit la peine capitale pour les chauffards meurtriers.

■ « Les vérificateurs n'ont pas encore vu de gens morts le long des routes, comme en Afrique », a récemment déclaré Christiane Berthiaume, porte-parole du programme alimentaire mondial, au sujet des Nord-Coréens qui, avec le printemps, se nourrissent d'herbe, de champignons, d'écorce et d'algues contre les crampes d'estomac.

■ « Il est impossible de regarder la télévision le ventre vide », soulignait, jeudi 1er avril, le Malawi News au moment du lancement en fanfare de la première chaîne de télévision nationale au Malawi.

■ David Blaine, sorti, lundi 12 avril, du cercueil de verre où il a passé sept jours à jeûner, sous les regards des New-Yorkais, n'avait fait que reprendre le projet du célèbre Houdini, mort, hélas, avant d'avoir pu se faire enterrer vivant.

Christian Colombani

Un théologien et « les homosexualités »

La revue jésuite « Etudes » publie les réflexions du Père Xavier Thévenot, ancien titulaire de la chaire de théologie morale à l'Institut catholique de Paris, sur « l'altérité homosexuelle »

AU MOMENT où l'Assemblée nationale s'apprête à adopter solennellement le PACS, la revue « Etudes », fondée en 1856 par les Pères de la Compagnie de Jésus, propose dans son numéro d'avril un article de Xavier Thévenot intitulé « Les homosexualités masculines et leur nouvelle visibilité ». Le texte publié par les jésuites est d'autant plus attendu dans le contexte actuel que l'auteur, théologien moraliste, est considéré comme un spécialiste, dans l'Eglise catholique, de la question homosexuelle.

Sa thèse, parue au Cerf en 1985, portait sur le thème « Homosexualités masculines et morale chrétienne ». Xavier Thévenot a longtemps occupé la chaire de théologie morale de l'Institut catholique de Paris, jusqu'à ce qu'une grave maladie l'empêche de poursuivre son enseignement.

Mais ce prêtre, qui appartient à la congrégation des salésiens de Don Bosco, s'appuie aussi sur une longue expérience d'écoute et d'accompagnement des jeunes adultes

« se reconnaissant – selon leur propre terminologie – « homosexuels » ». Elle confère à sa réflexion une certaine ouverture, qui ne va pas cependant jusqu'à heurter de front le discours officiel de l'Eglise sur ce sujet.

Dès septembre 1998, l'épiscopat

français a pris position contre le PACS en le dénonçant comme « une loi inutile et dangereuse ». L'argumentation des évêques re-

pose notamment sur l'importance de la « différence sexuelle » entre l'homme et la femme, sans laquelle, selon eux, une société ne peut se construire. Cette thèse a fait florès chez beaucoup d'adversaires du PACS, qui ont présenté l'homosexualité d'abord comme une « non-reconnaissance » puis comme une « négation de l'altérité ».

UNE DIJONCTION PARADOXE

Xavier Thévenot souligne, pour sa part, les contradictions qui suscitent ce type de raisonnement chez les jeunes qui se découvrent homosexuels : « Au moment même où on

leur déclare de façon répétitive que

l'homosexualité prend mal en compte l'altérité, ils ont l'impression souvent fondée que l'on se comporte envers eux sans vraiment respecter leur propre altérité. » Ils sont donc soumis à une « double contrainte », à une injonction paradoxale que l'auteur résume ainsi : « Reconnaître davantage l'altérité, tel est votre devoir, car selon nous l'homosexualité est déni de la différence sexuelle ; mais la reconnaître pas, car vous ne devez pas vous comporter autrement que les hétérosexuels. »

Le théologien a toujours considéré l'homosexualité comme une « forme a-normative de sexualité ». Néanmoins, il continue de plaider pour une prise en compte de la diversité des situations, tant par l'Eglise que par la société. « En réalité, il y a des homosexualités ou, plus précisément encore, il y a des sujets dont les personnalités comportent, parmi bien d'autres dimensions, des traits homosexuels aux formes variées. » C'est pourquoi, insiste-t-il, il n'existe pas « un lobby ou un "front" homosexuel parfaitement uni ».

Pour Xavier Thévenot, le combat pour une reconnaissance sociale de l'homosexualité ne doit pas dissimuler la grande diversité des demandes qui s'expriment à travers lui. Les débats actuels ont au moins le mérite « de souligner à l'envi que la sexualité ne peut jamais être fermée dans la seule sphère privée, bien qu'elle touche, plus que toute autre réalité, à l'intimité des personnes ». Xavier Ternisien

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Depuis le début de la tragédie du Kosovo, il y a une ligne Chirac ou plutôt une ligne Chirac-Jospin, tant que deux hommes réagissent à l'unisson. La première caractéristique de cette ligne, c'est la fermeté militaire, au nom du devoir d'ingérence humanitaire et d'une certaine idée de l'Europe et de ses valeurs, face aux déportations, aux massacres et à l'épuration ethnique (...) La deuxième caractéristique, c'est l'action humanitaire. (...) La troisième caractéristique, c'est sur le plan diplomatique la volonté permanente d'associer la Russie et les Nations unies aux négociations. Le moins que l'on puisse dire est

que les Etats-Unis n'ont pas toujours été en phase avec cette sensibilité.

LIBÉRATION

Serge July

■ La défaite de l'alliance, et donc le triomphe des déportations en Europe, est devenue tout simplement impossible. Parce qu'elle serait une tragédie pour les Kosovars, mais aussi pour les populations serbes. Elle serait un véritable désastre pour l'Union européenne, elle signifierait la mort vraisemblable de l'OTAN, elle constituerait, enfin, une catastrophe géopolitique qui peserait lourdement sur le destin des Balkans et de la Russie. La face de l'Europe en serait mutilée. Après trois semaines de raids, après les horreurs des déportations, un

point de non-retour a été franchi. Il faut désormais gagner la guerre contre la purification. Il n'existe plus la moindre échappatoire.

THE TIMES

■ La campagne de l'OTAN continue, mais il faudra, à un moment ou un autre, réexaminer les options possibles. A un coût terrible, les frappes aériennes désorganisent sévèrement les forces de Milosevic, mais il reste la sombre perspective qu'il faille des troupes sur le sol, avec un appui aérien massif, pour les chasser du Kosovo. Les préparatifs pour cette éventualité sont plus urgents que jamais.

THE WASHINGTON POST

Patrick Buchanan

■ Au bout de trois semaines,

l'aventure de Bill Clinton dans les Balkans risque de tourner au désastre pour les Etats-Unis. Les violations des droits de l'homme au Kosovo ont pris l'ampleur d'une catastrophe. Slobodan Milosevic devient le seul résistant de Churchill serbe, tant il reçoit des soutiens. Le Monténégro et la Macédoine sont déstabilisés ; la Russie est empêtrée par une vague de chauvinisme et d'anti-américanisme. Et les troupes américaines vont devoir peut-être patrouiller dans ce grand mécénat. Tels sont les fruits des croisades utopiques en faveur de la démocratie mondiale. La grande leçon du Vietnam était : avant d'engager l'armée, que le pays s'engage. Le président Clinton et la secrétaire d'Etat Madeleine Albright n'ont l'appui ni de l'une ni de l'autre.

SUR LA TOILE

PROJETS

■ Défi Jeunes, réseau national de soutien à l'initiative des jeunes placé sous l'égide du ministère de la jeunesse et des sports, a ouvert un site Internet de documentation et d'information. Il affiche notamment un questionnaire-test permettant aux futurs candidats de déterminer si leur projet répond aux critères de l'association, et leur propose un service d'hébergement de sites. – (AFP) www.defijeunes.fr

PROCES

■ Les parents de trois adolescents du Kentucky, tués dans leur école par un de leur camarade de classe en 1997, ont décidé de porter plainte contre 25 sociétés de production de films, de jeux vidéo et de sites Internet pornographiques, car ils estiment que leurs produits auraient influencé le jeune assassin. Ils réclament 130 millions de dollars. – (AP)

AUTOMOBILE

■ Le webmagazine Classic Driver, consacré aux automobiles de luxe et de collection, publie désormais une édition française. www.classicdriver.com

WWW.novaplanet.com

Le site ultrabranché de Nova accueille les jeunes du mouvement Stop la violence



site », explique Léon Mercadet, responsable de Nova Planet. L'émission confiée au collectif par Radio Nova le mercredi soir est également retransmise sur le site.

Au-delà de cette action ponctuelle, Nova Planet continue à publier un webmagazine très bran-

ché sur l'actualité et la scène artistique parisienne. Chaque jour, plus de deux mille internautes, principalement des amateurs de World Music, se connectent sur Nova Planet, dont la moitié pour écouter la radio en ligne. A partir de mois de juin, chaque auditeur pourra passer commande du programme radio de ses rêves grâce à un système de sélection personnalisée. Il lui suffira d'établir une liste des différents genres musicaux qu'il souhaite entendre, assortie d'un pourcentage : 10 % de soul, 40 % de groove, un zeste de tecno... Le serveur se chargera de piocher dans les archives de Radio Nova pour générer de façon aléatoire une programmation respectant ces critères. En attendant, les auditeurs profitent des pages consacrées aux D. J. maison, avec extraits de leurs productions.

Enfin, Nova Planet propose un accès aux archives vidéo constituées par Radio Nova : « Nous avons pris l'habitude de filmer nos invités et nous avons déjà mille heures de vidéo, qui vont être progressivement mises en ligne pour nourrir une sorte de micro-chaine de télévision, au service d'une communauté en ligne couleur Nova... »

Christophe Labbé et Olivia Recasens

Monastères contre cathédrales

par Alain Rollat

IL NE SE PASSE PLUS d'un journal télévisé sans qu'un intellectuel serbe vienne déclarer sa flamme à la France pour déplorer sa participation à la guerre. C'était encore le cas, mardi soir, dans un reportage de France 2 sur les Serbes de Paris. Un écrivain au profil d'aigle littéraire déclara : « Nous sommes nourris de culture française. En Serbie, il y a des millions de gens pour lesquels la France s'identifie à la justice. Pour nous, il est inconcevable que la France ait pu bousculer dans cette coalition contre notre peuple qui est la plus grande des injustices. La France contre la Serbie, c'est contre nature. » Opposé à Milosevic, il n'en justifiait pas moins la réaction de son peuple par son attachement passionnel aux monastères du Kosovo, où reposent les reliques les plus sacrées du patrimoine serbe : « Ce sont nos racines. C'est comme si l'on vous demandait de renoncer

aux cathédrales gothiques. » Il exprimait sa déchirure avec une sincérité pathétique.

Or aurait eu envie de l'embrasser, cet écrivain, si le journal de France 3 n'avait auparavant diffusé une séquence qui donnait plutôt envie de sortir son revolver contre les sous-produits dénaturés de la culture serbe. On y voyait, d'abord, une ombre. L'ombre d'une réfugiée albanaise. Cette silhouette noire racontait comment elle avait été violée : « L'homme était de mon village. Il a dit à mon père : "Tu filet serait une bonne épouse pour un Serbe." Ils m'ont attaché les bras, l'un m'a violée, les autres m'ont frappée... » Puis une autre femme, à visage découvert, racontait un autre viol : « Ils ont dit à la fille : "Tu es belle, tu es pour nous. On ne va pas te tuer, mais ta famille va voir ce qui va t'arriver... » Ils l'ont jetée à terre et ils ont arraché tous ses vêtements... »

L'origine de ces images n'était pas précisée, mais elles ne surprenaient pas. On sait, depuis la Bosnie, que le viol systématique fait partie de l'arsenal de certaines unités serbes. Tout a déjà été dit sur cette abjection qui va parfois jusqu'à garder les femmes violées en captivité pour qu'elles conservent un enfant qu'elles ne pourront que faire. Tout a été écrit, en particulier par le professeur José Santure, sur ce nouveau recul des limites de l'impossible : « En plus du traumatisme du viol, mener une femme à tuer son enfant nouveau-né. Faire exister la haine là où se trouvent les racines mêmes de l'amour : c'est la forme la plus récente du crime contre l'humanité. » (Le Refus du sens, Ellipses, 1996).

Si les cathédrales gothiques de mon pays voyaient cela sans broncher, monsieur l'écrivain, je les démolirais de mes propres mains.

ABONNEZ-VOUS AU MONDE pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 69369 Villeurbanne Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€) par mois par prélevement automatique.

■ M. ■ Mme Prénom : _____ Nom : _____

■ Adresse : _____

■ Code postal : _____ Localité : _____

Code valide jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal

Authorisation de prélevements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélevements pour mon abonnement au journal *Le Monde*. Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : _____ Signature : _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation, il y en a un dans votre chèquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélevement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 800 022 021 (0,997€/min)

« Le Monde » USPS-00097090 is published each for 5.95 per copy by Le Monde 25, rue Claude Bernard 75342 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Chambly N.Y. U.S. and elsewhere mailing offices. POSTMASTER : Servizio speditez chiedere lo IRS o il NY Post 15-18 Chapman N.Y. 123-15-548

Pour les abonnements souhaités aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach VA 23451-5783 USA-Tel. 800-429-30-03

Contradictions bien... -

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 14 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

droits de l'homme de
condamne et la pratique
de punition ethnique et
de torture. Ce crime contre l'humanité
doit être traduit en justice.

Entre la Seine
1re supplémentaire
Le règlement diplomatique

DÉBATS

21.20 Le Cancer du sein. Forum Planète

23.20 Enfants, dor, dor de rester stars. Forum Planète

MAGAZINES

18.30 Plusieurs affaires. RTBF 1

20.45 Les MercREDIS de l'histoire. Arte

22.00 2010 Merci Presse. Paris Première

20.15 Plusieurs d'ailleurs. RTBF 1

21.00 Paris modes. Paris Première

21.05 Un nom de la loi. Tempête sur la Commission européenne. Portraits d'un justicier. Le combat de l'opposition Ferry. TV 5

22.45 Ça se discute. Que faire quand on n'aime pas l'école ? France 2

22.55 Un siècle d'écrivains. Emil Michel Coran

0.20 De quel droit ? Vérités, mensonges, locataires : qui a le droit ? M 6

0.55 Le Canal du savoir. Perpétue. Neuf ans d'enquête. Paris Première

DOCUMENTAIRES

19.30 La Chine, dragon millénaire. Chine. Odysée

20.15 Reportages. Le Bunker de Hassi Messaoud. Arte

20.30 Cancer du sein, traquez l'ennemi. Forum Planète

20.35 L'Etat de la Palestine. Les épines de la paix. Planète

20.50 Etat des lieux : le Botswana. Odysée

21.00 et 21.45 Mémoire arménienne. 1915. Survivants dans le tourment. Histoire

21.50 Les Tribus indiennes. Les derniers rois. Planète

22.00 Voyage aux portes des dieux. Les esprits d'Hathor. Odysée

22.25 L'Algérie. Les enfants d'El Mazar. Planète

23.00 Nikos Kazantzakis. Une croisière sur la vie. Arte

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

SPORTS EN DIRECT

20.00 Hockey sur glace. Ligue Elite. AB Sport

20.30 FootBall. Championnat du monde des moins de 20 ans. Eurosport

21.30 Le Canal du savoir. Perpétue. Neuf ans d'enquête. Paris Première

DANSE

22.45 A Folk Tale. Musique William K. Howard (Grande-Bretagne, 1937, N. v.o. 65 min) C. Ciné Classics

16.30 Napoléon. Abel Gance (1921) France, 1926, N. v.o. 120 min O. Histoire

18.05 Indochine. Régis Wargnier (France, 1986, v.o. 85 min) C. Ciné Cinema 1

19.30 L'odyssée du son-maria Nerkha. Robert Wise (Etats-Unis, 1958, N. v.o. 90 min) C. Cinétoile

MUSIQUE

20.45 The London Community Gospel Choir. Concert. Mezzo

22.35 Musica. Accents en concert. Arte

22.55 Ben Harper. 1996. Paris Première

TÉLÉFILMS

20.55 Monstres. Tony Randall (U. 1983, N. v.o. 90 min) C. Cinétoile

22.40 La Cité verte. Eric Till (U. 1986, N. v.o. 90 min) C. Cinétoile

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (H 1).

23.45 Entre femme et l

La RAM fait rage

par Pierre Georges

AU VINGT ET UNIÈME JOUR de guerre, les alliés qui avaient tout prévu, sauf l'imprévisible, tout imaginent, sauf l'inimaginable, tout planifié, hormis l'imprévisible, sauf la guerre, les alliés, donc, déclarent qu'il leur fallait plus d'avions. *More and more, frappes et frappes.*

À vingt et unième jour de guerre, ils firent un auto-bilan. Pertes matérielles : un avion furtif, un avion sans pilote, plus quelques missiles égarés. Pertes humaines : aucun mort, trois prisonniers. Les alliés pouvaient, de ce point de vue-là, être fiers. Ils venaient d'inventer, pour ce qui les concerne, la guerre « zéro défaut », zéro mort en tout cas. La guerre faite de loin, ou de haut comme l'on préfèrera, mille avions bientôt dans le ciel yougoslave, chaud dessous, pour « traîner » les objectifs !

Traîner, en effet. Sauf qu'il ne s'agit pas d'un champ de bataille mais de bataille. Et pas d'insecticide, mais de « bombeicide », si l'on autorise ce néologisme. Traîner, encore et encore, jusqu'à ce que le traitement fasse son effet et il finira bien par le faire, sur un régime serbe et prédateur en longue maladie mentale.

On dira qu'il y a quelque désinvolture à parler ainsi, crûment, des choses de la guerre. Ce serait vrai si cela ne correspondait à une théorie élaborée depuis plusieurs années par quelques têtes pensantes et chercheuses des états-majors et écoles de guerre américaines et autres. Cette théorie révolutionnaire – la *Révolution des Affaires Militaires*, en français –, cette RAM donc, part du principe qu'il faut faire la guerre de loin, de haut, de mer. Bref, de partout

sauv où elle a lieu vraiment, pour avoir à la fois l'adversaire à portée et rester hors de sa portée.

Cet art de la guerre sans risques, ou à risques minimaux, suppose évidemment une maîtrise totale des deux et des mers, une supériorité technologique évidente et une longue patience.

Frappes et longueurs de temps

font plus que forces terrestres ni que rage. Même si, précisément la RAM, elle, fait rage, dans la mesure où l'adversaire tient, jusqu'à l'absurde, toute sa partition.

Mille avions pour un Milosevic, toute la RAM du monde pour un régime qu'on imagine plus suicidaire qu'héroïque ! Voilà qui fausse un peu la théorie et contredit la pensée logique. Cette logique de la guerre notamment qui voudrait que, lorsque l'une des parties prend conscience de sa notable infériorité, des ravages subis par son pays et de sa totale incapacité à renverser le cours de la bataille, elle dépose les armes. La RAM supposerait un adversaire lucide. Le régime de Belgrade est tout sauf lucide, qui s'est engagé et engage à lutter et mourir jusqu'au dernier des Serbes, à chasser et épurer jusqu'au dernier des Kosovars. Milosevic est tout sauf lucide, qui, sous les frappes qui ravagent la Yougoslavie et accablent son peuple comme son armée, veut croire encore en une issue victorieuse politiquement. Ne serait-ce qu'en spéculant sur l'usure du temps et des frappes, sur la lassitude des opinions publiques occidentales. Ou sur le défaut de la cuirasse et de la RAM, ces fameux « dommages collatéraux », atroce concept pour dire que la guerre sans risques des uns ne l'est pas pour les autres.

L'ancien numéro deux malaisien condamné pour « corruption »

Il écope de six ans de prison et devra répondre d'autres chefs d'accusation

ANWAR IBRAHIM, l'ancien vice-président du Dr Mahathir Mohamad, emprisonné depuis septembre 1998, s'y attendait. Reconnu coupable de corruption, il a été condamné, mercredi 14 avril, à six ans de prison au terme d'un procès de 77 jours. « C'est une honte absolue », a déclaré, à l'audience, l'ancien numéro deux du régime malaisien. Il s'agit d'une interprétation ridicule et nauséabonde de la corruption quand on sait qu'en Malaisie des milliards de ringgits appartenant au peuple sont gaspillés par ses dirigeants pour leurs enfants et leurs proches. »

« Ces accusations, a-t-il ajouté, s'inscrivent dans une conspiration politique visant à me détruire et à maintenir la malhumeur de Mahathir Mohamad sur le pouvoir, quel qu'en soit le coût même si cela passe par le sacrifice de ce qui restait de l'intégrité du système. » Anwar Ibrahim était également d'une peine de quatorze ans de prison assortie d'une amende de 20 000 ringgits (30 000 francs, environ 4 500 euros) pour chacun des quatre chefs d'accusation retenus contre lui. Il doit être encore jugé d'un cinquième chef d'accusation pour corruption et pour sodomitie. Son objectif est de priver, lors

sont intervenues pour disperser un demi-milliard de ses partisans.

Le limogeage et l'incarcération d'Anwar avaient provoqué des tensions sans précédent en Malaisie depuis l'accession au pouvoir, en 1981, du Dr Mahathir. La crédibilité de la police, dont le chef a reconnu avoir frappé Anwar lors de son arrestation, et celle du système légal sont notamment les enjeux d'un procès qui pouvait encore rebondir. Sous l'effet d'une crise économique régionale, une forte récession a contribué à un autre procès : celui des méthodes de gouvernement du Dr Mahathir, aujourd'hui âgé de soixante-treize ans et dont la santé est fragile. La Malaisie connaît également une querelle d'anciens contre modernes, ces derniers se regroupant sous la bannière de « reformasi ».

Les partisans de « reformasi » tentent de rompre avec les clivages ethniques de la politique en Malaisie, une fédération qui compte une faible majorité de Malais musulmans et au moins un quart de Chinois. L'épouse d'Anwar, Wan Azizah, a pris récemment la tête d'un Parti de la justice nationale (PJN), qui se veut multiculturel. Son objectif est de priver, lors

Après l'Inde, le Pakistan teste à son tour un nouveau missile

NEW DELHI

de notre correspondante

Trois jours après le tir du missile indien Agni-2 (Le Monde du 13 avril), le Pakistan a répliqué, mercredi 14 avril, en tirant une version améliorée de son missile balistique de moyenne portée, le Ghauri. Le tir a eu lieu du centre d'essai de Jhelum, au Pendjab, et aurait atteint son point d'impact huit minutes après. Dans une volonté salutaire d'apaisement, le communiqué officiel indique simplement qu'il s'agit « du deuxième test du Ghauri qui a une portée de 1 500 km ». Le Pakistan avait testé pour la première fois le Ghauri le 6 avril 1998. Selon des sources pakistaniennes qui veulent garder l'anonymat, le Ghauri tiré cette fois aurait une portée de 2 000 km et pourrait emporter une charge nucléaire ou conventionnelle de 1 000 kg. La charge du Ghauri-2 était de 700 kg. L'Agni-2, selon le ministre indien de la défense, avait, lui, parcouru plus de 2 000 km. Déjà, dans sa première version, le Ghauri pouvait atteindre la plupart des grandes villes indiennes. Comme l'Inde l'avait fait, Islamabad avait averti, mardi, New Delhi de ce lancement. Avant ce tir, le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, avait affirmé : « Nous ne voulons pas entrer dans une course aux armements mais personne ne doit dénier des capacités du Pakistan. Dans le passé, le Pakistan a répliqué à l'Inde et continuera à le faire. »

Françoise Chippaux

DÉPÉCHES

■ FOOTBALL : le Stade de Rennes a conforté sa quatrième place du championnat de France en s'imposant (2-0), mardi 13 avril, face au RC Lens. Le second match avancé de cette 29^e journée entre le Sporting Club de Bastia et le FC Sochaux s'est soldé par un résultat nul (1-1).

■ PRESSE : le tribunal de commerce de Paris a prononcé, mardi 13 avril, la liquidation judiciaire de la Société d'édition de Minuit SA (SEM), qui édite l'hebdomadaire du même nom. Le tribunal a décidé de la poursuite de l'activité de *Minuit* jusqu'au 20 avril.

Trage du Monde daté mercredi 14 avril 1999 : 517 269 exemplaires. 3

Nouvelle Jeep Grand Cherokee.
Loin de toute civilisation...



La Civilisation.

Venez découvrir le vrai sens du civilisation, rendez-vous dès le 8 avril chez votre concessionnaire ou dans le Figaro Magazine, l'Express, le Nouvel Observateur, le Point.

Venez découvrir et essayer la nouvelle Jeep Grand Cherokee : 36 15 Jeep www.3615jeep.com www.newgrandcherokee.com